# HISTOIRE

POLITIQUE

DE LA REVOLUTION

EN FRANCE,

OU

#### CORRESPONDANCE

ENTRE

LORD D\*\*\*

ET

LORD T\*\*\*.

TOME PREMIER.



A LONDRES.

1 7 8 9.

les Administrations Vergennes, Calonne, Brienne & Necker. Il scrute les querelles parlementaires, leurs prétentions & leurs effets, & de la comparaison toujours soutenue de cette foule d'événemens avec le génie, le caractère & les mœurs du Peuple français, sortent des idées lumineuses pour tout Lecleur qui cherche la vérité & l'instruction.

Dans le second, il discute toutes les prétentions dis verses & des Ordres & des Corps. Il dénonce tous les vices politiques, judiciaires ou d'administration qui s'opposent au bien. Il pose les grandes bases de la liberté, que les circonstances n'avoient pas encore permis à une plume française de tracer avec franchise & énergies La liberté publique & la liberté civile sont les deux Sources du bonheur. Il montre d'une maniere austi claire que neuve, en quoi consistent ces deux especes de liberté. Pour établir la premiere, il discute les droits des Peus ples, les prérogatives des Princes, & l'organisation d'une Assemblée où tous ces droits soient combinés. Soient respectés. Pour affeoir la seconde, qui dépend de la sagesse des loix, & par conséquent de l'instruction nationale, il propose un nouveau plan d'éducation, une réforme raisonnée, des loix criminelles & civiles, les moyens d'éteindre l'esprit aristocratique, le monopole Eles priviléges exclusifs, qui corrompent, avilissent & dépouillent les Citoyens de leurs droits.

Rien de ce qui intéresse l'ordre publie n'est oublié; la liberté de la presse, les Lettres de Cachet, tous les objets qui étabilssent & génent la liberté de l'homme, y sont discutés, & le dernier ouvrage de M. de Calonne briévement résuté.



## AUX ETATS-GÉNÉRAUX.

Tout Citoyen doit à sa Patrie les services qu'il est en état de lui rendre. C'est une dette sacrée dont rien ne peut exempter. Pour la remplir, jai recueilli les connaissances que vingt années de voyages & d'étude comparative des Gouvernemens m'ont sait acquérir. Je n'ai eu pour guide que la vérité, pour régle que le devoir, pour but que le bien. Sans crainte

MATCHER

comme sans espérance, j'ai osé dire tout ce que j'ai cru juste ou utile. Si j'ai sourni quelques idées propres à contribuer au bonheur de ma Patrie; j'ai rempli la tâche d'un bon Citoyen; C'est ma récompense.

LAUTEUR



HISTOIRE



#### HISTOIRE

POLITIQUE DE LA RÉVOLUTION

EN FRANCE, &c.

#### LETTRE I.

## MILORD,

Vous exigez le Journal de mon séjour en France. L'accueil que vous avez fait à celui de mon voyage d'Italie, a mis ma vanité de moitié avec votre desir, & vos éloges me feraient pres-Tome I. que douter auquel j'obéis le plus de l'a-

mour-propre, ou de l'amitié.

Mais n'attendez plus ces tableaux enchanteurs de la voluptueuse Italie. Partout entouré des talens & des arts, vous marchiez avec moi, parmi les chefd'œuvres modernes, ou les superbes restes des chef-d'œuvres antiques. Je vous faisais passer des ruines d'un amphithéâtre, ou d'une ville engloutie sous les laves, à la majestueuse architecture d'une basilique, ou aux tableaux de Michel-Ange: altri tempi, altri cure. Un seul objet fixe ici l'attention. Le démon de la politique s'est emparé de tous les esprits; & la morale, qui semblait exclusivement reléguée dans leurs Livres, occupe, agite, exalte tous les Français. Vous connaifsez l'effervescence de cette Nation. Des qu'un objet de discussion a frappé les fibres d'un Français, il fait aussi-tôt explosion. La conversation devient un débordement; l'idée dominante semble

sortir par tous ses pores. Il est dissicile de se trouver dans son tourbillon, sans être entraîné par sa rotation rapide.

Aussi ne soyez pas surpris, si je cède à l'impulsion que je reçois en public, en particulier, à la ville & à la campagne, chez l'homme de la Cour & chez le Financier. Un Peuple, dépouillé par dix siècles d'abus successifs, a tant à répéter au moment de son réveil, que la matière devient intarissable. Après vous en avoir parlé, il vous en parle encore, & il lui reste toujours à dire.

Mais cette abondance même produit une confusion, qui d'abord ne permet qu'à un petit nombre d'esprits justes de faisir la succession des idées, qui établissent la chaîne des droits de l'homme social. Malheur au Gouvernement qui se roidirait alors contre cette esservescence. Comme on n'a point eu le tems de distinguer ce qu'on doit vouloir de ce qu'on veut, toute opposition serait regardée comme les derniers efforts de l'usurpation, & la violence repousserait alors la violence. Mais quand le Gouvernement n'oppose à cette sermentation que la raison, qui seule est douce sans être faible, le mouvement se ralentit, les idées se déblayent, les sottises se pré-

cipitent, & les vérités surnagent.

C'est un grand spectacle que les efforts d'un Peuple pour recouvrer sa liberté. L'ame du spectateur s'en trouve électrisée; & quelle que soit sa Patrie, il oublie bientôt les distinctions de Peuples, pour se souvenir seulement qu'il est homme. C'est qu'en tout, le sublime, ou, ce qui est la même chose, l'énergie nous attache, nous ravit, nous transporte; c'est qu'on aime à voir relever la dignité de son espèce. L'admiration semble nous rapprocher de la chose admirée, & l'amour-propre y trouve son compte.

Ce serait vous faire languir, Milord, que de vous faire attendre un Journal

fuivi des événemens. Chaque jour amène le sien, & pour l'homme qui combine. c'est sans doute un plaisir de plus de deviner, dans celui d'aujourd'hui, celui du lendemain. D'ailleurs, l'histoire des Français, pour être analogue au caractère & à la marche des idées nationales. doit être Staccata, comme dit l'Italien. Chaque Courier vous portera les événemens & les discussions du jour ; j'y joindrai les réflexions qu'ils feront naître. Il s'y trouvera quelque confusion, fans doute; mais vous faurez y suppléer; & un jour, moi-même, je serai bien aise, dans nos foirées de Flowershill, d'enrendre commenter & les faits & mes idées par l'homme du monde dont je prise le plus les lumières & la raison. Adio: Amatemi e vivete felice.



#### LETTRE II.

### MILORD,

SI Machiavel avait à rendre compte des événemens que je me suis chargé de vous tracer, il reprocherait sans doute deux grandes erreurs à ceux qui tenaient en France le gouvernail politique; je veux dire, la guerre d'Amérique & l'Assemblée des Notables. La Nation devrait peutêtre des Statues à Messieurs de Vergennes & de Calonne, si l'on en devait élever aux instrumens aveugles du hasard.

Le Comte, politique comme un Commis de Bureau, vit dans l'insurrection des Américains, l'abaissement de la rivale de la France, & la guerre sut décidée. Si son esprit eût été capable de saisir un plus grand ensemble, s'il eût mieux connu les hommes en général,

& sa Nation en particulier, il aurait senti que l'énergie d'un Peuple, engourdie & glacée par l'influence du pouvoir arbitraire, se réchausse & se vivifie à l'approche de l'ardeur d'un Peuple libre : que pour justifier cette guerre, il fallait à la face de l'Europe, reconnaître l'injustice de tout pouvoir, non consenti par une Nation, & le droit que toute Nation avait de s'en affranchir. Il aurait senti que les questions de liberté, d'usurpation, de tyrannie, seraient librement & nécessairement agitées par un Peuple qui courait au-delà des mers, en affranchir un autre. Il aurait prévu que le Français, confédéré avec l'Insurgent, ferait cause commune, s'identifierait avec lui, & que les jugemens des Peuples, comme ceux des individus, étant le résultat des idées acquises, cette nouvelle éducation produirait indispensablement des effets relatifs à ses principes. Il aurait senti enfin, qu'outre ces dispositions générales de tous les Peuples, sa Nation en particulier, était singulièrement préparée pour ces essets politiques; nul Peuple au monde ne réunissait dans son sein, autant de lumières en morale. Nul n'avait produit des génies aussi profonds, aussi sublimes. Montesquieu, Rousseau, Helvétius, & sur-tout les Economistes réunissaient tout ce que l'esprit humain était capable d'appercevoir sur cette première des sciences.

Peu d'hommes, il est vrai, s'occupaient de méditations si prosondes & si utiles; peu s'enrichissaient de ces trésors; mais cette mine précieuse n'attendait que l'occasion & la volonté de l'exploiter, pour répandre d'immenses richesses. Il ne fallait que diriger les idées de la Nation, vers ce grand objet d'utilité, pour éveiller tout-à-coup la plus grande avidité; & en est-il de plus insatiable que celle du bonheur? la guerre d'Amérique était précisément calculée pour cet esset politique; & si le Ministre, secret partisan de la liberté de sa Patrie, eût soupiré pour une occasion de la faire éclore, jamais son adresse n'aurait pu choisir une matrice plus propre à en développer le germe.

Les premiers effets sensibles tinrent au caractère national. Ils se montrèrent dans les modes. Un homme ne parut bien, que mis à l'Anglaise. La taille des Françaises parut plus légère, & plus svelte dans les robes de nos semmes, & leur œil, trop hardi peut-être, parut plus piquant, sous le chapeau des Anglaises. On eut des chevaux de course, des jockeys, des whisky, & l'engouement devint tel à la Cour, qu'un billet de matin, était de mauvais ton, s'il ne finissait par un your most humble Servant.

Mais fous cette écorfe frivole, l'œil politique & fin appercevait le déve-

loppement d'un grand changement dans les idées; & tandis que la Cour & le Peuple s'égayaient de modes & d'usages nouveaux, la partie résléchie de la Nation acquérait des idées utiles. La langue s'enrichissait de termes d'une grande expression. On parlait de constitution, & ce mot, que le Français n'ayait jusqu'alors appliqué qu'à la qualité de son physique, ou à une Bulle ridicule d'un Pape, était employé dans sa signification politique.

Telle était en France, la disposition des esprits, quand le mal-à-droit M. de Calonne sit le faux calcul de l'Assemblée des Notables. J'analyserai cette démarche dans ma première. Adieu.



#### LETTRE III.

### MILORD,

M. de Calonne avait cette vivacité, cette finesse d'esprit, que l'ambition aiguise, que l'intrigue exerce, que l'habitude des affaires fait souvent prendre pour instruction, & qui n'en est que le charlatanisme. C'est de tous les esprits, le plus propre peut-être à féduire dans un Gouvernement arbitraire, où l'homme en place ne se laisse voir que peu d'instans, repousse la discussion, & échappe à l'homme instruit, des qu'il se sent embarrassé. Aussi ce Contrôleur réussit-il à merveille à Versailles. Agréable dans le commerce de la vie, facile dans le travail & les ressources, plus facile encore envers les courtisans, pour leurs demandes & leurs prétentions, il réunissait tout ce qu'il fallait pour prendre racine à la Cour. Je me rappelle que, parlant un jour de lui à un courtisan: Eh! pourquoi le renverrions-nous, me dit-il franchement? il fait tout ce qu'on veut.

Je conçois que M. de Calonne, connaissant le sable mouvant sur lequel il édifiait, crut que sa sûreté dépendait de ses facrifices. Entouré de mains avides & rapaces, il fentit qu'il fallait les remplir, pour ne pas en être déchiré. Mais les mains du courtisan sont le tonneau des Danaïdes. Il avait donné, c'était un engagement pour donner davantage; on l'avait trouvé facile, c'était un titre pour exiger qu'il le fût encore. Qui refuser? Où s'arrêter? Il ne restait plus de raison valable, qu'une impuissance absolue. Le Ministre trouva enfin ce rempart à la prodigalité. Le trésor était épuisé; le crédit anéanti; les petites resfources éteintes; & plus que tout cela, un déficit immense restait à remplir. M. de Vergennes était mort à propos pour sortir d'embarras. Mais le Ministre des sinances vivait, & voulait conserver sa place. Etablir de nouveaux impôts, c'était s'exposer à la haine & aux cris d'une Nation déjà épuisée. Tenter des emprunts, c'était réveiller l'ancienne haine des Parlemens, se préparer des mortifications, sans avoir d'ailleurs des espérances de succès.

Dans une position si difficile, le Ministre sait de nécessité vertu. Il change toutà-coup de système; & se croyant assez étayé pour attaquer les privilégiés, il forme le projet de chercher dans leurs exemptions les secours qu'il ne pouvait trouver ailleurs; il croit avoir tout concilié, tout prévenu par l'ensemble de son système; & il faut convenir que le plan n'était pas sans avantage. La subvention & le timbre lui promettaient une grande augmentation de revenu. Le premier de ces impôts ne pouvait que plaire à la Nation; les Administrations provinciales lui donnaient une sanction; & pour l'opposition parlementaire, il se flattait de la conjurer par l'opinion; c'était-là le but du fantôme d'Assemblée nationale qu'il convoquait sous le nom de Notables.

Les Etats-Généraux n'étaient qu'une souvenance de tradition, & leur usage semblait aussi proscrit que celui de l'épée de Charlemagne. Mais quelquefois, dans les circonstances embarrassantes, on avait rassemblé des Notables, pour leur faire prononcer ce qu'on croyait hasardeux de prendre sur soi-même. M. de Calonne ne douta pas un instant de l'obéissance pasfive de ceux que son choix appellait pour cet objet. Mais c'est en cela que le Ministre eut la vue courte. Une grande Nation, parvenue à un certain degré de lumières, n'est vexée, par l'abus du pouvoir, que faute d'un point de ralliement, & le Ministre fut assez mal-adroit pour le fournir lui-même. Aussi ne rencontra-

t-il que roideur & opposition, & il se vit entraîné dans des discussions qu'il avait cru éviter. Son projet bleffait directement les privilèges absurdes d'une aristocratie abusive, & il avait fait la seconde mal-adresse de réunir des Aristocrates pour appuyer un système contraire à leurs intérêts. Ce dernier point eut pour lui des conséquences plus funestes. Le premier n'était qu'une querelle; le second fut une accusation, & on lui fit un crime de la seule partie du projet qui fût raisonnable. Il se vit honni, chasse, non pour le mal qu'il avait fait peut - être, mais pour le bien qu'il voulut faire. Car il faut être de bonne-foi. C'est à son projet que la Nation doit l'idée mère de l'égalité de l'impôt, qui depuis a été d'une fertilité si avantageuse au Public.

M. de Calonne ressemblait assez au Médecin du jour; il croyait tout savoir, parce qu'il ne doutait de rien. Il avait à traiter la maladie la plus grave; & sans

s'occuper de la disposition actuelle des humeurs & du tempérament, sans songer au danger des engorgemens & des irritations, il prescrivait d'après la rou-

tine, & la routine le trompa.

Parmi les Notables, il se trouvait des hommes, & ces hommes s'indignèrent d'être traités en automates. Il arriva ce qui doit toujours arriver, des qu'un grand nombre d'hommes réunis ont une volonté ferme & décidée. On força le Ministre à dévoiler les mystères de l'Administration: on lui arracha, finon ses fecrets, du moins affez d'aveux pour constater le désordre des Finances, & les abus du Ministère. Il voulut reculer, mais il n'était plus tems. L'alarme s'était répandue dans le Public; & lorsque la Cour, pour sortir d'embarras, congédia les Notables; ils furent autant de trompettes qu'elle dispersa dans les Provinces & dans les Parlemens, pour y répandre la crainte & la consternation.

LET.

ét

en

gè

ét

1'/

Cr

de

qu

bi

qu

vè

&

#### LETTRE IV.

### MILORD,

LA Cour se trouvait dans un grand embarras, lors de l'expulsion de M. de Calonne. Sans argent, sans crédit, elle était grevée d'un désicit immense, grossi encore par la crainte publique, qui n'exagère pas moins que le desir. Cette tâche était au-dessus des forces d'un géant, & l'Archevêque de Toulouse crut & sit croire les siennes suffisantes: mais le fardeau ne sut pas plutôt sur ses épaules; que, chancelant sans cesse, il prouva bientôt à tous, excepté à lui-même, que sa consiance n'était que présomption.

Il est vrai qu'il porta une économie sévère dans les places subalternes de la Cour & des Bureaux. Mais ces palliatifs mes-

Tome I.

R

quins, quoique bons en eux-mêmes, étaient un verre d'eau sur une incendie; ils prouvaient, tout au plus, qu'il y avait chez lui l'étoffe d'un Intendant économe. Peut-être crut-il par-là se concilier les esprits, & préparer les voies aux impôts projettés; car les petits esprits ont de petites vues, & se fient aux petits moyens.

L'urgence des circonstances ne permettait pas à l'Archevêque de chercher dans les Bureaux un projet, qui eût l'apparence d'être à lui. Il adopta celui que son prédécesseur y avoit choisi, & dont le travail était fait. La subvention & le timbre furent proposés à l'enregistrement. La subvention était bien vue, puisque c'était un impôt général & proportionnel sur les propriétés foncières; le timbre n'était qu'une pure invention siscale: l'une lésait les intérêts des Parlementaires, l'autre vexait toute la Nation. Le Parlement les consondit, & les

rejetta comme des impôts désastreux. Ordre du Gouvernement d'enregistrer. Refus constant de la part du Parlement. Son exil en fut la suite, & la punition. Mais cette querelle est une des époques les plus importantes de la Monarchie Française, & mérite qu'on s'y arrête un instant.

Tout Corps dans un Etat, tend nécessairement à l'accroissement de ses priviléges & de sa puissance. Les Parlemens offroient un exemple frappant de cette vérité politique; & il faut convenir, qu'ils avoient été merveilleument favorisés par leur position & les circonstances.

Les Rois de la troisième dynastie, avaient constamment assemblé la Nation, tant que la puissance des grands Vassaux, ou la tyrannie religieuse des Papes , leur ménagerent des frayeurs. Mais quand, à l'aide des Peuples, ils eurent dépouillé les uns,

Tome I.

**(F)** 

& imposé silence aux autres, ils éludérent des Assemblées, dont ils ne sentaient plus le besoin.

Cependant il fallait remplacer ces formes antiques par une représentationquelconque, pour sauver au Gouvernement l'air d'un pur despotisme, & faire illusion au Peuple par une apparence trompeuse.

On se tourna vers les Cours de Justice, où les loix étaient consignées, puisqu'elles étaient chargées de leurs exécution.

On eut l'air de consulter, en leur permettant des observations.

On comptait sur la complaisance d'hommes absolument dépendans de la Cour; & dans tous les cas, la force était l'arme de réserve.

Mais la mauvaise foi, forcée de s'associer des complices, en devient souvent la dupe. L'usage de la vérifica-

tion des loix se changea, avec le tems. en une prétention de contrôle; & dans le fait, on ne peut pas appeller ces prétentions une usurpation de la part des Parlemens : c'était une attribution de la Cour; même comme elle ne portait que sur de faux principes, il était difficile de lui assigner des bornes. Elle suivit la marche naturelle des choses humaines. Les Princes, en l'accordant, n'en avaient voulu faire qu'un masque au pouvoir arbitraire. Mais les Princes changent, & avec eux changent aussi les caractères, les talens, les moyens & les circonstances; au lieu que les Corps sont toujours les mêmes; le même esprit se perpétue ; il est maintenu par des forces & des moyens toujours à peu-près égaux. Les Corps, qui vivent toujours, épient les circonstances, attendent les momens de faiblesse & de trouble, profitent de tout, & doivent à la longue vaincre des réfistances isolées & successives par

(F)

un faisceau de forces toujours en action. Aussi les dissentions civiles, les minorités, l'ambition des concurrens donnèrent-ils aux Parlemens une consistance politique, qui accoutuma long-tems les Peuples à les regarder comme les tuteurs des Rois.

Si les Parlemens eussent mis plus d'adresse dans leur conduite; si l'on n'eut pas remarqué que leur opposition n'avait guère d'autre motif que les intérêts du Corps ; s'ils n'avaient montré l'énergie & la fermeté, que pour défendre les droits du Peuple, protéger sa liberté, forcer des Ministres pervers à représenter les victimes des lettres clauses, arrêter enfin la progression effrayante des impôts; nul doute que leur existance politique ne se fût consolidée, & qu'une monstrueuse aristocratie ne se sût établie par une conduite si propre à captiver les Peuples. Mais quoiqu'ils n'eussent rien fait pour obtenir les effets d'une telle

illusion, ils n'en eurent pas moins la prétention jusqu'à l'époque où Louis XV les anéantit.

Ce coup hardi, digne de Richelieu, avait produit la discussion, & fixé les yeux de la Nation fur l'histoire de la Monarchie. On était, à cet égard, dans la plus profonde ignorance. Pour l'apprendre, il fallait la faire soi-même. Il n'en existait point. Car on ne peut pas donner ce nom à des collections de faits, commandées pas le Gouvernement, compilées dans l'esclavage, & qu'on décora du nom d'histoire. Mais la curiosité l'emporta sur la paresse; on alla fouiller dans les monumens antiques, & des connaissances historiques plus exactes apprirent aux gens studieux, combien on s'était éloigné du point d'où l'on était parti.

La guerre de l'Amérique fertilisa ces idées; l'Assemblée des Notables les étendit, & les déprédations des finances

Biv

devinrent pour elles une application lu-

Ce fut dans cette position des esprits qu'on tenta un enregistrement forcé. Le Parlement allait engrainer une querelle de prétentions anciennes, qui peut-être eût amené sa destruction. Mais un trait de lumière illumina un des Membres. Abandonnons, dit-il, des prétentions vaines, que l'instruction a dissipées. Il n'est plus tems de faire illusion là où luit la vérité. Il faut changer de système, & nous retrancher derrière le seul rempart inexpugnable, celui des droits inaliénables de la Nation. A tort nous avons jusqu'à présent consulté pour elle sans avoir de mission. Renvoyons à l'Assemblée de la Nation des décissons, qu'elle seule a le droit de prendre, & que l'abus feul a pu nous attribuer.

Cet arrêté, qui, à jamais, couvrira le Parlement de gloire, & lui méritera la reconnaissance publique, électrisa soudain des têtes déjà préparées. Les Etats-Généraux fut le mot répété par tous les points du Royaume. Les Etats-Généraux devinrent le vœu unanime de la Nation, & la promesse formelle du Gouvernement. Cet événement fut pour les gens clairvoyans, l'avant-coureur d'une grande révolution,

#### LETTRE V.

### MILORD,

L'EXIL du Parlement à Troyes, ne changeait rien à la position embarrassante du Ministère: c'était au contraire une dissiculté de plus. Les nouveaux Impôts avaient été rejettés; la prorogation du troissème vingtième suspendue; les besoins étaient urgens. Amsterdam menacée, réclamait des secours promis, & auxquels on était engagé par honneur, puisqu'on avait fait des démarches de protection ouverte, & l'absence du Parlement sermait la porte à toute ressource.

L'Archevêque, qui se trouvait pris au trébuchet du nouveau système de l'incompétence des Magistrats à accorder l'Impôt, temporisait, ménageait, évitait une guerre ouverte. Il laissait l'odieux de l'exil au Garde des Sceaux, dont les épaules semblaient faites pour porter le fardeau. Pour lui, jouant le rôle de médiateur, il ne paraissait occupé, que des moyens de conciliation. Mais la résistance parlementaire était inébran-lable.

Cependant, le séjour de Troyes devenait long & ennuyeux. Une semme, qui, dit-on, mourait d'envie d'être présentée, avait de l'influence sur l'esprit d'un Magistrat. Elle sur choisse pour la négociation secrete. Le Parlement promit ensin la prorogation du troisième vingtième. L'exil finit, & la femme sut présentée.

Mais l'intrigue si efficace, si puissante à la Cour, l'intrigue qui, souvent, fait des Archevêques & des Ministres, fait fort mal les affaires politiques. Elle décèle toujours une amé faible, un esprit rétréci, un génie sans ressource, & en mettant l'homme à découvert, elle donne barre sur lui. Aussi le Parlement devint-il fort de la faiblesse du premier Ministre: il l'était déjà de l'opinion & de la raison.

Tandis que le Parlement, de retour à Paris, puisait dans les acclamations publiques, une nouvelle vigueur, l'aveugle Ministre se flattait que le vingtième qu'il avait obtenu, était un titre pour obtenir le reste, pourvu qu'il changeât les dénominations, & qu'il respectât les intérêts des privilégiés. Il calculait les produits d'un emprunt aussi

**(F)** 

impossible à remplir, qu'à faire enre-

Comment put-il entrer dans la tête des gouvernans, qu'un simple changement de dénomination pour l'impôt, menerait le Parlement à changer de système? comment put-on imaginer, qu'après avoit renoncé à la plus flateuse de ses prérogatives, il chantât honteusement la palinodie dans ce même lieu, où tout lui retraçait ses principes? Entouré d'un Peuple, qui mesurait son estime sur leur constance? Cette ignorance de l'esprit humain, & de l'honneur des Corps, était d'autant plus coupable, qu'en dé; ployant en cette occasion toute la puissance du Trône, on l'exposait à un refus, qui ne pouvait pas même être appellé désobéissance. Car tous les hommes & tous les Corps ont le droit de refuser l'exercice de prérogatives, qui ne leur appartiennent point, & qu'ils reconnaissent être la propriété d'autrui. On n'avait pas

même l'espoir de rendre cette démarche fructueuse, puisqu'un emprunt ne se remplit qu'en raison des sûretés, & que la décision du Parlement les rendait problématiques. Aussi ne sit-on que compromettre l'autorité & la dignité du Trône, par une démarche hazardée. On enhardit la résistance parlementaire, en violant des sormes usitées, & le Ministère par son indiscrétion, mit le Prince dans la dure nécessité de sévir, contre des individus qui semblaient n'avoir fait que leur devoir.

Tant d'opiniâtreté déjoua enfin la constance du premier Ministre. Il adopta hautement le système de rigueur, qu'il avait eu l'adresse de rejetter jusqu'alors sur le Garde des Sceaux, qui n'en avait aucun; mais qui était flatté d'avoir l'air de quelque chose. La morgue de M. de Lamoignon, lui avait fait des ennemis dans son Corps, & en leur rendant haine pour haine, c'était l'oc-

casion de la leur montrer. Aussi les deux Ministres ne sirent plus, comme dit une expression triviale, que deux têtes dans un bonnet; mais le Public y voyait la sotise en tiers. Toutes les démarches ne surent plus que des actes de solie. On eut dit, qu'un esprit de vertige s'était emparé du Ministère. On avançait aujourd'hui, pour reculer demain, & dans cette lutte d'ineptie & d'inconséquence, on compromettait sans cesse l'autorité, qu'il est si essentiel de ne jamais faire agir inconsidérément.

Cependant le Parlement, qui avait la mesure du génie & des ressources des Ministres, les combattait avec le plus grand avantage. On réclamait les droits de la Nation; on criait aux Etats-Généraux; on tonnait contre l'abus des lettres clauses; on n'oubliait pas d'ailleurs les prétentions du Corps, mais amalgamées avec des réclamations si justes, si populaires, tout paraissait de

l'or pur aux yeux d'un Peuple exalté. A l'abri d'une égide si puissante, on provoquait l'irritabilité des Ministres, & l'on était sûr qu'en les poussant à une extrémité quelconque, elle serait mal combinée, plus mal exécutée. En effet, l'événement répondit à l'apperçu.

Dans le fort d'une fermentation générale sur l'abus des Lettres clauses, comme si l'on eût voulu en fournir l'application la plus révoltante, on se sert de ces mêmes Lettres pour arracher un Magistrat du milieu de sa Compagnie. On est forcé de déployer, pour un acte devenu nécessaire, tout l'appareil de la force militaire, & l'on s'impose la dangereuse nécessité d'employer des moyens plus violens encore, sans les avoir médités, calculés, préparés.

M. de Maupeou avait cassé les Parlemens; mais cette opération avait été prévue, préparée d'avance. Son esprit, plus pénétrant, avait une connaissance raisonnée des hommes en gênéral, & de son Corps en particulier. Quand il lutta avec l'opiniâtreté parlementaire, chacune de ses démarches était un piège tendu avec adresse, & il ne les poussa dans le précipice que lorsqu'il sut en état de le combler. Les Ministres modernes, au contraire, voulurent replâtrer sans cesse un mauvais ouvrage. Ils employèrent une succession de palliatifs inutiles; & bercés d'espérances toujours trompées, ils se virent ensin sorcés d'adopter un parti extrême, sans l'avoir préparé, sans l'avoir amené.

Sans doute les Loix avaient besoin d'une resonte, les ressorts des Parlemens d'une diminution, les sormes judiciaires d'une résorme, & les Magistrats d'amendement. Le projet attribué à M. de Trudaine, & qu'adopta le Ministère, offrait de bonnes vues; & s'il eût été tenté dans une circonstance tranquille, il aurait probablement obtenu l'approbation générale

nérale de la Nation. Mais, dans tous les cas, pour vaincre la résistance, toujours violente des grands Corps, il eût fallu la contenir par l'opinion; c'est-à-dire, que la Nation n'apperçût, dans cette opération, que le dessein d'améliorer son sort. Il eût fallu s'assurer d'avance d'un nombre de sujets sussissant pour garnir les Tribunaux; il eût fallu, par une marche secrète & un développement inattendu, les créer, & les mettre en activité en même-tems.

Mais dans une querelle où les intérêts des Parlemens s'étaient mariés, confondus avec les intérêts les plus chers de la Nation; mais dans une résistance, qui avait pour objet les impôts, la terreur des Peuples, n'était - ce pas la plus grande mal-adresse de tenter une résorme, qui alors ne pouvait paraître que la plus odieuse des vengeances; d'essayer un système qui ne semblait inventé que pour priver le Peuple de ses désenseurs, Tome I.

& le livrer à l'avidité du fisc? N'étaitce pas le plus grand aveuglement de se flater du succes? Mais le comble de la démence était de le rendre public, de l'ériger en Loi, avant de s'être assuré des moyens. Pour peu calculantes que fussent les têtes ministérielles, n'auraientelles pas dû sentir que les circonstances mêmes, & leurs propresactions, étaient en contradiction, & décelaient le desfein de tromper la Nation? Ils avaient promis, au nom du Prince, la tenue des Etats - Généraux. Or, s'ils étaient de bonne-foi, pourquoi ne pas attendre l'avis de la Nation pour des changemens fimportans dans la Constitution? & s'ils abusaient d'un nom sacré pour tromper, que ne méritaient-ils pas ?

Une conduite si inepte, & le désappointement qui en sur une suite nécessaire, couvrit les Ministres du mépris public. Du mépris, le Peuple passe aisément à la licence & à l'outrage. Mille bouches parlementaires fomentaient dans tout le Royaume l'indignation publique. Bientôt elle fit explosion. Le peuple de Paris ossiti des scenes indécentes & coupables. La force publique y répondit par des actions plus criminelles encore. Le sang coula, & par-tout ailleurs que dans une ville aussi corrompue, les suites en

auraient été funestes.

Cependant les Ministres étaient sacrisiés à la haine publique. Le peuple, dont
la fureur ne raisonne point, les poursuivait avec un acharnement, que ne méritaient peut-être pas l'ignorance & le défaut de talens, si, en politique, ils ne
devenaient des crimes. Il fallait calmer
une effervescence dangereuse, & qui se
communiquait de proche en proche. Il
fallait rétablir le calme & la constance de
la Nation; il fallait trouver à la force
publique un aliment journalier. La Cour
sentir que M. Necker était nécessaire, &
l'homme du peuple sur rappellé au timon
des affaires.

#### LETTRE VI.

# MILORD,

PERMETTEZ-MOI un instant de distraction pour fixer vos yeux sur le sort d'un peuple, dont l'infortune actuelle n'est pas étrangère aux égaremens politiques dont

je vous ai entretenu jusqu'ici.

La liberté du Batave vient enfin d'expirer, & je ne puis me défendre d'y donner quelques regrets. Ils sont si rares sur le globe, les lieux où l'homme jouit de ses droits! il est si doux de penser: & la encore on peut s'enorgueillir de son existence! La liberté, même chez un autre Peuple, doit, ce me semble, intéresser tous les hommes; elle entretient l'énergie de celui qui en jouit déjà; & c'est sa terre promise, que la raison montre de loin à ceux qui en sont privés, pour soutenir leur espoir & leur courage.

m

VC

ra

on

Le Hollandais y était arrivé par des prodiges de valeur & de constance. Il a perdu le fruit de tant de sacrifices. La ville d'Amsterdam, où le Palladium semblait conservé, a vu des troupes étrangères & victorieuses dicter des loix dans ses murailles. Elle s'est en vain tournée vers un Allié que son impuissance momentanée mettait hors d'état de la secourir, & les troubles d'un Peuple ont produit la destruction d'un autre Peuple.

Leçon frappante pour toute Nation qui s'endort sur son propre désordre, & laisse la flamme gagner son édifice, dans le vain espoir du secours de ses voisins! Ce n'est point à l'abandon de la France qu'ils doivent imputer leur infortune; c'est à leur propre insouciance de leur Constitution; c'est à l'extinction de l'amour de la Patrie, & à la corruption révoltante qui en a été la suite. En comparant ce qu'ils furent avec ce qu'ils sont, on en saissit bien aisément les causes.

Philippe II, par une politique sombre & cruelle, avait aliéné des Peuples que les droits d'hérédité avaient donnés à son père, & que ses qualités brillantes lui avaient attachées. Couverts d'échafauds, inondés du sang des familles les plus il·lustres, les Pays-Bas perdirent ensin patience. Ils secouèrent le joug insupportable d'un maître devenu leur bourreau.

On vit alors ce qui est arrivé de nos jours en Amérique. Des hommes, en thousiasmés d'une liberté qui leur avait coûté tant de sang, ne longèrent qu'aux moyens de conserver un trésor, qui devait être l'objet éternel des attaques de mille passions diverses. Chacun voulut surveiller lui-même cette précieuse propriéré, & cette inquiétude publique conduisit naturellement à adopter une forme de Gouvernement purement démocratique.

Lors de l'insurrection, chaque Ville avait combattu pour son propre compte.

Chaque Ville, après la victoire, voulur en recueillir un avantage particulier & personnel. Il se forma autant de Souverains que de cités, qui se liguerent en raison de leur proximité, ou de seur intérêt plus immédiat. Ces petites confédérations s'appellerent Provinces: il s'en trouva sept.

La sûreté commune réunit bientôt ces diverses confédérations dans une grande association, où chacune, se réservant tous ses droits, ne contractait que l'obligation de la désense commune. Cette réunion, en leur donnant la consistance, leur valut aussi le rang d'une puissance; elle prit la qualification de Hautes Puissances des Provinces-Unies des Pays-Bas.

L'inquiétude & la défiance naturelles à un Peuple nouvellement libre, lui firent prendre les mesures les plus minutieuses, pour conserver, entre les dissérents Membres du Souverain, l'équili-

bre le plus parfait. Chaque Cité ou Ville souveraine envoyait, dans la Capitale de la Province, des Députés, dont la réunion formait les Etats ou le Souverain de cette Province: ces Etats nommaient à leur tour des Députés, dont l'ensemble constituait les Etats-Généraux ou le Souverain de la République. Ce congrès était présidé par l'un des Membres, qui changeait chaque semaine, & représentait le Souverain. C'était à lui que les Ministres étrangers présentaient leurs lettres de créance; c'était avec lui que se traitaient les affaires publiques, ou à son défaut, avec le Grand Pensionnaire, dont les fonctions représentaient celles de Ministre de la République.

Ainsi, toutes les affaires politiques étaient proposées au Président ou au Grand Pensionnaire, qui les soumettait aux Etats-Généraux. Les Députés des Provinces en rendaient compte à leurs Etats respectifs; & chaque Membre de ces Etats particuliers les exposait à la Ville, dont il était le Député, asin qu'on en délibérât. L'affaire revenait par la même échelle, avec l'arrêté de chaque délibération. C'était alors que les Etats-Généraux prononçaient définitivement, sans pourtant pouvoir s'écarter de la majorité des arrêtés.

Mais cette Constitution ne portait que sur les intérêts politiques & communs. Tout ce qui d'ailleurs concernait les loix, l'administration, la police de chaque Province ou de chaque Ville souveraine, la regardait exclusivement. Ce droit était si indépendant, que quelquesois, dans ce pays d'inondations, il convenait à une Ville d'ouvrir ses écluses, & elle le faisait malgré les réclamations de la Ville voisine, dont le district se trouvait par-là en partie inondé.

La constitution particulière de chaque Ville, était une pure démocratie. Le Peuple se faisait représenter par des Ma-

de

gistrats élus d'après son choix, amovibles à sa volonté, se réservant toujours le droit de s'assembler & de voter par luimême, dans les cas qui sui sembleraient

affez importans.

Si les Bataves eussent été agriculteurs; si le sol eut sourni aux habitans des occupations locales & sédentaires, la démocratie aurait pu, aurait sans doute conservé tous ses caractères. Mais un sol spongieux & non productif, un sol en partie arraché à la mer, & par-tout environné de ses eaux, sit du commerce une nécessité impérieuse pour les Bataves. Ils s'y livrèrent avec cette supériorité, qui est le fruit des vertus d'un Peuple, dans la première énergie d'une siberté nouvellement acquise. Cette supériorité leur était encore assurée par le puissant aiguillon du besoin.

Mais les fuccès mêmes de ce Peuple marchand altérèrent bientôt les principes de sa Démocratie. Les voyages, les opéra-

rations mercantilles éloighaient hécessairement le corps de la Nation des affaires relatives à l'Administration. Il était impossible d'établir avec un ordre fixe, des Assemblées de la Bourgoisse pour l'élection de ses Représentans ou Magistrats. Bientôt on les perdit entierement de vue; elles ne furent plus composées que des Candidats à la Magistrature. Un petit nombre de familles sédentaires s'empara, dans chaque Ville, de ces portes à la domination, & le Peuple se reposa sur elles des soins nécessaires pour la conservation de la liberté. Peut-être cette aristo-démocratie aurait-elle fait de plus grands pas vers le pouvoir absolu; aux dépens de la liberté publique, si elle n'avait pas rencontré une barrière dans l'ambition du Stadhoudérat.

Les Bataves n'avaient pu se dissimuler que la forme compliquée de leur constitution préterait à des discussions interminables; que tant de Délibérations,

tant de passions diverses seraient difficilement d'accord. Pour obvier à cet inconvénient, on avait imaginé une Magistrature dont l'office serait d'être médiatrice entre tant d'intérêts divers. Cette Charge sut appellée Stadhoudérat. On chercha à lui donner plus de poids encore par la considération personnelle de ceux à qui on la consiait.

Lors des combats sanglans & opiniâtres de la liberté contre la tyrannie de Philippe II, les Bataves avaient trouvé dans la Maison d'Orange des Chefs habiles & courageux, qui avaient prodigué leur sang pour eux. La reconnaissance sit choisir pour Stadhouders ces défendeurs de la Patrie. Il était nature la ussi de continuer, pendant la paix, le commandement de leurs forces aux Héros qui les avaient conduits à la Victoire pendant la guerre. Par ce concours de circonstances, le Stadhouder se trouva en même-tems Commandant en chef des forces de terre &

de mer. Le Peuple est extrême dans son amour comme dans ses haines. Il crut que les vertus des pères devaient passer à leurs enfans, & le sang d'Orange devint un titre à cette dignité. Trois Héros qui se succèderent étaient peut-être une excuse

pour ce préjugé.

Les grands biens que possédait la Maison d'Orange ne tardèrent pas à augmenter l'influence du Stadhoudérat; mais ce n'était encore qu'une influence précaire. Quelques Provinces seulement lui avaient conferé cette dignité. Pour marcher avec sûreté, il était nécessaire de réunir toutes les voix, & de faire de cette dignité locale, une Magistrature publique de la confédération toute entière. Ce projet coûta bien des peines & des soins à la Maison d'Orange: elle emporta ensin ce point important.

Des-lors cette Maison ne s'occupa plus que de deux objets essentiels pour son élévation, de l'augmentation de sa préLes Magistrats des Villes & sur-tout d'Amsterdam sentirent le danger, & s'y opposerent de toute leur sorce: mais ils avaient malheureusement sourni à la Maison d'Orange une arme terrible dont

elle sut tirer parti.

Pour endormir le Peuple dans une funeste sécurité, les Magistrats lui avaient sait prendre le change sur la vraie base de sa liberté. On ne lui permettait plus de se mêler des affaires publiques. On enchaînait sa liberté publique, & on lui laissait la liberté civile la plus illimitée. On l'accoutumait ainsi à consondre la licence avec la liberté. On était parvenu à lui persuader qu'il était le Peuple le plus libre de l'Europe, parce qu'il en était impunément le Peuple le plus in folent.

Les Stadhouders profitèrent de cet esprit de licence. On remua, on excita, on ennivra une populace essrénée qui se croyait Souveraine. Semblable à l'animai féroce, lâché de sa cage, elle sit frémir ses Maîtres des qu'elle se battit les siancs: l'Infortuné grand Pensionnaire de Witt, le plus vertueux des Républicains, lui à qui le Stadhouder devait peut-être autant qu'à son père, offrit un exemple essrayant & terrible, & des excès où peut se porter un Peuple licencieux contre les citoyens les plus estimables, & de l'ingratitude de ceux que l'ambition dévore.

Encouragée par cet affreux succès, la Maison d'Orange chercha à élever le Stadhoudérat sur les débris de la Magistrature. Elle poursuivit tous ceux chez qui des idées Réplublicaines formaient des entraves à son élévation. Elle osa porter ses tantatives jusqu'à demander qu'on lui livrât quelques Magistrats d'Amsterdam dont la conduite serme & patriotique

s'opposait à ses entreprises.

Mais il fallait appuyer par la force une demande si hardie. Le Prince réunit à ce dessein quelques Régimens. À la pointe du jour les Amsterdamois surpris, sont frappés de l'aspect d'une armée à leurs portes. Le Prince les fait incontinent sommer de lui livrer ceux qu'il appellait des mutins.

Aussi-tôt l'alarme se répand. On s'as-semble; on délibère. Malgré les atteintes qu'on lui avait portées, la liberté vint encore échausser de son seu cette délibération précipitée. L'héroïsme en su le produit. Des Députés se rendent au Camp du Prince. Ils montrent leur étonnement de le voir à la tête d'une Armée; lui demandent si l'ennemi est dans l'Etat, & lui offrent cent mille hommes, qui s'arment à la hâte dans la Ville, & vont en sortir sous les ordres de ces mêmes Magistrats qu'il demande.

Surpris d'une réponse si ferme & si peu attendue, le Stadhouder ne trouve d'autre parti à prendre que celui de la retraite, honteux d'une démarche hasar-

dée

dée & infructueuse. Il ne survécut pas long-tems à cet acte d'autorité. En passant le Mordyk, il voulut rester dans sa voiture, à laquelle les chevaux étaient attelés: un accident les effraye; ils se précipitent avec le Prince, & la mer, en terminant sa vie, ensevelit tous ses pro-

jets.

Après la mort du Prince, on devait s'attendre à quelque tranquillité, en voyant le Stadhoudérat rempli par un enfant. Mais en politique, la première tentative sur la liberté d'un Peuple, est toujours suivie de nouveaux essorts. Elle ressemble aux premières découvertes dans les Arts. On peut les ignorer long-tems; mais une sois apperçus, toutes les attentions se tournent de ce côté, & l'on va ensuite à pas de géant.

Ceux qui entouraient le jeune Stadhouder, adoptèrent les projets du père, pour s'édifier une grande existence sur la grandeur future du Prince - enfant. Le

Tome I. D

Comte de B. s'y livra plus que n'aurait dû faire un homme de son mérite & de son rang. Son influence était grande, sa fortune considérable, & son mérite respecté. Il employa tout à l'élévation du Stadhoudérat, & il ne réussit que trop bien. On vit encore renaître les scènes tumultueuses & sanglantes de l'époque de l'infortuné grand Penfionnaire. La populace furieuse, fit trembler ses Régens, & les força à dresser la capitulation, qui rendoit le Stadhoudérat héréditaire dans la Maison d'Orange, même dans les femmes; qui lui attribuait la nomination de toutes les Places civiles & militaires: les militaires, sans aucune restriction; les civiles, avec cette clause que la Régence de chaque Ville présentait au Prince, pour chaque Place, trois sujets, sur lesquels il choifissait celui qui devait la remplir. Ainsi se forma une espèce de monaristo-démocratie, qui offrait le Gouvernement le plus lent, le plus propre à

la corruption, le plus compliqué, le plus sujet aux embarras & aux oppositions, quand les circonstances forceraient de prendre part aux troubles de l'Europe.

Le Comte de B. tira bien peu d'avantages du mauvais service qu'il avait rendu à son pays. Un Prince de la Maison de Brunswick, en passant au service des Provinces-Unies, recueillit tout le fruit des sacrifices que le Comte avait saits à son ambition. Le Duc de Wolfenbuteld devint tuteur du Stadhouder, & soutint ses droits avec l'ardeur & les principes d'un Prince élevé dans le sein d'une Maison Souveraine. Quand le Stadhouder parvint à sa majorité, il continua toujours d'être l'ame de ses conseils & de ses actions.

Ce Prince laborieux & actif, quoique d'une énorme grosseur, était d'un caractère dur, d'un esprit intrigant quoique limité, entêté dans ses idées, & sur-tour ennemi de la France. De petites intrigues

secretes & beaucoup de hauteur en public, une fureur de se mêler de tout & de tout gouverner, somentaient un orage qui devait éclater un jour. Je citerai une de ces intrigues plus propres à peindre son caractère, que les actions d'éclat. C'est dans les détails minutieux de la vie qu'on juge la valeur de l'homme; c'est lorsqu'il agit sans masque qu'on prend sa vraie phisionomie.

L'étiquette réglée entre le Stadhouder & les Ambassadeurs de France, voulait qu'ils allassent mutuellement se recevoir à leur antichambre. Mais le Stadhouder avait épousé une Princesse Royale, & l'étiquette des Cours exigeait qu'elle sur reçue à la botte de son carrosse. Que fait le Duc? il conseille au Prince de ne plus se rendre chez l'Ambassadeur de France, que dans la voiture de la Princesse. Par là l'Ambassadeur se trouvait dans l'alternative, ou de les aller recevoir au bas de l'escalier, dans lequel cas on partirait de

l'usage pour exiger ensuite des Ambassa-deurs cette désérence envers le Stadhouder: ou de resuser de passer son antichambre, & alors c'étoit manquer à une Princesse Royale. L'Ambassadeur ignorait l'intrigue. Il en sut averti à tems par un Français attaché à l'Ambassade de Portugal. Le Négociateur évita le piége jusqu'à ce qu'il eût reçu des instructions de sa Cour pour sa conduite. Le Duc de Choiseul les donna conformes à la dignité de son Maître. L'Ambassadeur cessa de paraître à la Cour Stadhoudérienne, & l'intrigue du Duc n'inspira que le mépris.

Cette anecdote puérile en elle-même fut pourtant la source de grands événenemens. Le parti Français était trèsfaible en Hollande. D'anciens préjugés enracinés dans l'esprit du Peuple; l'influence du Stadhoudérat, dont le possesseur, étoit fils d'une Princesse Anglaise, avaient depuis long-tems fait dominer le parti Anglais. Le cabinet de Versailles s'occupa à marier sa cause avec celle des ennemis du Duc de Brunswick. Bientôt Amsterdam parut avoir changé de manière de voir. Le parti Français acquit quelque consistance, & ce changement ménagea les moyens de gagner les suffrages, & de détacher la Hollande de l'Angleterre. Ces semences germèrent si bien, que lorsque l'occasion s'en présenta, l'influence du Stadhoudérat sur vaine; une guerre contre l'Angleterre en sur le produit.

Mais cette guerre, entreprise contre le vœu d'un parti puissant, éprouva des lenteurs, des embarras, on pourrait dire plus peut-être. Des troubles, des plaintes, des querelles interminables en furent la suite. Ces partis opposés se heurtèrent avec violence. On avait commis des fautes & des fautes graves. Dans son indignation, le parti républicain voulait une victime. Il n'osa pas s'en prendre au Stadhouder, mais il inculpa son prin-

cipal Conseiller. Il exigea la retraite du Duc de Brunswick.

C'était pour le Stadhouder l'instant d'user de politique, pour appaiser un orage qui pouvait devenir funeste. Il eut été sage peut-être, en sacrissant le Duc, qu'il ne pouvait conserver, d'éteindre une discussion qui ne pouvait qu'échausser de plus en plus les têtes, & conduire à des recherches dangereuses. Mais le Stadhouder crut devoir défendre le Duc, & chose étonnante! Il fut long-tems en question de savoir, si un maître pouvait congédier son serviteur. Le Duc sut pourtant obligé de céder à l'orage.

Mais la querelle était trop engagée, les esprits trop exaltés, pour que ce sa-crifice pût alors rétablir le calme. En politique, il est un moment qu'il faut saisir pour prévenir les troubles, c'est celui où la voix des gens sages est encore écoutée, ou les choses ne sont pasencore

assez avancées, pour qu'il y ait des ven-

geances à craindre ou à exercer.

Le Stadhouder manqua ce moment & il se trouva engagé plus loin qu'il ne lui convenait, que peut-être il ne le désirait lui-même. Des actes illégaux en furent la suite inévitable. Le parti opposé trouva dans ces violences mêmes des raisons puissantes contre le danger du Stadhoudérat. Ses plus zélés partifans étaient forcés de convenir qu'il n'était qu'un sujet, & l'argument auquel sa conduite donnait lieu semblait inexpugnable. S'il était sujet, il devait obéissance aux Etats-Généraux. Or on l'accufait d'en avoir manqué dans la guerre; & par le malheur des circonftances & des querelles, il agissait encore contre leurs ordres, il se permettait des actes de violence qui n'étaient appuyés que d'une Province, connue par son dévouement aveugle à ses volontés.

Dans ces circonstances il n'était peut-être question de rien moins que de l'extinction

du Stadhoudérat. Ceux d'Amsterdam, forts des promesses qu'ils avaient obtenues, comptant sur l'intérêt même de la France qui en assurait l'exécution, montraient une fermeté digne des premiers tems. Un rupture ouverte s'ensuivit. On vit le premier Officier de l'Etat parcourir les Provinces à la tête d'une Armée; assiéger les Villes & décider par la force, ce qui jamais ne pouvait se résoudre légalement que par une discussion libre.

Cependant Fréderick était mort, Fréderick qui n'avait pas cru devoir sacrisser la liberté d'une république a l'intérêt de sa famille. Le frère de la Princesse d'Orange était monté sur son Trône, & des liaisons plus étroites excitaient plus d'intérêt. Mais la France, sans montrer des desseins hostiles, exprimait pourtant la fermeté d'un allié qui n'est point d'humeur de laisser violenter ses amis. Cette disposition connue servait encore à protéger les Bataves, quand l'As-

semblée des Notables, la découverte du déficit, l'opposition du Parlement à toute ressource pécuniaire, montrèrent à nud l'impuissance momentanée de la France.

L'instant était trop favorable aux dispositions secrettes des amis du Stadhouder pour le laisseréchapper. L'Angleterre & la Prusse se montrèrent ouvertement. Il ne fallait qu'un prétexte. On le sit aisément naître & les drapeaux Prussiens se déployerent bientôt aux portes d'Amsterdam. C'était une ligue de famille contre la liberté d'une Nation. En vain le Batave au désespoir appelloit le bras qui devait le secourir. Ce bras paralysé tout à coup ne trouva plus de mouvement. La criminelle malversation des Ministres avait préparé l'humiliation des uns & la ruine des autres.

Mais la honte ne s'est - elle pas étendue plus loin? La Prusse agît d'après les principes d'un Gouvernement arbitraire, & elle trouva son excuse dans l'intimité de ses liaisons. Mais l'An-

gleterre, si jalouse elle-même de sa liberté, l'Angleterre souffler le feu où se forgeaient les fers d'une ancienne alliée! Non, je ne saurais me faire à cette contradiction de principes & d'actions. Le Monarque d'un Peuple libre, peut avoir des affections particulières, des liaifons de sang, qui lui soient chères; mais doivent-elles influer sur les délibérations politiques? & peut-il deshonorer sa Nation, pour servir ses amis. La Hollande nous avait abandonnés, s'était jettée dans le parti de la France, j'en conviens; mais était-ce une raison de la perdre? Lorsqu'auparavant elle tenait à nos intérêts, n'eussions nous pas vu avec indignation, que la France cherchât à la punir de cette préférence?

Le Stadhouder domine. Le Batave subit un joug, qu'on serait tenté de dire qu'il mérite, si l'on appréciait la justice des malheurs, par la corruption d'un Peuple. Mais le Prince doit-il jouir en paix d'une puissance acquise par de semblables moyens? Un Peuple qui tient plus à son commerce qu'à son sol, qui est plutôt une association de Marchands, qu'une Nation, offre-t-il une base bien solide à l'usurpation? La liberté est nécessaire à son existance même. Le Batave doit la reprendre un jour, ou disparaître de la liste des Puissances.

### LETTRE VII.

## MILORD,

Jusqu'A PRÉSENT, je vous ai raconté des faits sur oui-dire; je les ai tracés rapidement pour arriver à une correspondance en action. Mais ces préliminaires étaient indispensables, pour vous mettre au courant, & vous prémunir contre les mille versions, qui dans les affaires publiques, sortent des mille bouches trompeuses de la Renommée, & confondent les idées des étrangers. Je vous ai donné ce récit, comme le plus véridique & le plus impartial. J'oserais en garantir l'exactitude. L'homme qui me l'a fourni, est un observateur sage, pénétrant & instruit; sa connaissance est devenue pour moi, une acquisition précieuse.

Je ne puis à ce sujet, me désendre d'une réslexion qui m'attache d'avantage à notre heureuse constitution. A Londres, tout homme qui s'est donné la peine de s'instruire, dont les connaissances & les talens sont propres à éclairer ses concitoyens, est sûr d'en obtenir la récompense. Si sa fortune ou les circonstances ne l'ont point jetté dans un monde, où son mérite puisse être remarqué, la liberté de la presse, les papiers publics, les grands objets que l'on traite, lui sournissent toujours les moyens de le développer. Il est bientôt recher-

ché par les gens en place. Le Sénat de la Nation lui ouvre ses portes, & il y reçoit, de la considération & de l'estime publique, le prix des services que ses travaux l'ont mis à portée de rendre à sa Patrie. MM. Burke, Shéridan, &c. en sont des exemples frappans. Aussi, sans cette activité étonnante du plus grand commerce du monde, qui divise en mille directions diverses l'impulsion que reçoivent les esprits, Londres réunirait un nombre considérable de grands hommes en politique.

Mais en France, où l'intrigue est comptée pour tout, & le talent pour rien; en France, où toutes les places sont consacrées à une classe d'hommes qui ont tout à titre de naissance; où les graces, qui échappent aux privilégiés, sont la proie des valets, des complaisans, des flateurs, c'est-à-dire, de ce qu'il y a de plus vil dans la Nation; où le mérite ensin est sans cesse repoussé,

maltraité, comment se fait-il qu'il y ait assez d'énergie, assez de ressort pour y produire des hommes d'un mérite transcendant? Ce problème moral met encore mon esprit en défaut.

L'Ambassadeur m'avait présenté, en arrivant, chez Madame la Comtesse de \*: Jolie & jeune encore, elle fait les honneurs de sa maison, de manière à n'en pas faire une solitude. Le mari tient violemment à la Noblesse chevaleresque, mais bon homme d'ailleurs & plaideur. Ce goût ou ce besoin fait qu'on tolère chez lui un mêlange, qui n'y rend peutêtre la société que plus piquante pour l'observateur. Aussi point de nouvelle qui ne s'y débite dans la primeur; c'est assez vous dire, qu'il s'y tient souvent bureau de politique.

Un soir on y agitait la grande question des exemptions, le riche Evêque de \*\* y soutenait, avec véhémence, les immunités de l'Eglise. Eh-bien, dit

le Comte à un homme modestement attentif, ces raisons ne sont-elles pas impérieusement décisives? Sans doute, répondit l'homme modeste; Monseigneur croit que la substance des pauvres doit être respectée par le fisc. L'Evêque écoûta cette réponfe de l'air d'un Grand qui daigne laisser parler son Secrétaire, & continua sans y répondre. Mais le sens profond de la riposte me sit approcher du penseur. Je liai avec lui une conversation qui me découvrit les connaissances le plus vastes, & les lumières que j'en recueillis, me dédommagèrent des déclamations de Monseigneur. Vous imaginez bien qu'avant de perdre de vue cet être intéressant, je m'assurai des moyens de le revoir.

Mais ce qui caractérisera à vos yeux, & le système des Gouvernans, & son influence sur l'esprit public, c'est que cet homme, le pius instruit que m'ayent offert mes voyages, étoit tout au plus regardé comme un livre; qu'on ne se doutait pas

même

même qu'une instruction acquise par vingt années de voyages, d'études comparatives & de méditations, pût être utile à la chose publique; que sans cesse repoussé des Gouvernans, ils avent réduit à rire de leurs sotises, l'homme qui eût su les prévenir ou les réparer. En Angleterre, un pareil Citoyen eût été recherché par tous les partis. On se serait fortifié de ses lumières, on l'eût mis dans la position propre à les rendre utiles. Avantage inappréciable d'un Gouvernement où la liberté pompe tous les fucs utiles, s'alimente de tous les talens qui l'entourent, pour faire ensuite partager ses fruits précieux à tous ceux qui vivent à son ombre. Ici on réunit aisément deux ou trois valets de Cour, qui possédent entre eux cent mille écus de rente; mais 'ce Citoyen utile, ou ceux qui lui ressemblent, ont à peine les moyens de vivre.

Comme tout est mode en ce pays; que Tome I.

celle du moment est de parler de constitution & de liberté, un Anglais est un être qu'on regarde maintenant avec un certain respect religieux. L'imagination active du Français le contemple comme une constitution vivante. Je m'en suis apperçu d'abord à l'espèce de considération que mon estime a communiquée à mon nouvel ami. Etrange confusion d'idées, & qui renferme un aveu bien honteux pour l'amour propre! Est-ce légereté? est-ce ignorance? ou bien n'est-ce pas plutôt l'influence du Gouvernement? Là où l'on n'accorde les places & les faveurs qu'à l'intrigue & à la bassesse, le mérite doit être dédaigné, & la vertu méprifee. Mais quelle en est la consequence inévitable ? Le malheur des Peuples, le désordre, les convulsions intérieures, & les regrets poignans de ceux qui gouvernent.

### LETTRE VIII.

### MILORD,

M. Necker est rappellé au Gouvernement, autant par le vœu de la Nation, que par le choix du Prince & la force des circonstances. Ce choix est sage sans doute, quand même on ne le considérerait que sous un rapport. Dans toutes les convulsions politiques, il est sur-tout intéressant de présenter au Peuple un homme qui lui soit agréable. La confiance devient alors un grand moyen de pacification, & l'opinion fait souvent plus que les meilleures combinaisons. Il faut du courage sans doute pour prendre le timon au fort de l'orage; il faut avoir la conscience de ses forces; il faut peut-être encore, comme César, croire à sa fortune & à son bonheur.

Au moins le nouveau Ministre tente les hazards sous des auspices savorables. Une joie bruyante s'est manisestée dans tout le Royaume; les portraits, les allégories, les seux, les illuminations, tout témoigne au hardi pilote la consiance & l'estime publique. En attendant qu'il me mette à portée d'analyser, avec ma franchise ordinaire, ses opérations politiques, jettons un coup-d'œil observateur sur les dispositions actuelles de la Nation.

A travers l'administration sanguinaire de Richelieu, le règne absolu de Louis XIV, le despotisme, les déprédations & l'espionnage avilissant des Ministres de Louis XV, la Nation Française avait été conduite à un état de bassesse, dont l'idée est révoltante. La démence de l'ignorance était poussée si loin, qu'il était commun d'entendre répéter cette maxime affreuse, consacrée par les agens du pouvoir: ma vie & mes biens sont au Roi. Le sisc agissait en conséquence. Le

Peuple était dépouillé, gémissait & mourait de faim. Mais ce délire même du pouvoir & de l'obéissance préparait une crisenécessaire qui devait ramener l'ordre.

Tandis que la substance d'un grand Peuple coulait à grands slots vers la Capitale, pour s'y concentrer dans un petit nombre d'individus; tandis que les courtisans & les gens d'affaires se partageaient ces dépouilles immenses, il se formait une nouvelle espèce d'aristocratie, non moins dangereuse pour le Gouvernement, que celle que Richelieu avait détruite au prix de tant de sang.

Non-seulement la Noblesse & le Clerge ne contribuaient aux charges publiques, que dans une proportion faible & odieuse; mais par un aveuglement inconcevable, des Ministres pervers avaient ôté de l'atteinte du sisc toutes les fortunes nouvelles, à mesure que leur corruption les multipliait. On avait créé une centaine de charges inutiles, que l'on

montrait de loin à la foule des aventuriers hardis & avides qui infectent une grande Ville. A travers ces charges corruptrices, le traitant, le laquais, tous les vices enrichis montaient au rang des privilégiés. L'honnête Négociant luimême, égaré par cet appas séducteur, abandonnait un état respectable & utile pour s'affilier à la caste privilégiée. Ces races nouvelles, seules propriétaires des richesses qui avaient échappé à la Noblesse & au Clergé, en remplissant les tribunaux, les charges & les offices de la Cour, consolidaient des exemptions partagées avec ces deux Ordres, & rejettaient sur le Peuple travailleur tout le poids de l'impôt. Ceux qui avaient tout ne payaient rien: ceux qui n'avaient rien payaient tout.

Cependant ce Peuple épuisé, devait enfin n'offrir qu'une impuissance inexploitable. Le Gouvernement, forcé par habitude, par circonstances à des dépenses énormes, devait un jour se trouver sans moyens. Reconnaissant ensins a faute, il était naturel qu'il se tournât vers les nouveaux Aristocrates, vers les seuls possesseurs de richesses, pour venirà son secours.

M. de Calonne n'eut pas plutôt laissé voir ce retour de raison, devenu nécessaire, qu'il rencontra une résistance, dont la réaction le culbuta. Les tentives de l'Archevêque ne furent pas plus heureuses. Mais dans cette longue querelle de l'autorité & de l'égoisme des Corps, il fallut plaider la caufe devant ce Peuple, qui est tout & qui n'est rien; qu'on enchaîne & qu'on caresse, qu'on méprise & qu'on redoute. En couvrant l'intérêt particulier de l'apparence de l'intérêt public, on ne pouvait éviter d'instruire la Nation de ses droits, de les lui faire sentir. Une question en produisait une autre. La résistance aux enregistremens de l'Impôt, apprenait au Peuple qu'il devait les consentir. Les réclamations du Parlement, pour la liberté de ses membres, l'instruisoit que tout homme a le même droit; & ces deux grandes idées, liberté & propriété, ces idées si ennoblissantes & si fécondes, éveillaient une énergie, qui devait nécessairement conduire la Nation au développement des principes de l'association.

Aussi la réclamation d'Etats - Généraux ne sut pas plutôt entendue, qu'elle sut soudain répétée par tous les êtres vivans. Les Aristocrates continuaient les querelles de l'égoïsme; mais le Peuple, mais le Corps de la Nation, ne voyait plus, ne tenait plus qu'à l'objet qui lui promettait son salut. L'ignorance & le despotisme sont les outres qui tiennent les passions nobles renfermées; mais pour peu qu'on leur ouvre un passage, elles sousselent avec une vigueur à laquelle on voudrait en vain résister. Telle a été l'impulsion communiquée à la Nation par les querelles parlementaires. Les Mi-

nistres subjugués, ont été forcés de préfenter la vérité au Prince. La promesse de ces Etats, devenus le vœu général d'un grand Peuple, a été répétée, consirmée. L'état des Finances en est le garant, & le Ministre rappellé ne peut pas être soupçonné d'altérer ces dispositions.

Mais quelle foule d'oppositions, d'embarras, de contradictions & d'erreurs, ne doit - on pas prévoir dans les suites d'une révolution si peu préparée, si subitement amenée! « La liberté, dit un » Auteur moderne (1), n'est point une » plante du moment. Le tems seul peut » lui donner des forces. Il lui faut, pour » germer, un sol qui lui soit analogue, » une attention inquiète qui la désende » des dangers qui l'entourent sans cesse: » Mais comment la cultiver? Comment » la conserver? Cé sont des points que

<sup>(1)</sup> M. le Scène Desmaisons. Histoire de la dernière révolution de Suède.

" l'expérience seule peut enseigner aux

» hommes. En vain donc une forme de

» Gouvernement, calculée pour pro-

» duire la liberté, sera-t-elle établie chez

» un Peuple, s'il n'est préparé à la rece-

» voir ? Accoutumé à une obéissance

» aveugle, peut-il avoir cette élévation

» d'ame, ce sentiment d'indépendance,

» si nécessaires pour produire le rapport

» du génie d'un Peuple à la nature d'un

" Gouvernement libre "?

Ces réflexions, dictées par une position à - peu - près semblable, ne pourraient-elles pas s'appliquer à la situation actuelle de la France?

Si un Prince, ami des hommes, eût eu honte de l'avilissement d'une grande Nation; si, jaloux de devenir son père & son bienfaiteur, il eût formé le dessein de la régénérer, pour l'élever à la dignité d'un Peuple libre, trois moyens infaillibles, mais indispensables, se seraient d'abord offerts à son esprit: 1.° La plus grande

économie dans les dépenses de l'Etat. & conséquemment la diminution des Impôts. L'aifance élève l'ame de l'homme, & le dispose davantage aux sentimens nobles. 2.0 L'abolition de tout acte de pouvoir arbitraire. L'homme, qui n'obéit qu'à la Loi, qui n'a à craindre que la Loi, acquiere bientôt la noble fierté qui forme le caractère d'un Citoyen libre. Il sent le bonheur de l'in fluence de l'ordre, & bientôt la justice forme la base de ses jugemens. 3.º La liberté de la presse. Quand les Gouvernans n'ont point d'intérêt à propager l'erreur, & à étouffer la vérité, la vérité se communique de proche en proche, & finit par dissiper l'erreur. Tous les hommes veulent essentiellement leur bonheur; tous ont à-peu-près la même aptitude à en appercevoir les moyens, pourvu que la perfide adresse d'un Gouvernement corrupteur ne vicie pas leurs idées. Ce projet, digne du Prince, qui, aujourd'hui en saissit le résultat, dès qu'on sui en a montré la justice; ce projet, ainsi préparé, aurait pu faire passer la Nation Française, sans trouble ni convulsion, de son état d'abaissement à une liberté raisonnée.

Mais les esprits en France sont-ils dans de si heureuses dispositions? Au contraire, tout n'a-t-il pas semblé se réunir pour les empêcher de naître ou pour les éteindre? Une Aristocratie funeste s'est élevée, établie, fortifiée à l'ombre du Trône qu'elle menace, & les trois têtes de cet hydre, que Richelieu crut en vain abattre, soufflent sur la Nation la misère & le malheur. Une barrière s'est élevée entre les Aristocrates & le Peuple; & comme cette chaîne de montagnes qui, dans l'Inde, semble séparer les tempêtes d'un tems pur & serein; cette montagne politique fixe, d'un côté, l'opulence & le bonheur; de l'autre, la détresse & l'infortune. L'Impôt a pesé fortement sur le

Peuple. Il ne lui a laissé qu'une subsistance difficile & précaire; il a, au contraire, épargné l'Aristocrate, qui posséde toutes les richesses; & cette monstrueuse répartition du bien & du mal a produit une violation habituelle de la

propriété.

Du mépris de la propriété on passe aisément à celui de liberté. Aussi cette liberté a-t-elle été sans cesse méconnue, outragée, soulée aux pieds. L'Aristocrate seul s'est trouvé à l'abri des coups d'autorité; mais le Bourgeois, mais l'artisan ont été dresses à ne regarder leur liberté que comme une propriété précaire, sujette aux caprices des gouvernans. On dit qu'un Ministre de Louis XV avait ravi la liberté à plus de vingt mille individus au mépris des loix.

Un abus si monstrueux d'autorité ne pouvait se perpétuer qu'à l'ombre de la terreur, de l'espionnage & du silence des Presses. De là l'inquisition littéraire qui empêchait de communiquer les pensées & les lumières, la prohibition qui abrutissait les hommes & l'espionnage qui les avilissait.

Un jeune règne, il est vrai, a communiqué plus de douceur à l'administration. La guerre d'Amérique a jetté quelques germes d'idées faines & justes: le Peuple a pris un peu de ressort. Mais à peine sorti des mains de l'arbitraire, le cri de liberté n'est-il pas plutôt le cri de l'instinct que celui de l'instruction? a-t-on eu le tems d'extirper les vieilles racines des anciens préjugés? après avoir si longtems méconnu le terme de l'obéissance, est-on si-tôt en état de distinguer la nuance qui sépare la liberté de la licence? & le Peuple Français ne serait-il pas, comme le jeune homme, retenu par ses tuteurs dans une trop longue enfance, & qu'on lancerait tout-à-coup dans le monde, livré à l'inexpérience & aux erreurs de ses passions?

#### LETTRE IX.

# MILORD,

La première opération du nouveau Ministre a été de rappeller les Parlemens, & de confirmer la promesse des Etats-Généraux, en leur sixant un terme prochain. Le Gouvernement ne dit pas expressément: Je reconnais mes torts. J'ai été égaré par des projets impraticables, & je rétablis tout dans son ordre premier. Mais la démarche en contient l'aveu implicite, & la Nation se livre, ou semble se livrer au délire d'une joie bruyante pour le rétablissement de ses Parlemens.

Je dis, semble; car, je l'avoue, c'est en vain que j'ai cherché une cause raisonnable à cet enthousiasme public. L'amour pour les Parlemens est beaucoup moins réel qu'il ne paraît; & en cela,

comme en tant d'autres illusions humaines, on croit croire, & l'on agit par imitation. J'ai promené mes questions dans toutes les classes de Citoyens. J'ai demandé à tous les hommes que j'ai cru capables d'une réflexion: mais ces Parlemens, qui causent une si grande fermentation, ont-ils préservé le Peuple de l'augmentation graduelle des Impôts? Ont-ils défendu la liberté de vos Concitoyens des injustes atteintes de l'autorité? Ont-ils, par quelque exemple de sévérité, contenu les déprédations de l'homme en place? Non, m'a-t-on répondu d'une commune voix; on ne saurait citer un seul trait de ce patriotisme. Jamais Cour n'a empêché un Impôt, excepté la Subvention Territoriale, & les emprunts qui y ont été substitués. Jamais Procureur - Général n'a dénoncé l'exécuteur d'un ordre surpris à la religion du Prince. On n'a vu de réclamations fermes & suivies que quand l'intérêt du Corps a foutenu

tenu son zèle. —Mais les bienfaits de la Justice distributive excitent donc, par reconnaissance, un attachement si vis ? Ils évitent, sans doute, au plaideur les longueurs de la Justice.

Ils contiennent l'avidité rapace des subalternes.

Ils sont les patrons du faible, les protecteurs de l'opprimé......... Ah! l'on voit bien que Monsieur est étranger, m'a-t-on dit par-tout : les Loix & les formes sont mauvaises; mais les Magistrats

font pires.

En effet, si en Angleterre, où la liberté de l'homme est assise sur une base solide; où le Code criminel a été porté au plus haut degré de persection; où le Peuple, dans la personne de ses Représentans, inspecte sans cesse les vices politiques qui l'inquiètent, & se trouve à portée de les corriger; si en Angleterre, il n'a pas encore été possible de vaincre la résistance Tome I. des gens de Loi, pour opérer une réforme dans les formes civiles, à quel excès l'égoïsme de ce Corps n'a-t-il pas dû porter en France les abus judiciaires? Dans un Gouvernement corrompu, quels doivent être nécessairement les hommes les plus pervers? Ceux, sans doute, qui peuvent le plus, & qui craignent le moins.

Les apparences publiques sont presque toujours trompeuses. C'est la raifon de tant de faux apperçus sournis par l'Histoire. Le seul observateur attentif démêle la vérité cachée sous tant d'enveloppes. Il rejette les impossibles, calcule la marche de la nature & des choses, & se trouve ensin de justes résultats.

C'est par cette marche analytique

qu'après m'être assuré de l'indissérence réelle des Français pour leurs Parlemens; de l'impossibiliré même de leur attachement, je me suis convaincu davantage de la dangereuse influence des grands

Corps dans un Etat.

Douze Parlemens couvrent la France; soit par eux-mêmes, soit par leurs subalternes, qui garnissent les intervalles. C'est au moins six mille familles, sans compter tous les élèves, tous les suppôts, qui, de tous les points du Royaume, font partir en même - tems des cris , des houzza, qui paraissent le cri public, quoiqu'en effet ce ne soit que le cri de l'intérêt particulier. Tous les parens, tous les amis s'en mêlent. Ils communiquent aisément l'impulsion aux sots, qui en tout, sont singes, & à la populace, qui aime tout ce qui est bruyant. Les gens senses, qui ne font point Corps; qui n'ont point un motif d'activité opposé; qui craignent de compromettre leurs intérêts avec des Corps puissans, gardent le silence. On crie, on sait tapage, on illumine; & ce qui n'est l'objet que d'une satisfaction privée, a l'apparence de l'allégresse publique. Vous ne serez pas sâché, sans doute, de connaître l'origine, les sonctions, les droits, & les prétentions de ces Parlemens. J'en attends un résumé sait d'après d'immenses recherches. Dès que mon ami me l'aura remis, je vous en enverrai copie. Adieu.

### LETTREX.

# MILORD, eller no a sina soll anos

L'ANCIEN Ministère avait pris une décisson, dont la sagesse ne pouvait manquer d'avoir une heureuse influence. C'était d'inviter tous les Ecrivains à communiquer leurs lumières sur la grande question de l'Assemblée des Etats-Généraux. Par-là, un certain nombre d'hommes studieux se sont plongés dans des recherches qui deviennent un fanal pour le reste de la Nation. On s'est trouvé, il est vrai, inondé de sottises; mais du milieu de ce cahos, on a vu sortir quelques éclairs, & la lumière commence à luire.

M. Necker a continué un plan si sage. Il a fait plus. Pour montrer à la Nation, qui l'honore de sa consiance, toute sa circonspection; pour ménager peut-être la sanction d'une nombreuse Assemblée au système qu'il a adopté, il appelle une seconde sois les Notables, pour que le Prince les consulte sur la forme des Etats. Mais n'est-ce pas peut-être pousser trop loin la circonspection dans une maladie urgente, où l'opération presse, où le retard peut empirer le mal. Je n'ose pas le condamner; mais je ne l'aurais pas imité. Je vous en donnerai mes raisons.

J'aime, vous le savez, ces calculs hypothétiques: si j'ai deviné, le succès me consirme dans mes principes. Si je me trompe, c'est pour moi une leçon.

Que s'agit-il de décider dans cette Assemblée? Trois points principaux. Le nombre & la forme des Elections; le Rapport des Représentans du Peuple à ceux des Ordres privilégiés; la manière de voter aux Etats. Tout autre objet est secondaire.

Il est, sans doute, des Ministres qui marchent sans plan, & que les hazards balottent. Mais l'homme d'Etat, sur-tout dans les grandes circonstances, recueille ses idées, & celles des autres, les compare sous tous les rapports, saisit le résultat avantageux, forme une décision, & s'y tient. Le Ministre l'a, sans doute, fait.

Si l'on pouvait supposer dans l'homme du Peuple un penchant pour les formes Aristocratiques, il était inutile d'assem-

bler des Aristocrates pour insulter en face à une grande Nation. On était bien sûr d'avance de leur aveu, & l'on gagnait au moins du tems. Mais, si d'après l'amour de la gloire, à laquelle il a toujours paru facrifier; fi, d'après l'expression des sentimens peints à chaque page dans son Administration, on juge des projets du Ministre; il faut bien croire que, posant les bases d'une véritable & juste répartition, il aura démontré au Prince la nécessité d'adopter une nouvelle forme d'Election, d'après la population & la propriété combinée; qu'il aura fait sentir que vingt millions d'hommes exigeaient plus de Représentans qu'un million d'individus, & que cette nécessité de droit naturel entraînait celle de voter par tête. Cette équité, qui blesse, sans doute, les privilégies; car tout privilége est l'opposé de la justice, ne peut manquer d'exciter l'opposition des Aristocrates; &; dans ce cas,

F 4

leur Assemblée est plus inutile encore. Celui qui nous consulte, après avoir formé sa décision, outrage notre amourpropre. Au fentiment de l'intérêt particulier, se joint le ressentiment de la vanité blessée. Les Notables, dans ce cas, ne peuvent donc qu'ajouter un nouveau poids dans le bassin des embarras & des oppositions.

Faire payer d'une manière égale, pour l'entretien de la force publique, ceux qui participent également à sa protection; abolir, à ce dessein, des privilèges odieux & abusifs, puisque tout abus est une injustice, quelque antique qu'il soit; changer des formes qui ne sont que les moyens de perpétuer ces abus ; rendre enfin à un grand Peuple des droits dont il n'eût jamais dû être dépouillé; c'était, selon moi, une opération si belle, que j'aurais voulu en faire honneur au Prince feul. Vingt millions de voix l'auraient béni, & des cris si vigoureux auraient

étonné, atterré l'Aristocratie. Le Trône est bien solide, quand l'amour du Peuple fait sa base.

Peut-être le Ministre a-t-il eu des raisons secrètes & puissantes qui échappent à ma pénétration; mais je crains sort qu'elles n'aient multiplié ses embarras. Je lui souhaite courage & sermeté. Cette question est si intéressante, que je ne puis m'empêcher d'adopter un parti, non en Pair d'Angleterre, mais en Philosophe & en Cosmopolite.

### LETTRE XI.

## MILORD,

UNE indisposition de quelques jours ne me permet pas de m'occuper de politique. Le Docteur Gem le désend. Mais que l'amitié ne s'alarme pas. La sièvre a disparu, & la désense du Docteur, dont vous connaissez la sagesse, tient plus à la prévoyance qu'à la nécessité. Je ne tarderai pas à reprendre mon Journal. En attendant, je vous envoie la solution d'un problème moral que vient de me résoudre mon ami. Vous m'en direz votre opinion. Adio.

### MILORD DUC,

L'EGOISME est comme le luxe, une expression sans cesse répétée, sans être entendue: c'est l'objet éternel de déclamations vagues, qui ne servent qu'à confondre, de plus en plus, les idées sur une matière, où il est si intéressant de n'en avoir que de justes. La morale est une science exacte; elle a ses principes invariables; principes qu'il est d'autant plus dangereux de négliger, que, dans cette science de la vie de l'homme, l'erreur ne saurait exister sans les plus sunestes essets. Remontons à ces principes, & l'égoïsme

développera lui-même sa nature à nos

yeux.

l'homme, & produit l'amour de soi, qui devient l'unique mobile de ses actions. Dans l'état de nature, où l'homme ne connaît que ce rapport entre lui & tout ce qui existe, le soi est le seul objet auquel il rapporte, auquel il doive, en esset, tout rapporter. Chercher le plaisir & suir la douleur: voilà ses deux intérêts exclusifs. Le cri de la Nature, ou, ce qui est la même chose, le cri de l'amour de soi est la seule loi qui le guide, l'unique mesure de ses actions; & l'homme sauvage est par sa position même dans l'état du plus parfait égoïsme.

Quand l'expérience lui a appris à combien de dangers cet état isolé l'expose; lorsque les hazards d'une attaque & d'une désense perpétuelle; lorsque la rareté des fruits spontanés de la terre, ou des productions de la Nature, lui ont fait éprou-

ver la douleur physique, lui ont appris combien il serait avantageux de s'assurer sa subsistance & de se procurer des secours, il circonscrit le terrein qu'il cultive, & il lie son intérêt à l'intérêt de celui qui, frappé de la même vérité, cultive le terrein voisin. L'affociation se forme, & la base de cette confédération est toujours le grand mobile de l'homme, l'amour de foi: chercher le plaisir, & fuir la douleur phyfique. Aussi l'association n'a-t-elle pour objet que ces deux intérêts. Ils sont renfermés dans ces trois expressions, qui forment le contrat, liberté, propriété, sûreté; & c'est ce qui constitue le droit naturel.

Mais ce nouvel état de l'homme établit de nouveaux rapports. Ce n'est plus lui seul qu'il doit considérer. Il a épousé les intérêts de tous, comme tous ont épousé le sien. C'est la réunion des forces & des moyens qui assure, qui étend ses jouissances. C'est la prospérité de cet, un intérêt bien entendu le force donc alors d'abandonner le sentiment exclusif de soi, ou plutôt de l'étendre à la chose publique; puisque de l'existence & de la sûreté de cette chose publique, dépendent l'existence & la sûreté de la chose personnelle. Ainsi dans l'homme social, l'esprit d'intérêt exclusif doit nécessairement être remplacé par l'esprit d'intérêt public, & le sentiment de l'amour de soi, en se consondant dans la masse des intérêts communs, perd le nom d'égoisme, & prend celui de patriotisme.

C'est ce patriotisme qui fait l'ame & la vie des Sociétés. Mais son existence tient essentiellement à l'ordre, c'est-à-dire, à la religieuse observation des clauses du contrat social. Dès que cet ordre s'altère, dès que ces clauses sont violés, la corruption s'introduit, les liens se rompent & la ruine de la Société se prépare. Mais quelle est la marche de ce désordre?

L'amour de soi, toujours actif, toujours inquier, se reproduit bientôt sous un autre nom. C'est l'amour du pouvoir. L'inégale répartition des richesses, cet inconvénient funeste de la propriété, que la force des choses tend toujours à produire, que la force des Loix devrait tendre à empêcher, fortifie cette passion ennemie de l'ordre focial, en lui offrant sans cesse des moyens. On flate, on sédait, on trompe le Gouvernement pour obtenir ses faveurs. Elles se versent naturellement, par importunité ou par faiblesse, sur ceux qui vivent avec les Gouvernans. Les grandes fortunes se forment, & les propriétés se concentrent dans un petit nombre de mains.

C'est à cette époque que les intérêts se divisent; que les grands Corps naifsent; que le puissant envahit tout; que le Peuple est dépouillé, & que, sous un même nom, un Peuple sorme plusieurs Reuples. L'amour du pouvoir ou des richesses (car richesse est pouvoir) prend alors la place du patriotisme, & la corruption des mœurs, qui n'est autre chose que l'extinction de l'amour du bien public, devient, dans une Nation, une maladie incurable & mortelle.

En effet, quelle classe pourrait prendre intérêt à la chose publique ? Est-ce le puissant? Le désordre a augmenté ses jouissances. Les lots de bonheur d'une partie de ses Concitoyens, ont augmenté son lot. Les Loix sont faites par lui & pour lui, & la bourse du Peuple va sans cesse se vuidant dans la sienne. Ce désordre éveille le goût du luxe & des superfluités. Cet amour irrite chez lui la soif de l'or, & le pouvoir arbitraire peut seul la satisfaire. Serait-ce l'homme du Peuple ? Comment s'y intéresserait-il. s'il n'en tire aucun avantage? Mais, dira-t-on, il jouit de la protection des Loix. Eh! que lui importe certe protection, quand on le dépouille de ce qui

en fut l'objet! Il ne tient rien de l'ordre focial, & il en supporte les charges. Il a perdu le droit indéterminé, que la Nature lui donnait à tout ce qu'elle produit, sans avoir, à une portion déterminée de ce tout, le droit que lui promettait l'affociation, & l'état de guerre de l'homme sauvage lui serait plus avantageux cent sois, que l'état d'une servitude affamée, & sans moyens, dans lequel l'a plongé le désordre social.

C'est au sein de cette corruption que s'homme, dégagé de l'intérêt public, dans lequel le sien n'est plus compris, est rendu à l'amour exclusif de soi; c'est - là que germe, naît & s'étend l'égoisme, sentiment qui rapporte tout à soi, & rien aux autres, esprit public le plus suneste à l'association. C'est par lui que l'amour de la chose publique se change en convoitise de la chose publique. C'est par lui qu'on est avide, injuste, anti-social. C'est alors que tout est en désordre, que tout est au pillage,

pillage, parce que tout est en proie à des grands égoïstes par avidité, à des petits égoïstes par nécessité. C'est par-là ensia qu'un Peuple sinit & disparaît.

Je suis avec respect,

MILORD DUC,

Votre, &c.

### LETTRE XII.

## MILORD,

L'IDÉE d'Etats-Généraux a été pour les Français une idée bien féconde & bien productive. De l'intérêt général, chacun l'a ramenée à l'intérêt plus circonscrit du cercle dont il fait partie, & déjà les Provinces demandent à grands cris des Etats particuliers. Cette forme de Gouverne-Tome I.

ment a été généralement répandue en Europe, lors de la décadence de l'Empire Romain. C'était l'ancienne Constitution des Germains, des Saxons, des Normands & des Francs. Ces barbares répandirent avec eux leurs préjugés & leurs usages. Aussi chaque Province, qui jadis su un Etat indépendant, trouve dans ses Archives, les titres de ce droit antique. Le Prince, dont le système semble être de ne rien contester à ses Sujets de ce qui peut contribuer à leur bonheur, en a déja accordé à plusieurs Provinces.

M. Necker, dans sa première administration, dans un tems où le nom d'Etats-Généraux ou Provinciaux eût paru un crime, avait cherché, autant qu'il était possible, à y suppléer par les Administrations provinciales. Elles euent pour ennemis les Parlemens & les Intendans. Les Parlemens qui redoutaient la consistance d'une institution qui avait

une apparence constitutionnelle; qui craignaient de voir passer de leurs mains, entre celles des Administrations, nécessairement plus instruites, la vérification des Impôts, & les fonctions politiques, qui leur donnaient tant d'influence : les Intendans qui voyaient éclairer leur conduite par un Corps, dont la confistance & les services pouvaient un jour rendre les leurs inutiles. On s'est beaucoup plaint de celles qui ont été établies depuis; mais celle du Berri, qui fut l'essai de M. Necker, celle du Berri a, certainement, amélioré le sort de la Province. Le Duc de Charost, le plus honnête homme de France, & l'un des plus instruits en Administration, m'a fait voir les résultats des opérations de cette Administration, dont il a été l'un des membres les plus actifs. L'économie dans les travaux de la Province, les encouragemens pour toutes les especes de culture, les secours fournis aux pauvres par le sage emploi

G 2

des atteliers de charité, tout prouve; qu'en Berri du moins, au défaut d'Etats provinciaux, les Administrations étaient le plus grand bienfait du Prince envers cette Province.

Sans doute des Etats auront plus de moyens d'opérer le bien. Représentans réels de leur Province, leur fonction ne sera pas seulement d'éclairer le Conseil du Prince. Sa consiance dans les Administrations était une faveur; dans les Etats, elle sera une justice; & désenseurs de leurs Commettans, aussi bien que les agens du Monarque, ils deviendront le lien entre le Gouvernement & le Peuple. Par eux l'Impôt pourra se simplisser, les dépenses de la perception diminuer, l'égalité s'établir, & l'arbitraire disparaître.

Mais lorsqu'un Prince, juste & ami des hommes, se prête à tout ce qui peur améliorer le sort de ses Peuples, faut-il que des intérêts privés, que l'attachement à d'anciens abus, menacent de saire avorter de si nobles desseins? Non; le Français ne connaît point encore l'ennemi dont il a le plus à craindre. Ce n'est point du despotisme, c'est de l'aristocratie qu'il doit se désendre. Déjà je crois appercevoir les préparatifs d'une lutte de l'égoïsme des Corps contre le bien public, qui peut anéantir toutes les espérances slatteuses des dispositions actuelles.

#### LETTRE XIII.

# MILORD,

J E remarque dans les Français une bien singulière contradiction. Si l'Anglais s'estime, il estime encore davantage son Gouvernement. Mais si personne ne se loue plus qu'un Français, personne en même-tems ne déprise davantage le Gouvernement de son pays. Cette Na-

G 3

extraordinaire d'un Peuple vertueux dans un Gouvernement corrompu? ou ne serait-ce pas plutôt la femme laide qui

se fâche contre sa glace ?

Si l'homme est le produit de son éducation, c'est-à-dire, de ces leçons à jamais répétées, qu'il reçoit des objets environnans, la corruption du Gouvernement ne doit-elle pas s'introduire dans les Sujets par tous leurs sens ? L'à où le vice est le chemin de la fortune & des honneurs, reste-t-il à l'homme un motif ou un intérêt d'être vertueux ? & l'homme est-il, peut-il être quelque chose sans un principe moteur?

De quelque côté que je me tourne, je vois le Français nécessité à la corruption par ses institutions civiles. Voulez-vous en juger? prenez un homme de la classe honnête, & placez-le dans le monde. A l'instant de travailler à sa fortune, c'està-dire, à son bonheur, il est naturel qu'il

fixe alors fes yeux fur les heureux, pour trouver, dans leur conduite, l'expérience qui lui manque. Quel est le résulrat de ses réflexions? La Noblesse ne lui offre de riches, que ceux dont l'avide adresse, profitant d'un éclair de faveur, a tout arraché des Ministres subjugués. Qui ont accumulé, sur leur flatteuse inutilité, les récompenses & les emplois qui n'appartenaient qu'au mérite? Le Clergé lui présente des bénéfices accumulés par l'intrigue. La Magistrature, des milliers d'emplois honorables & lucratifs, mais exclusivement dévolus aux fils heureux des parvenus & des enrichis. La Finance enfin, de riches & d'innombrables bénéfices, mais tous accaparés par la portion la plus vorace de la Nation, la nombreuse valetaille de la Cour-Que reste-t-il à l'homme honnête, au citoyen utile par ses connaissances & ses talens? Rien.

Voulez-vous prendre l'exemple dans G 4

Ta classe du Peuple ? En vain l'homme actif & laborieux s'est-il procuré un moyen d'échanger le produit de son industrie contre le superflu du riche. Un monstre à mille bras le repousse de tous côtés, le monopole, le privilège exclusif lui répète par-tout! Non, tu ne vivras pas, ou tu ne vivras qu'à moitié. En vain la force des choses a établi une certaine proportion entre les besoins de l'homme & le salaire de son travail; on te dépouillera de la moitié de ce salaire. Le Gouvernement a vendu à un corps d'hommes le droit exclusif de faire cette montre, ce fauteuil, cette perruque, & de partager le falaire de tous ceux qui n'auraient que ces moyens d'existence. Le salaire entier pourrait alimenter ton corps & le couvrir : eh-bien, tu mangeras & tu seras nud; ou, ce qui peut être est plus exact, en parlant des Français, tu te pareras, & tu mourras de faim.

Je traversais hier la rue Montmartre;

j'apperçois tout-à-coup des gens de Juftice & des soldats se jetter sur un malheureux. Il cherche à s'échapper de leurs mains. On le maltraite, on le terrasse. Un paquet qu'il portait, foulé aux pieds, étale, avec lui dans la boue, un habit qui me parut neuf. Le peuple regardait en foule & en filence. Je me mêlai dans la cohue : est-ce un voleur, demandai-je à l'un des assaillans? La réponse fut brutale. Mais une femme, qui n'attendait que l'occasion de parler, me dit: Hélas! non, Monsieur, c'est un malheureux Tailleur qu'on va ruiner, pour avoir fait un habit sans avoir payé la maîtrise. L'habit est perdu, & il va aller en prison, s'il ne paye pas ce que les Syndics exigeront. Un sentiment de pitié me porta alors vers l'Officier public: Monsieur, lui dis-je, lâchez cet homme, je réponds pour lui. Répondre est bien dit, reprend le Commissaire, mais ce n'est pas assez, il faur payer. \_Eh-bien , je paye. Cela est dif-

ferent! Donnez-vous la peine de venir chez moi, & l'on va terminer. J'accompagne le Commissaire, curieux de m'instruire des détails d'exécutions si odieuses. Ce fut-là, qu'en payant pour le malheureux Tailleur dix louis d'une amende arbitraire, j'appris que, pour tous les métiers, il fallait acheter la maîtrise, & que le Gouvernement, en vendant cet odieux privilège, avait aussi vendu aux corporations le droit de maltraiter, ruiner, emprisonner ceux qui travaillent sans en avoir acheté la permission. Indigné, je tirai mon portefeuille :-- Combien faut-il pour cette maîtrise barbare, dis-je au Tailleur, qui pleurait encore la perte d'un habit dont la valeur était sa fortune? Tiens, on ne te tyrannisera pas davantage. Mais, par un fecond mouvement d'indignation, je reprens mon billet de caisse. Non, repris-je, tu tyranniserais à ton tour, & il ne sera pas dit que je coopère à une

œuvre d'iniquité. Es-tu marié ? as-tu des enfans ? Quoi! tu as une famille, tu es Suisse, & tu viens dans un pays où l'on empêche l'homme de vivre de son travail! Ton pays est pauvre, je le sais. Prends ces deux cents louis, retourne vers tes ancêtres, &, à l'ombre de la liberté, travaille, sois honnête & heureux.

Je crois qu'en effet je fis un heureux. Mais le croiriez-vous, Milord? je ne recueillis point sur les visages des assistans cette émotion de plaisir, que doit produire la vue d'une bonne action. Je ne vis que bassesse dans l'Officier public, & envie dans les yeux syndicaux. Triste influence d'un Gouvernement qui, par ses institutions vicieuses, a éteint dans les ames le germe des sentimens nobles s

Au commencement du regne actuel, un Ministre, honnête homme, anéantit ces priviléges destructeurs de l'industrie. Mais là où les vices tiennent à une corruption générale, en vain le Ministre vertueux travaillera a les extirper : l'homme disparaît, & les vices renaissent. Ce n'est que par une régénération entiere; ce n'est que par un changement absolu de l'esprit public, qu'on peut guérir un mal dont il est le principe. Un Prince même, avec du courage & de l'instruction, le tenterait peut-être en vain, sans le concours des circonstances. Il n'est qu'une seule force capable d'anéantir tant de réfistances multipliées: c'est la volonté ferme d'une grande Nation affemblée pour travailler à son bonheur; mais cette décision suppose l'instruction, & peuton la présumer chez un Peuple, nourri de tant d'erreurs?

Il semble que le système du Gouvernement ait été fondé sur l'exécrable maxime: divide ut regnes. L'esprit aristocratique a enfanté l'esprit prohibitif. Depuis les Ministres, jusqu'à la plus basse corporation, on a exercé la vexation & la tyrannie; & quand le Ministère a semé ainsi la discorde & la misere, doit-on s'étonner qu'il recueille le malheur & la haine?

#### LETTREXI

## MILORD,

LES Notables sont assemblés; les esprits fermentent violemment. Si l'on en croit ce qui transpire, l'esprit aristocratique ne lâchera pas aisément prise, & les abus antiques, les débris du système séodal y seront fortement désendus. En attendant que des résultats sûrs viennent fournir matière à nos réslexions, continuons d'anatomiser l'esprit national. Ces notions ne seront pas indissérentes pour calculer les événemens ultérieurs.

En France, dit-on, les revenus territoriaux s'élèvent à douze cents millions. Je crois le calcul au-dessous de la réalité,

puisque vingt-fix mille neuf cents cinquante lieues quarrées d'un terrein presque par-tout en valeur, promettent un bien plus grand réfultat. Mais enfin, la moitié de ce revenu, quel qu'il soit, est entre les mains d'environ un million d'hommes. & l'autre moitié est répartie entre vingtquatre millions de Roturiers, c'est-à-dire, la Nation. Or, si les Impôts continuaient d'être excessifs & supportés en majeure partie par le Peuple; si une grande portion de ces richesses continuait à se verser dans le petit nombre de mains avides qui entourent la Cour, tandis que, d'ailleurs, les biens inaliénables du Clergé s'augmenteraient naturellement par les améliorations & les épargnes, ne faudrait-il pas que, dans un tems donné & calculable, toutes les propriétés de la Nation passassent dans les mains des privilégiés? Le commerce d'un coté, & le luxe de l'autre, ont retardé cet effet désastreux, le retarderaient encore; mais

enfin, il faudrait qu'il arrivât. La Nation résiderait-elle alors ailleurs que dans les propriétaires? N'y aurait-il pas un million de maîtres, & vingt-quatre millions d'esclaves? Ne serait-ce pas les Spartiates & leurs Ylotes? On les prendrait d'abord par famine, & bientôt par le bâton.

Lorsqu'un système politique est établi, son influence se fait bientôt sentir dans toutes les classes des Citoyens, sur toutes les actions de l'homme, comme les esses suivent leur cause. Un Membre des Notables, dit-on, avait la bonhommie de parler du Peuple & de ses droits avec quelques égards: Prenez donc garde, Monsieur le Duc, lui dit un Evêque, vous vous mettez à genoux devant un haillon. Ce propos est bien l'expression de la plus prosonde corruption; mais il est dans l'ordre naturel des idées, là où les préjugés sont tout, & la justice rien; là où des institutions barbares ont pris

la place du droit naturel, & les Corps celle de la Nation.

Tous, il est vrai, ne s'expriment pas d'une manière si ofsensante, mais la dissérence n'est que dans l'expression & non dans le sentiment. L'influence du Gouvernement, ou, ce qui est la même chose, de l'éducation publique, crée des mœurs publiques, dont les essets sont uniformes dans tous les Citoyens.

En Angleterre, les loix sont tout, & 1'homme rien. Ici il n'est point de loi pour de certains hommes. Lord Ferrers, pour punir un domestique qui avait sauvé son épouse d'une violence conjugale, l'appelle dans son cabinet, & lui brûle la tête. La loi le saissit, & pend le Pair assassit. En France, quelqu'argent eût étoussé l'affaire, & Lord Ferrers vivrait impuni. Un homme du Peuple a-t-il avec un Grand une discussion pour sa propriété envahie, la porte du Juge est toujours ouverte à l'homme au ruban rouge

rouge ou bleu, & l'on ne trouve pas une minute pour entendre la réclamation du bon droit non décoré. L'honnête Bourgeois voit sa femme ou son fils en danger de la vie; sa tendresse, au désespoir, le fait voler chez le Médecin, dont la renommée vante le nom; ses yeux novés de larmes lui peignent & sa douleur & son espoir. Le Médecin, avec l'air de l'écouter, calcule les apparences; un troisième étage ne lui promet qu'un écu. Il s'engage à aller, parce qu'il est convenu qu'on n'aura pas l'air inhumain; mais il ne va pas, parce qu'il l'est en en effet. Le malade meurt faute de secours. Une fausseté d'usage, envers l'hoinme peu riche, commet un assassinar, Dans tous les ordres, dans toutes les classes de Citoyens, c'est le même esprit, parce que telle est l'influence du Gouvernement sur les individus.

Groyez-vous, Milord, que des mœurs si dépravées, offrent un champ bien dif-

posé à la culture de la liberté? En morale, comme en physique, une terre vierge ne promettrait-elle pas plus de fruits, que celle qui a été dénaturée par une mauvaise exploitation? Ah! combien l'aspect des autres Gouvernemens ne doit-il pas fortifier, dans un Anglais, le sentiment qui l'attache à sa Patrie! Combien l'homme, à l'ombre de sa constitution & des loix, ne doit-il pas y sentir sa dignité, & s'estimer au-dessus des autres hommes! Si le hazard ne m'avait fait naître au premier rang de ce Peuple respectable, je préférerais encore le dernier à tout ce qu'offrent de grand les autres contrées; du moins je serais libre parmi des êtres libres, & la liberté Suppose des vertus.



dearancer of cont un chammach dis-

Citovens . coil to mame af

rous Milord, que es mours

### LETTRE XV.

# MILORD,

Les Français ont, comme les Chinois, leurs lettrés ou gens de lettres qui forment une classe nombreuse & distincte. Le Colonel Smith m'assurait qu'à la Chine, cette institution antique, faite pour conserver l'instruction nationale, & créer des hommes d'Etat, était beaucoup dégénérée. Celle de France, qui a peut-être ce dernier trait de ressemblance avec les Orientaux, n'eût pas, à beaucoup près, un but si henorable; aussi n'obtint-elle pas dans sa Nation, la considération dont jouissent les Lettrés Chinois dans la leur.

Cette classe de Citoyens a été, je l'avoue, celle dont j'ai le plus difficilement saisi la nature. Tous les Peuples de l'Europe m'offraient bien des gens instruits en tout genre. J'avais vu par-tout quelques hommes doués d'une organisation parfaite, qui après avoir, pendant vingt ou trenteans, étudié, médité, comparé, publiaient des résultats nouveaux, & avançaient les connaissances humaines de quelques dégrés: c'étaient ceux que j'appellais gens de lettres. Mais ces hommes, rares par-tout, car la nature semble en être avare, étaient bien loin de se montrer en troupe. A Paris seulement, on en voit des essaims voltigeans, bourdonnant de tous côtés, & je ne serais pas étonné qu'un étranger imaginât que l'esprit est un effet du climat. Car, à en juger par la méthode qui forme ici les gens de lettres, il semblerait que l'esprit en France vient aux hommes, comme le bon la Fontaine dit qu'il vient aux filles.

La littérature est à Paris un état comme tout autre. Aussi le fait-on comme

tout autre. A peine sortis de l'adolescence, ceux qui se vouent à cette illustre carrière, commencent par colporter des chansons, des idilles & des contes, dans une quantité de clubs littéraires des deux sexes. C'est une ressource pour la jeunesse des hommes & la vieillesse des femmes. L'adepte y trouve bientôt une tutrice de son jeune talent, qui le produit dans fon cercle; & le voila une espèce circulante. Le Mercure y met l'empreinte, dès que son nom peut y paraître à la queue de quelque conte, énigme ou logogryphe; & s'il parvient à faire un compliment de clôture, ou à être admis en quart dans la composition d'un Opéravaudeville, son nom va gonfler le nombreux catalogue des gens de lettres. Une certaine morgue le faisit alors; il cause de tout à tort & à travers; il enfante des pamflets sur la Constitution, & son esprit-mémoire, gonflé de toutes les sottises imprimées, devient un débordement qui va suffoquant le bon sens partout où il le rencontre.

C'est de cette époque que dépend la fortune & l'illustration de l'homme de lettres; c'est de là qu'il part pour devenir le seu sollet de la bonne compagnie, ou qu'il reste à jamais l'humble lampe des cercles bourgeois. Cette distinction, qui ne paraît rien, est pourtant d'une grande importance. C'est à ceux qui ont l'adresse de franchir l'intervalle, que sont destinées les chaires académiques, les pensions sur les Journaux, c'est-à-dire, la gloire & le prosit. Ce sont de véritables Privilégiés; le Tiers leur dispute bien leur titre, mais ils prétendent que la jouissance est le meilleur.

Pour passer à la bonne compagnie, il n'est que deux moyens, les Actrices & les calambours. Dès qu'un homme a eu le bon esprit de saisir ces deux routes, il réussit infailliblement; par l'une, il se lie avec les grands; par l'autre, il amuse leurs femmes. S'il joint à cela un peu de physique, Dieusait jusqu'où il peut aller.

Faites-vous homme de lettres, disait une Actrice célèbre à un grand garçon qu'elle avait connu, parce qu'il portait son nom, & qu'elle protégeait, parce qu'il était grand; on pourrait alors vous placer aisément. Le protégé avait connu chez elle un Auteur tragique qui se mourait. Il savait que le porteseuille du Poëte contenait quelques pièces non encore jouées. Il va offrir au mourant les fervices de l'amitié. L'attention , les égards, les soins minutieux excitent, dans le malheureux, autant de confiance que de gratitude; & tandis qu'il croit rendre le dernier soupir ausein de l'amitié, le tendre ami vole dans le secrétaire une Tragédie qu'il porte à sa protectrice, comme le fruit de son talent. La pièce est jouée, malgré les réclamations de ceux qui en connaissent l'auteur; elle fournit un prétexte pour solliciter un Ministre, & l'Actrice, qui délassait Monseigneur de ses fatigues, obtient un emploi aussi honorable que lucratif pour le subtil héritier du talent d'autrui.

Tous les gens de lettres ne le sont pas sans doute à titre d'héritage; mais chacun a le sien, & le plus petit nombre est celui qui a le mérite de la chose. Un certain Charlatanisme de langage, qui est l'effet naturel d'une hardiesse sans pudeur, & de l'habitude de parler sans rien dire, tient lieu de tout. L'homme de Cour est le seul qui partage avec eux cet avantage. Tous deux possédent si merveilleusement ce talent, qu'on les confondrait sans cesse, si un certain usage n'apprenait bientôt à distinguer l'homme qui monte dans les carosses du Roi, de celui qui ne monte pas même en remise.

Au milieu de ce Peuple d'esprits, se trouvent, comme par-tout ailleurs, & peut-être plus qu'ailleurs, quelques hommes vraiment instruits, dont le nom,

peu distingué à Paris, va recueillir l'estime des pays étrangers, dont les lumières sont utiles au genre humain, mais fort peu à eux-mêmes. Confondus, étoussés dans la presse, ils sont les seuls qu'on repousse, qu'on dédaigne, qu'on méprise; & cela est naturel. Leur présence est un sarcasme, & leur vue un reproche. Aussi que ne fait-on pas pour leur fermer tout chemin! Pour se convaincre du succès, il ne saut qu'approcher des grands, & juger ce qui les entoure.

Un de ces hommes d'une vaste instruction, demandait de l'emploi à un Ministre qu'il avait connu jadis en pays étranger, auquel il avait rendu un service important dans son caractère public. Il exposait, pour titre de sa demande, non la protection d'une Actrice, mais vingt années de voyages, d'études comparatives des Gouvernemens de l'Europe, plusieurs ouvrages estimés du Public,

1.64.

la connaissance de presque toures les langues vivantes, un mérite réel & reconnu. Non, je ne puis rien pour vous, lui répondit le Ministre repoussant; au lieu de perdre tout ce tems, vous auriez mieux fait de vous intriguer à faire ici votre chemin. A quoi vous servent toutes ces belles acquisitions! - A voir les sortises des gens en place, lui répondit le Philosophe, à les réparer peut-être quand l'ivresse de la folie dissipée permettra à la raison de se faire entendre... Vous sentez que la stupidité de l'un, & le mépris de l'autre, n'étaient guere faits pour rapprocher ces deux hommes. On ferait tenté de croire que le miniftère avait formé le projet d'éteindre le génie, & d'étouffer tout mérite. Les entraves de la presse, un espionnage odieux, la misère, le mépris, la persécution ont été employés pour proscrire la raison & le bon sens. On protégeait

encore, il est vrai, les Poetes & les Ro-

manciers; on leur donnait quelques penfions & des couronnes académiques; mais les vraies lumières étaient défendues, & le Philosophe persécuté. Comme à Venise, on tolérait tout ce qui pouvait plonger le Peuple dans l'ignorance ou la mollesse; mais un livre politique, un livre qui eût averti du précipice qui se creusait sous les pas, eût fait emprisonner son Auteur. Tout ce qui pouvait éclairer les Peuples, donner au Prince un avis salutairé, était un crime aux yeux d'une administration corrompue. Tout Ecrivain qui eût crié: la mer que vous parcourez est fertile en naufrages: la direction que vous suivez vous conduit à l'écueil; était taxé de perturbateur du repos public. Un ministère aveugle ressemblait au pilote en démence qui brise sa boussole, sa carte & ses compas. Aussi le vaisseau voguait au gré, des vents, & l'écueil s'est enfin rencontré.

L'influence du Gouvernement agit puissamment sur les idées des hommes; aussi le vrai mérite a-t-il été long-tems une sorte de ridicule. Sans intérêt pour s'instruire, on a préféré le Charlatanisme des talens, qui, moins dangereux & moins pénible, menait plus sûrement à la fortune & au bonheur. Un vernis de connaissances s'est répandu sur la Nation; par-tout on a trouvé l'apparence du talent au lieu des talens, de l'esprit & peu de bon sens, point de génie, mais une abondante médiocrité. Aussi un homme de ma connaissance dit assez plaisamment de ceux qu'il ne trouve point inftruits: il est ignorant comme un homme de lettres.

Le nom d'homme de lettres me paraît une expression qui ne sournit point une idée nette. Je me sâche souvent de cette pauvreté de la langue française, qui désigne, par le même nom, nombre de choses très-dissérentes. C'est une des principales sources des erreurs des hommes. Car ensin, quand on désigne, par le nom d'homme de lettres, Montesquieu & l'Auteur d'un des pamssets du jour, l'historien Raynal & le traducteur Blavet, il faut convenir que c'est abuser de l'expression, ou abuser des talens. Je conçois bien que l'Abbé Blavet, brouille du papier en traduisant l'Anglais, comme l'Abbé Raynal en instruisant les Peuples. Mais encore l'Architecte qui invente, & le goujat qui gâche, ne peuvent passer sous le même nom.

### LETTRE XVI.

## MILORD,

Votre esprit embrasse tout, & rien de ce qui appartient aux sciences ou aux arts ne vous est étranger. Mais accoutumé à tant de richesses, vous ne soupçonnez guere la disette chez autrui, & votre ami-

tié impose, sans s'en douter, l'obligation de vous ressembler. Vous croyez qu'il sois facile aux autres, comme à vous même. de passer des discussions les plus profondes des sciences exactes, aux dissertations legères des arts agréables; & yous imaginez qu'on ne peut avoir fait le voyage d'Italie sans être devenu virtuoso. Ou peut - être croyezvous que la manie des pays où l'on vît nous gagne insensiblement, & que je dois parler ici, même des choses que je n'entendrais pas. Quelle que soit votre idée, sérieuse ou plaisante, vous voulez que je vous rende compte de l'histoire de la musique en France, & de la révolution qu'elle a éprouvée. J'obéis.

L'Italie fut le berceau de tous les beaux arts. Déjà elle avait ressuscité, imité, presqu'égalé tous les chess-d'œuvres de la Grece & de Rome, que le reste de l'Europe croupissait encore dans une ignorance grossière. Mais bientôt tous

les Peuples allèrent puiser à cette source féconde des grand talens. Chacun s'appropria une partie de cette brillante acquisition. L'amour commença partout à parler le langage de la Poésie. Le burin ou le pinceau, conservèrent la sigure & la mémoire des Grands Hommes. Une architecture élégante & noble s'éleva sur les lourdes masses du genre gothique renversé. Après le règne injuste des armes, & l'odieux règne de la superstition, l'Italie commença la troisième époque d'une domination universelle, celle des talens.

L'impulsion que donna aux Italiens cette heureuse révolution, leur sit perfectionner, porter plus loin, peut-être, que leurs maîtres, tout ce qui tenait plus à la délicatesse des organes & à la grande sensibilité qu'elle produit.

La Musique existait chez tous les Peuples. Elle y était, sans doute, aussi ancienne que leur réunion; car le bonheur

SUCHUM.

de l'homme fut son premier desir, & le chant en sut l'expression. Un des premiers Arts cultivé, & par conséquent soumis à quelques règles, dût donc être celui de la Musique. Il sut long-tems réduit à la grossièreté de ces règles premières, qui produisirent ensin le système harmonique. Il naquit dans le Nord, & se sentit du climat qui le sit éclore. Borné au seul physique des sons, & n'agissant que sur les sens, il ne porta point ses impressions jusqu'à l'ame. Telle sut long-tems la Musique de l'Europe, uniquement occupée de la combinaison des sons, & qu'on a appellée Musique naturelle.

L'Italien, plus instruit, plus sensible, ou plus délicat, sentit bientôt que ces sons, qui ébranlaient l'oreille, ne disaient rien à l'ame; qu'en appliquant la Musique aux passions diverses, elle devait les peindre; il sentit que l'harmonie seule n'était propre qu'à frapper l'oreille d'un éclat & d'un bruit stérile; que la Musique

Musique des oiseaux avait un tout autre caractère; qu'elle ravissait uniquement. par-la douceur des accens, & la mélodie des inflexions. Ces réflexions donnèrent l'idée de la Musique imitative. Bientôt l'expression de la mélodie donna à la Musique cette vie, ce sentiment qui lui manquaient: bientôt, par des inflexions vives, accentuées, &, pour ainsi dire, parlantes, elle exprima toutes les pasfions, peignit tous les tableaux, rendit tous les objets, & porta, dans l'ame de l'auditeur, les langueurs de la volupté, les emportemens de la douleur & du désespoir, & l'égarement de toutes les pasfions.

Frappés d'une nouveauté si séduisante, entraînés par le sentiment, plus impérieux encore que les préjugés, tous les Peuples abandonnèrent leur système purement harmonique. La vanité d'avoir une Musique distincte ne put ralentir l'impulsion du plaisir. Allemand, Ang

Tome I.

A STATE OF THE STA

glais, Espagnol, tous adoptent un système qui fait éprouver des transports, du délire, là où l'on n'avait jusqu'alors entendu que des sons. Il n'y eut plus de Musique que la Musique Italienne.

Malheureusement la France avait produit un homme à qui la Nature avait donné du génie, sans goût pour le guider. Il ne vit, dans la Musique, que ce qu'il sentait, & il ne sentaitrien. Semblable au Peintre, qui, uniquement occupé des proportions, ne compterait pour rien les ombres & le coloris, qui seuls produisent l'effet & l'expression; il ne s'occupa que de la combinaison des fons. Il chercha moins à former fa Musique sur les mouvemens de la Nature, qu'à soumettre la Nature à ses calculs. Il produisit beaucoup d'accords & de bruit, mais aucune émotion. J'en demande pardon aux admirateurs de Rameau. Avec eux, je l'appellerai grand ; c'est la dénomination du génie. Mais qu'on me passe le

reproche qu'il mérite du défaut de goût & d'expression. Le respect dû aux Grands Hommes ne doit point s'étendre jusqu'à leurs erreurs. Qu'on me passe le reproche d'avoir inspiré à sa Nation, ou somenté la prétention d'avoir une Musique distincte, de l'avoir mise derrière tous les autres Peuples, en fait de Musique, quand, dans tant d'autres connaissances, elle les a devancés à pas de géant.

Ce serait ici peut-être l'occasion de dire ce que c'est que le goût. Mais de toutes les abstractions, c'est celle qui offre le plus de dissicultés à l'analyse. Il est bien plus aisé de le sentir que de le définir. Serait-il enfant du génie, ou simplement un produit de l'étude & de la réslexion? Analysons sa marche, & le résultat pourra-peut-être tenir lieu de définition.

Dans l'origine de tous les Arts, le génie invente & crée. L'imagination, libre de toute gêne, en courant après l'Art, s'éloigne d'abord de la Nature. Cependant l'étude, la comparaison & la patience, liment, polissent & persectionnent. Mais on n'est point encore à l'époque du goût. Bientôt les productions se multiplient: la rivalité enfante la critique; la critique, en éclairant les Artistes, les rend plus circonspects. On règle son imagination; on lui permet moins d'écarts, & l'Art, privé de ces fantaisses, est forcé de se rapprocher de la Nature.

Mais la Nature elle - même est un mélange de beauté & de laideur, de délicatesse & de grossièreté. Tous ses tableaux offrent le désordre à côté de la persection. Dès que le talent a fait cette remarque, dès qu'il a appris à distinguer toutes les nuances agréables, à marier ses couleurs d'une manière toujours stateuse, c'est alors que le goût dirige ses pinceaux. Tout ce que trace sa main habile est une imitation de la belle Na-

enchantent davantage à mesure qu'on est plus éclairé; plus l'œil est fin, plus il y découvre de finesses. Elles offrent au connaisseur délicat, ces beautés imperceptibles, ces je ne sais quoi, tous ces riens qui valent tant, & qui feraient supposer un sixième sens dans ceux qui les apperçoivent. C'est ensin le Statuaire done l'art rassemble, dans un seul objet, muses les beautés que la Nature ne produit que d'une manière éparse, & sa Vénus est le chef-d'œuvre du goût.

Cependant Genève avait donné à la France un Ecrivain qui, s'il n'eût été qu'Orateur, aurait déjà acquis un grand nom. Mais cet homme extraordinaire, politique comme Montesquieu, Musicien comme Tartini, réunit tous les talens qui font vivre à jamais. Rousseau osa le premier fronder un préjugé, qui humiliait à ses yeux une Nation qu'il avait adoptée. Il dit que les Français n'avaient

point de Musique, & on le traita d'insensé. Il le redit, & le prouva. Prouver en pareil cas est, comme on sait, irriter la contradiction. On voulut excommunier le premier qui parla d'inoculer; on aurait volontiers excommunié Rousseau pour cette inoculation musicale. Heureusement le plein-chant ne s'écrit pas sur cinq lignes; la dissérence le sauva.

Ceux que l'habitude ou le préjugé n'avaient pas recouvert d'un double airain, commencerent à soupçonner que la Musique ne devait pas s'en tenir à des accords insignissans; que pour émouvoir les passions, il fallait les peindre; que pour produire ces essets moraux, il fallait joindre les sensations agréables des accords à l'expression de la mélodie. Les esprits se partagèrent, & la Musique sit secte. Mais la dispute demande des objets de comparaison, & l'Opéra-Comique ne remplissait point cet objet. En vain Gretry, par une composition variée & expressive, avait sait éprouver les essets des passions contrassées, avait sait l'éloge d'un genre de Musique, dont il avait puisé le goût à la bonne source. Les Chevaliers de la Vieille-Dame souriaient dédaigneusement à ces agréables bagatelles; mais ils n'admettaient point d'assimiler une simple Bergère, toute gracieuse qu'elle était, à leur antique Dulcinée, & les nouveaux croyans n'étaient point reçus à la comparaison.

Il fallait une Musique qui, comme celle de Rameau ou de Lulli, sit parler les Dieux & les Diables. Gluck apporta l'enser\*. Ce sut le signal du ralliement & du combat. La secte moderne adopta le nouveau venu, sans trop examiner s'il répondait au nouveau système. Dans le besoin, on fait arme de tout. Gluck offrait quelque différence. Sa marche savante n'était pas guidée par un goût sûr: il sai-

<sup>\*</sup> Orphée.

sait pleurer Orphée \* sur le ton qui eût dû peut-être faire danser les diables. Mais ces contre-sens échappèrent à l'enthousiasme. Sa musique du moins n'offrait pas uniquement de l'harmonie. Elle peignait, non pas toujours la belle Nature, mais elle peignait. C'en sut assez pour l'adopter. D'ailleurs un inter-

Les douleurs excessives ne s'expriment point par des éclats. L'ame navrée de douleur, ne trouve ordinairement, ni larmes, ni expressions. Quand elle peut se faire entendre, ses accens sont prosonds, lugubres, mal articulés. Peut-être après s'être ainsi épanchée, le désespoir viendra l'exalter: sa peine se changera en sureur: des cris succèderont à ses accens plaintifs. Mais ce seu se consume bientôt par sa propre violence. L'ame épuisée, retombe dans son premier anéantissement. Voila ce que devoit éprouver Orphée, & non crier d'abord sur un ton demi-surieux, demi-sautillant: Jai perdu mon Euridice.

valle trop grand eût été plus difficile à franchir; pour plaire aux Français, il fallait, peut-être, d'abord un compositeur qui se rapprochât un peu de leur genre, & qui leur servît de planche pour le passage. Aussi on gagna peu pour le goût, mais on lui ouvrit une entrée.

C'était beaucoup d'avoir admis une concurrence; en tout elle produit lebien. Piccini arriva. Sa réputation l'avait dévancé. Cent Opéras, dont un grand nombre étaient des chef-d'œuvres, attirèrent fur lui tous les yeux. Nouvelle secte! nouvelle lutte! tout devint Glouckiste ou Picciniste. Je ne parle point des Ramistes. Ils poussaient de vains cris : on croyait entendre la Musique de leur maître, & l'on bouchait ses oreilles. Ce fue alors le grand moment de crise. Il fallut être pour l'Allemand ou pour l'Italien. Les esprits s'échaufferent, les passions se heurterent; l'on ne s'entendait plus. L'un admirair dans Gluck l'expression qui lui

manquait; l'autre, dans Piccini, un goût qu'il n'avait plus. Jamais l'on n'en-

tendit plus d'héréfies musicales.

Gluck céda le champ de bataille, satissait du prix d'une leçon qui n'eût pas tant valu en pays connaisseur. Les Piccinistes triomphèrent; l'étendart italien s'arbora; une troupe ultramontaine parut sur la scène, & les deux rivales, chose incroyable! la riante Nymphe d'Italie, & la bruyante & renfrognée Déesse de Rameau habitèrent le même palais.

Mais l'enthousiasme est comme la sumée; un instant le dissipe. Le théâtre était désert. Cette Musique si vantée, n'avait plus d'admirateurs. Les Ramistes, qui n'étaient pas morts du coup, réprenaient courage, & une erreur manqua rétablir le monopole de leur ancien charivari. En esset, disait-on, que sont devenus les attraits de cette Musique enchanteresse? Nous avons l'un des plus grands Maîtres d'Italie; nous avons ces Virtuose si vantes; c'est la lingua musieale, & avec tout cela nos espérances sont trompées; mais on ne sentait pas, ou l'on n'était pas à portée de sentir que les noms ne sont pas les choses. Une troupe d'Invalides, le rebut de l'Italie, un orchestre de Musiciens Français, absolument étrangers à cette expression, qui fait un des principaux charmes de la musique, ne pouvaient que désigner la Musique Italienne. On renvoya la troupe, & l'on sit bien.

Cependant la Musique Italienne avait pris racine aux deux théâtres; elle avait enchanté dans l'Opéra-comique de la Colonie. Nombre de partisans se déclaraient pour elle; quelques-uns, guidés par un goût naissant; la plupart, entraînés par le simple amour de la nouveauté. Le Concert spirituel lui-même, cédant à l'opinion nouvelle, admettait & Musique & Cantatrices Italiennes. Les extrêmes s'y étaient succédés, & l'on enten-

dair, avec transport, les compositions des Sacchini, Piccini, Paesiello, Anfossi, là où, peu d'années auparavant, la voix sexagénaire de la le More avait encore surpris des applaudissemens pour la désunte Musique de Rameau: tant on est pieusement respectueux pour tout ce qui est antique! Mais tout est bien, dit Candide, dans ce meilleur des mondes. Il fallait, sans doute, que le goût passat par cette silière grossière, pour arriver à la persection. Hâtez-vous lentement, est sur-tout sa dévise.

Piccini cherchait pourtant à tirer parti des circonstances. Il donnait sa Viturine à Londres, il en donnait d'autres à Paris, à la Cour; mais par-tout avec peu de succès, & peut-être était-ce sa propre saute. Si Voltaire eût eu à débuter chez une Nation étrangère à ses talens, ç'eût été par Zaïre, Mérope & Mahomet; par les ensans de la vigueur de son génie, qu'il aurait cherché les applaudis-

semens. Les fils débiles de sa vielliesse n'auraient pu que nuire à sa gloire. L'Auteur de l'Esclave reconnue, de tant d'autres compositions brillantes, aurait dû de même s'en reposer sur tant d'Ouvrages estimés à juste titre; faire parodier du français sur cette Musique enchanteresse, & non parodier lui-même sa Musique sur une langue qui lui est étrangère. Il s'en prit à la chose même d'un esse de son erreur. Il abandonna un genre qui l'avait ceint de lauriers pendant trente ans, pour se livrer au sérieux, qui jusqu'alors ne lui avait procuré que des épines.

Ce grand genre était sur-tout le talent de Sacchini. Il était tendre, léger, délicat dans le comique. Sa savante composition mariait la plus douce mélodie a l'harmonie la plus brillante. Son style saississait tous les genres, peignait toutes les passions, rendait toutes les images; mais c'était sur-tout dans le sérieux,

que se déployaient plus en grand tous les ressorts de son art. Il vint disputer le champ de gloire à un rival qui s'y étayait depuis six ans. Dans un pays de cabale, où c'est une loi d'ameuter tous les insectes contre le mérite nouveau, où l'on jure aveuglément par ce que l'on connaît déjà, & contre ce qu'on ne connaît pas encore; ce fut beaucoup de forcer l'inquiétude à l'attention, & l'envie au filence. La rivalité échauffa les Compétiteurs. Renaud remplaça Athys; Didon vint ensuite pour partager les applaudissemens avec Chimène, Edipe & Évélina. L'Académie de Musique resta presqu'entièrement livrée au génie Italien.

L'Opéra-comique contribuait, de son côté, à cette révolution musicale. Une nuée de compositeurs subalternes s'était élevée tout-à-coup. Chacun arrivait avec un porte-feuille d'Italie; & en s'attribuant la Musique qu'ils parodiaient, ils ne servaient pas moins, par cette impos-

ture, à consolider le nouveau goût dans la Nation.

Telle a été la marche du changement qui s'est opéré depuis dix ans; mais l'art a-t-il pour cela fait de grands progrès dans la Nation? J'en doute. La Musique fut long-tems négligée en France. Cette insouciance produisit deux choses: une ignorance générale sur cet objet, & un défaut d'émulation dans les Artistes. L'Auditeur en savait trop peu pour connaître le mérite, ou exciter l'amour propre du Musicien; & le Musicien en savait toujours assez pour éblouir l'Auditeur. Tout d'un coup l'enthousiasme pour la Musique Italienne, a saisi tous les esprits: mais l'épidémie a agi avant qu'ils fussent préparés, & l'on s'est trouvé dans le cas de ceux que la vivacité fait parler avant de penser. La légéreté naturelle à la Nation, a encore augmenté la confusion. Pour parler sur une matière, il faut avoir acquis des idées. On n'avait

point d'idées, & on parlait pourtant. Ceux-mêmes qui semblaient faits pour diriger ou rectifier les idées nationales, en augmentait la confusion; quelques expressions infignifiantes, des éloges vagues servilement donnés aux talens les plus médiocres, cette toujours merveilleuse exécution d'un grand orchestre. lors même qu'il a le plus détonné, étaient toute l'instruction offerte à la curiosité par les Ouvrages périodiques. La voix franche d'un chanteur, ou la voix large d'une cantatrice, présentaient des mots fans idées. La voix large d'une actrice n'est pas moins difficile à concevoir, que sa voix étroite. Ce sont les efforts d'un homme qui parle sans s'entendre, qui rend des idées vagues par des expressions vides, & croit le Public assez bon pour admirer celui qu'il n'entend pas. Si le goût national se forme, je doute qu'on doive l'attendre de semblables moyens.

L'art me paraît en France au point où

Il se trouvait en Italie avant Durante. Une Musique bruyante dominoit sur le théâtre; elle devait son règne au mauvais goût de la Poésie théâtrale. Le Tasse & l'Arioste avaient rempli les têtes d'extravagances; c'étaient toujours féeries, enchantemens. Les dieux, les diables étaient en possession de la scène, & ce goût gigantesque & sauvage, mettant tout hors de la Nature, enfantait une Musique non moins extravagante.

Métastase parut. Ce Poëte de la Nature, cet organe de la tendresse & du sentiment le plus délicat, offrit à l'Italie ses pièces à jamais immortelles. On ne vit plus des chars volans, de dragons aîlés, Cerbère & les enfers, dignes amusemens des bonnes & des enfans; mais les passions de l'homme, les soupirs enflammés de l'amour, les fureurs de la jalousie, les égaremens de la douleur & du désespoir. Les féeries, les démences des siècles d'ignorance tombèrent dans Tome L.

le mépris qui leur était dû. Ce fut dans la Nature, dans cette mine inépuisable, qu'on chercha désormais tous les ressorts qui émurent un spectateur éclairé.

Quand la musique fut forcée de rendre les mouvemens de la Nature, de peindre des effets connus, l'art devint plus difficile & la difficulté, nécessitant l'étude, produisit la persection. La poésie lui servait de guide; la musique, en se mariant avec elle, devint une seconde langue plus accentuée, plus remuante, qui donnait à la Poésie un nouveau dégré de chaleur & d'expression. Le célébre Perez, tant d'autres grands Artister surmontèrent ces difficultés. Le Poëte avait enrichi l'art, & l'art prêta au Poete de nouveaux charmes. L'Italien porta bientôt ce talisman chez toutes les Nations, & par-tout, excepté en France, son effet fut irrésistible.

Cependant la musique, enivrée d'éloges, oublia bientôt à qui elle devait tant de gloire: elle crut pouvoir voler de ses propres aîles. Elle voulut s'attribuer à elle seule un honneur qui vou-lait être partagé. Métastase sut oublié; la Poésie négligée; elle ne servit plus que d'une espèce d'échassaudage. Mais, dans son aveuglement, la musique perdit une partie de ses charmes. L'Acteur ne sut plus qu'un chanteur: la Scène devint froide & monotone: le Spectateur n'éprouva plus les émotions théâtrales, & les Opéras ne surent plus que des concerts. Cette erreur coûta cher aux Italiens; elle décrédita par-tout leurs théâtres.

Ces fautes des Italiens peuvent devenir, pour le goût naissant des Français, la leçon la plus instructive; c'est en bannissant de leurs théâtres ces abstractions ridicules qui, n'étant que le délire de l'imagination, ne prêtent point à la musique d'objet d'imitation; c'est en exigeant de leurs poèmes de grands esses naturels, de grandes passions, des pein-

tures vraies & frappantes, qu'ils créeront une musique imitative, de grands effets & des plaisirs réels. A mesure que le goût du Public s'épurera, il exigera davantage ; il ne permettra point que le Poëme, dont il est bon juge, soit facrifié à la musique. Le compositeur, forcé de suivre l'Apollon qui le guide, se remplira de l'esprit du Dieu; la musique en deviendra plus parfaite, parce qu'elle sera plus imitative. Le Poète lyrique lui-même apprendra à n'employer que les expressions douces, sonores, & chantantes; il faura éviter toutes ces consonnes nazardes ou rudes, qui choquent l'oreille: tandis que le compositeur saura glisser avec adresse sur les obstacles que la langue même rend inévitables. Inftruit, contenu, perfectionné par ce goût général, l'Acteur ne croira plus que crier soit chanter; que le plaisir s'exprime comme la colique. Sa voix circonfcrite dans son diapason, ne forcera

plus ces sons de gorge ou de tête, qui désespèrent les oreilles délicates; & s'il ignore la méthode, il apprendra de Madame Sainte-Huberti, à moduler, à siler ses sons, & à donner aux accens français la douceur de l'Italien. L'orchestre ensin saura alors qu'il n'est qu'un accompagnement; & soutenant le chanteur au lieu de le couvrir, marquant toutes les nuances des piano & des sorte, il sournira les ombres à un tableau porté alors à sa persection.

#### LETTRE XVII.

### MILORD,

LES Notables ont enfin décidé, & la pluralité est pour le maintien des formes antiques. Vous l'aviez présumé comme moi, & j'ai peine encore à me rendre raison de cette Assemblée, qui, tout au

moins, devait être inutile. Il faut être fourni d'une vertu bien robuste pour se dépouiller soi - même de privilèges antiques, qui flatent tant la passion dominante de l'homme, l'amour du pouvoir. Les hommes isolés sont quelquesois capables de faire ce facrifice au desir de l'estime publique. Mais quand ils sont réunis, il semble que la honte d'une action peu louable s'affaiblisse en se partageant; ce qui tombe fur l'être métaphysique collectif, n'affecte point les membres, & ce qui ferait rougir l'individu, ne fait que glisser sur le Corps. Le Clergé en fournit la preuve lors des premiers Notables. Ses membres isolés y exprimèrent la résolution de sacrifier leurs exemptions. Cette expression de justice fut ensuite désavouée par le Corps.

Il faut pourtant rendre justice à quelques membres de la grande Noblesse, dont le dévouement au bien public ferait honneur, même à des Anglais, & j'aime à croire que le reste eût pensé comme eux, s'ils n'avaient pas été induits en erreur. La Noblesse, en général, se montre dans les discussions franche & défintéressée. Comme ses idées ne sont pas viciées par l'habitude des dissertations subtiles, elle est confiante en affaires, docile aux raisons qui la frappent; mais aussi elle se laisse aisément subjuguer par les sophismes. Aussi sera-t-il toujours dangereux de la réunir avec l'Eglise ou la Robe, jusqu'à ce que l'habitude des discussions politiques ait, comme en Angleterre, fixé ses idées sur ces matières, l'ait prémunie contre les surprises, l'ait enfin formée à l'étude des objets politiques & d'administration. Jusqu'alors elle sera éblouie, subjuguée, entraînée par des hommes consommés dans l'art des **Subtilités** 

Le bon Henri IV avait, dit-on, entendu plaider deux Avocats contradictoirement, & tous deux lui parurent

K 4

etudié l'art de défigurer la vérité, & cet escamotage sophistique lui faisait illusion. N'en serait-il pas aujourd'hui de même de la Noblesse Française? Et ne serait-elle pas dupe des illusions du Prêtre, qui a long-tems cru ne rien devoir à l'état, & des prétentions des annoblis qui voudraient y contribuer le moins possible?

Car enfin, tous sont prêts à abandonner toute exemption pécuniaire, & l'on s'acharne à conserver les moyens de les maintenir. Les Etats-Généraux sont composés de trois Ordres. Deux de ces Ordres jouissent des exemptions. Ils n'ont donc qu'un seul & même intérêt. Il ne se trouve donc que deux intérêts à discuter, l'intérêt du privilégié, & celui du non-privilégié. Pour que la discussion soit à moyens égaux, il faut donc qu'il y ait autant de Représentans du nonprivilégié que du privilégié; & pour que cette partie de représentation ne soit pas illusoire, il faut qu'on compte les voix par tête.

Non - seulement un apperçu si simple est obscurci par les sophismes; mais par unabus de raisonnement inconcevable, on va même jusqu'à vouloir persuader que c'est pour l'avantage du Peuple qu'on se réserve deux voix contre la sienne. J'aimerais autant qu'on liât un bras au Gladiateur Humfreys, & qu'on voulût lui persuader qu'avec un bras, il acquérerait un avantage sur les deux bras vigoureux du Juis son antagoniste. Je doute que Humfreys eût consiance à l'avis, &, à coup sûr, ceux qui parient pour lui, retireraient la mise.

Un Magistrat, dont le nom s'est fait citer dans l'Assemblée des Notables, disait, à propos de cette question: S'il s'agit de payer, je me regarderai comme Roturier; mais s'il est question des droits de la Noblesse, je me croirai plus Gentilhomme qu'il ne m'appartient de le dire. On répétait cette sentence dans le monde avec une sorte d'enthousiasme. J'avoue que j'y cherchais en vain autre chose que l'égoïsme personnel & l'égoïsme de Corps. Qu'en dites-vous, Milord? me disait le Comte de... Cela n'estil pas noble? Oui, plus noble que juste, répondis-je. Il me semble que M. le P. G. a intention de faire l'aumône à l'Etat, & qu'il tient sort au droit de ne la pas faire. Mais ce droit peut-il appartenir à aucun Citoyen?

Alimenter la force publique est une nécessité. L'alimenter dans la proportion de ses facultés est une obligation. Aucune propriété ne peut s'en affranchir; aucun pouvoir ne peut en exempter; puisque ce contingent devrait se verser sur les autres propriétés, & que, chacun ne devant que sa cote part, ce serait un vol maniseste.

En quoi confistent en France les droits

des privilégiés ? C'est, d'un côté, de ne point payer nombre d'Impôts sous diverses dénominations, comme tailles, corvées, milices, logemens de gens de guerre, &c.; de posséder exclusivement tous les emplois honorables ou lucratifs du Gouvernement : d'un autre côté, de jouir du droit de maintenir ce partage extraordinaire, sous l'apparence de formes légales; c'est-à-dire, d'avoir une prépondérance infaillible dans les Assemblées & les décisions nationales, au moyen de deux voix contre une. Ces droits sont donc toujours en dernière analyse, ou comme moyens, ou comme esfets, de ne point fournir son contingent à la force publique, & d'en retirer tout l'avantage.

Ainsi donc vouloir être Roturier & Gentilhomme en même-tems, n'offrait un sophisme dans la bouche du Magistrat, puisque porter & ne pas porter les charges publiques, implique contradic-

tion. Sous ce voile de modestie personnelle & de courtoisie pour la vieille Noblesse, c'était lui dire: Soutenez des privilèges qui sont notre importance. Des annoblis n'ont pas bonne grace, en maltraitant lesein qui les porta. L'époque est trop voisine pour oser en altérer la vérité. Mais vous dont l'origine est une sable accréditée, osez montrer aux hommes un mépris auquel les préjugés les ont accoutumés. Vous vous montrerez, & nous serons derrière à vous sournir des armes.

#### LETTRE XVIII.

## MILORD, applicand onto the se

C'ÉTAIT un grand objet de curiosité de voir comment le Ministre se tirerait de l'embarras où le jettait la décision des Notables. Il avait pour lui, il est vrai, l'opinion de Monsieur, le sentiment de quelques Nobles estimés, & déjà connus par leur patriotisme & le vœu public; mais il trouvait contre lui les Princes & la foule des Notables. Devait-il être subjugué par l'autorité du grand nombre, ou sidele à ses principes, le verrait - on fronder des préjugés antiques & robustes, braver les cabales d'une Cour orageuse, & mettre, sous les yeux du Prince qui la cherchait, une vérité si long-tems combattue?

La Noblesse & le Clergé comptaient sur ses craintes & leurs intrigues; la foule, qui ne calcule point, disputait sans s'entendre; mais le petit nombre d'esprits, accoutumés à comparer & à juger, savaient d'avance que le Ministre n'avait point à balancer. Appellé au Ministère par l'estime publique & l'urgence des besoins, les principes consignés dans son administration, la justice, l'honneur, un intérêt impérieux lui imposaient la loi de

Peuple, ou d'abandonner le poste. Tout autre parti nécessitait sa chûte; & une chûte honteuse. Celui-là seul pouvait le maintenir; & si la chûte n'était pas impossible, si les circonstances & l'espoir du Peuple ne la rendaient pas impraticable, elle ne pouvait du moins manquer d'être glorieuse. Aussi le Ministre, qui

calcule, ne s'est point égaré.

La question se réduisait à deux points principaux : donner aux non Privilégiés autant de représentans qu'aux Privilégiés: compter les voix par tête, & non par Ordre. Le Ministre adroit ne s'est permis de prononcer que sur le premier; l'autre reste indécis. Trancher sur tout chez une Nation qui aime la dispute, c'est peut-être se préparer un choc d'opposition trop puissant; mais en laissant quelque chose d'indécis, on affaiblit l'esset par la division des esprits. Ceux qui aiment la dispute, perdent bientôt de vue

l'objet décidé, pour s'emparer de celui qui est encore de leur domaine; & chez les Français, plus encore que par tout ailleurs, on s'occupe bien davantage de ce qui se fera, que de ce qu'on sait qu'on doit faire.

Au reste, l'assaire est beaucoup plus décidée qu'elle ne le paraît. En mettant aux Etats le Peuple en forces, on lui a fourni les moyens d'empêcher l'abus dans la manière de voter. Le ministère a posé le principe; il a laissé à la Nation à tirer la conséquence.

Au milieu de tant d'oppositions & d'intérêts divers, il faut rendre au Prince une justice, (vous savez que je n'aime point le mot d'éloge) dont l'histoire fournit peu d'exemples. Balotté par des Ministres, qui lui ont aliéné l'amour de ses Sujets, il en est peu cependant qui méritent plus leur reconnaissance par le desir qu'il montre de leur bonheur.

Les Princes ont le malheur d'être peu

Instruits. A l'éducation la plus mauvaise, ils joignent une somme d'idées fausses, qui leur préparent d'éternelles illusions; & ceux qui les environnent, sont comme ces glaces qui ne résléchissent que des objets dénaturés; mais au milieu de cette inexpérience, source de tant d'erreurs, il est pourtant une idée qui les frappe tous également, c'est l'amour du pouvoir. Tous y tiennent comme à leur existance; & combien cette passion désordonnée ne leur coûte-t-elle pas de crimes, & aux Peuples de malheurs!

Quelle admiration ne doit pas exciter le Prince, qui facrifie au bien-être de ses Peuples une passion si impérieuse! Dira-t-on que la force de l'opinion entraîne les Rois eux-mêmes, & fait la loi ? Je le veux. Mais en trouve-t-on beaucoup de dociles? Et ceux qui comptent pour quelque chose la tranquillité & le sang de leurs Sujets, n'ont-ils pas droit à leur reconnaissance? Croyez-vous qu'il

qu'il existe beaucoup de Princes affet justes pour faire de telles restitutions sans les faire acheter au prix de beaucoup de sang? En Angleterre même où le Prince doit avoir sur ses droits des idées plus modérées & plus circonscrites l'attachement aux prérogatives de la Couronne, n'a-r-il pas divisé la Nation, causé la guerre d'Amérique, épuisé nos fortunes, & versé le sang de nos frères? Et un Roi de France, un Prince élevé dans les erreurs féduisantes du pouvoir arbitraire, cede, aux vœux de ses Sujets, l'extension du pouvoir qui les blesse! & si le bonheur public est retardé, c'est plus par les prétentions opposées des Corps de l'Etat, que par l'opposition du Prince, qui accorde tout ce que la raison & la justice réclament. Je hais les monumens à la flaterie; mais j'avoue que je souscrirais volontiers pour une statue au Roi patriote.

Tome I.

abao septe Tompi

#### LETTRE XIX.

### MILORD,

L'ÉTIQUETTE des Cours fût toujours à mes yeux un objet d'étonnement & de ridicule. Si, d'un côté on s'étonne, que des hommes aient été assez esclaves pour avilir leurs semblables par des formules indécentes, on n'est pas moins surpris que les Princes se soient prêtés à toutes ces entraves qui font de leur vie une gêne perpétuelle. Le Code manièré de leurs actions. qu'on croirait apporté de la Chine pour leur tourment, pese sur leur existence & leur idées, & souvent occupe dans leur cerveau des cases qui pourraient être employées bien plus utilement. On dit qu'un grand Monarque en était si rempli, que c'était lui qui rappellait aux maîtres de cérémonies des étiquettes dont quelquefois

la rareté des circonstances faisait perdre

Dans l'une de ces petites Cours d'Allemagne, où l'étiquette & les généalogies sont les deux grands intérêts, une peine sévère était prononcée contre tout prophane qui aurait touché une des Altesses. Le seu prend au Palais. Les flammes gagnent l'appartement de la Princesse; elle appelle du secours à grands cris. Mais il fallait l'emporter dans ses bras à travers des flammes, & la loi terrible de l'étiquette glaçait le courage. C'était fait de son Altesse, si un Page, sur qui l'humanité l'emporta sur le préjugé, ne l'eût arrachée à la mort.

Cette maladie gagne jusqu'aux gens qui les approchent. J'ai vu un Ministre d'un grand Prince d'Allemagne si dominé par ces préjugés, que s'il eût parlé directement à un Roturier, il se serait cru dégénéré d'un quartier. Des qu'il avait à faire à un homme du Peuple, un intermédiaire était indispensable, & son valet-dechambre devenait la filière par laquelle les paroles devaient s'épurer avant d'arriver à lui.

La Cour d'Angleterre a aboli une grande partie de ces étiquettes ridicules, monumens de la stupidité & de l'orgueil de nos ancêtres. Tout homme honnête, quel que soit son origine, est admis à la Cour. Mais il nous reste encore l'usage, peu sait pour un Peuple libre, de sléchir le genou pour baiser la main des Princes.

En France, la présentation est plus noble pour les hommes. Les semmes y sont moins bien traitées; car baiser la robe, a quelque chose d'ignoble. Mais il est un usage dont il est difficile de se rendre compte. La curiosité m'avait conduit à Versailles avant d'être présenté nulle part. Je parcourais les appartemens. Arrivé dans l'œil-de-bœuf, beaucoup de gens entraient & sortaient de l'appartement du Roi. Je m'avance pour prositer

de l'ouverture de la porte. Elle était déjà repoussée. Je frappe: l'Huissier ouvre. On ne frappe point chez le Roi, me dit-il avec humeur; on gratte. On gratte! ce mot me tourmentait en m'en allant. Monsieur, dis-je à une de ces phifionomies bénignes, qui semblent dire: parlez, je suis prêt à vous satisfaire. On gratte! dites-moi, je vous prie, qu'entend-t-on ici par ce mot? Mais, Monsieur, gratter, c'est ce que font les chiens, -- Ah! le maudit Huissier! repris-je avec colère, il s'est donc moqué de moi .-- Ah! j'entens; c'est different, Monsieur: oui, c'est l'Huissier de la Chambre, fans doute. Vous êtes étranger; vous aurez apparemment coigné àla porte. Oh! il a raison, Monsieur; on gratte chez le Roi. Je n'ai trouvé personne qui m'ait su dire l'origine de cet usage extraordinaire.

L'étiquette, qui force les Rois de France à ne voir que des gens du quatorzième siècle, me paraît la plus terrible de toutes. L'aimerais autant vivre avec des portraits. Il faut convenir que c'est souvent chercher l'ennui trop loin.

### LETTRE XX.

## MILORD,

Le Royaume de France se forma par une succession de conquêtes, d'héritages, ou de concessions. Chaque Province apporta, conserva ses Loix, ses Coutumes, ses Usages. Là, ce su le Droit coutumier; ici, le Droit écrit. C'est un Ouvrage de pièces de rapport toutes dissérentes par leur sorme & leur couleur. Elles n'ont de commun que le vernis aristocratique qu'elles ont reçu dans l'assemblage. Ce vice politique oppose un bien puissant obstacle à l'œuvre du bien public! On devrait croire avoir beaucoup gagné en

portant le Prince à le vouloir. On n'a pourtant encore rien fait. Le difficile est de l'opérer, de vaincre la résistance des Corps, qui gagnaient tout au malheur

public.

Entre tant de Provinces dépouillées de leurs droits, il en est quelques-unes qui ont conservé encore le simulacre des formes antiques. Elles ont des Assemblées, que l'on nomme Etats, où l'Impôt est consenti & réparti. Telles sont la Bretagne & le Languedoc. En Bretagne, tout Evêque, tout homme né Gentilhomme est membre né des Etats, & le nombreux Tiers-Etat n'y est admis que par une représentation de quarante-deux individus. En Languedoc, le Clergé y prend place, mais la Noblesse n'y est représentée que par un certain nombre de Barons qui y entrent, non au droit d'élection, mais à titre des Baronnies qu'ils possedent, & le Tiers-Etat y est également en nombre incompétent. Ainsi, par le plus

L 4

monstrueux des abus, en Bretagne deux mille Gentilhommes plus ou moins, & tous les Evêques de la Province votent contre trois millions de Roturiers, sur tous les intérêts de la Province, & les charges à supporter. Et ces Roturiers n'ont que quarante-deux votes à opposer. En Languedoc, outré ce même abus contre le Peuple, la Nobsesse elle-même se voit représenter sans sa procuration, ni son consentement, par un petit nombre de Barons héréditaires, dont les intérêts séparés de ceux du Peuple s'isolent encore de ceux de la Noblesse, & qui peuvent malverser sans crainte de révocation.

Il faudrait sans doute, n'avoir aucune idée de justice, pour n'être pas choqué d'une organisation aussi vicieuse, aussi destructive du bonheur public. Il saudrait afficher l'égoisme le plus hardi, pour soutenir, comme des droits, des abus révoltans & odieux. Cependant, le croirez-vous bien, l'intérêt personnel.

qui, dans les Corps, ose tout, & ne rougit de rien, l'intérêt personnel soutient en Bretagne ces formes iniques. Mais espère-t-on, de bonne-soi, faire illusion?

Ces formes sont antiques, diton, la Noblesse jouit de ces droits de tems immémorial. Que prouvent ces allégations, sinon que l'abus est vieux? Mais le despotisme est un abus aussi ancien, sans en être plus juste. L'esclavage des Ilotes chez les Spartiates, la vente des Nègres par les Princes Africains, leur servitude dans nos colonies ont été ou sont de vieux abus, sans jamais devenir des droits.

Quel est l'aveuglement de l'intérêt personnel! Ces mêmes hommes qu'il égare aujourd'hui, seraient les premiers à déclamer contre l'abus qui rend sers les Peuples Russe ou Polonais; ils applaudiraient peut-être les premiers à une

Tome I. \* L 5

révolution qui les rendrait à ce droit inaliénable de liberté, dont les dépouille une injustice légale; tandis que le Gentilhomme Russe ou Polonais, jouant à son tour le rôle d'un égoïste cruel, employerait tout pour prepétuer un abus utile.

Le peuple Breton se conduit avec une raison calme, qui est l'esset sans doute de la consiance qu'il a dans la justice du Gouvernement, & des lumières qui sont en général plus ou moins répandues dans le Peuple Français. Un Peuple moins instruit serait plus dangereux; il ne se serait pas plutôt apperçu de ses forces, qu'il s'en serait servi pour étousser une opposition injuste. Tout, dans leur démarche, a été résléchi, raisonné, motivé: ils ont adressé leurs plaintes & leurs réclamations à ceux mêmes qui y ont donné lieu. Ils leur ont dit: deux classes de Citoyens décident des assaires & des

charges de la Communauté; les Privilégiés & les non Privilégiés , c'est-à-dire, ceux qui ne supportent qu'une partie des charges publiques, & ceux qui les supportent toutes. Mais si outre ce partage inégal, une triste expérience nous a appris que votre portion même pese encore sur nous, que des pensions multipliées, & sans titre, en faveur de vos Membres, en augmentent le fardeau, il est d'une justice absolue de réformer l'abus commis ou possible, en supprimant la cause. Notre représentation aux Etats est illusoire, puisque vous avez trente voix contre une, & vous n'en abuseriez pas dans le fait, qu'il faudrait encore vous ôter le moyen d'abuser. Sous l'apparence de la représentation, nous n'en avons point en effet; mais cette apparence même prouverait que la réalité a existé, que l'abus nous en a dépouillés; s'il était nécessaire de faits, là où les grands principes du droit naturel & de

l'association prononcent impérieusement. Point d'acte légal en fait de législation ou d'impôt, qui ne soit consent: point de consentement qui ne soit libre & le vœu de tous: point de vœu général, là où des Corps privilégiés & peu nombreux ont trente voix contre une de la part d'un Peuple immense. Quand vous aurez rétabli cet équilibre indispensable, nous nous rendrons aux Etats. Sinon, non.

Quand les prétentions sont injustes; on met l'entêtement à la place de la raison. C'est ce qu'ont fait la Noblesse & le Clergé Bretons. Une scission en a été la suite. Les Privilégiés ont continué des séances, nécessairement illégales, puisque la Nation n'y assistait pas. Les esprits se sont échausses, & le fanatisme des Corps a dicté aux Aristocrates le serment de maintenir les sormes antiques; serment nécessairement absurde & coupable, puisque le maintien de l'in-

justice ne peut former que la matière d'un serment inique; que les Etats-Généraux peuvent & doivent en décider autrement; & que le bien public étant la suprême loi, la foi des Bretons, à leur serment, deviendrait un double crime.

#### LETTREXXI

# MILORD,

JE ne connais point le Dauphiné, mais j'ai bonne opinion de l'esprit public de cette estimable Province. Elle avait perdu l'usage d'assembler ses Etats Provinciaux. Elle a réclamé & obtenu du Souverain le droit de les reconstituer. Mais oubliant les abus de l'ancien système séodal, les Corps n'ont point menti à leur conscience; guidés par l'esprit de justice, ils ont sacrissé des prétentions

abusives à l'intérêt général. Chaque Oradre a obtenu une représentation en raisson combinée du nombre de ses Membres & de ses possessions, & le Peuple ou le non Privilégié y a un nombre de Députés égal à celui des deux Ordres privilégiés. C'est la Noblesse elle-même qui a posé, reconnu & adopté ces principes équitables.

Le Dauphinois pourra se glorisser d'avoir une Noblesse qui, par ses sentimens plus que par des prérogatives odieuses, à cherché une considération qu'elle mérite; que son noble désintéressement, plus que des titres vains, place à la tête de la Province, pour y recueillir, de la part de leurs Concitoyens, un respect pro-

duit par l'estime.

La Noblesse qui n'aime point le Ministre, lui impute d'avoir, par intrigue, subjugué les Dauphinois, d'avoir fait leur thême sur la formation de leurs Etats, pour avoir ensuite un exemple frappant

à l'appui du système favorable au Peuple. Mais que conclure de ses allégations vraies ou fausses? Toujours est-il vrai que la Noblesse & le Clergé ont sacrifié leurs prérogatives au bien public. qu'ils ont par-là bien mérité de la Patrie. Toujours est-il vrai qu'ils ont adopté un plan sage & équitable; & si l'envie leur arrache l'honneur de l'invention. du moins ne pourra-t-on leur ôter le mérite du bon esprit & de la vertu généreuse qui l'ont fait adopter. C'est une noble & grande leçon qu'ils ont donnée au reste du Royaume. Malheureusement elle n'a pas fait sur les Bretons l'effet qu'elle eût dû produire.

Le Tiers-Etat, avant de sièger aux Etats, avait exigé des Ordres privilégies une réponse cathégorique sur le redressement de ses griess. N'ayant pu l'obtenir, il s'était retiré, & avait péremptoirement resusé de prendre part à des délibérations, dont il ne reconnaissait pas la légalité. La Cour, pour se méndager le tems de pacisier & d'accorder les esprits, avait remis les Etats au 3 de Février. Les Privilégiés n'en tinrent compte, & persistant dans le maintien de leurs formes, ils continuèrent les séances jour & nuit, comme si les Etats eussent été complets. Vous sentez bien, qu'au lieu de traiter des affaires, on aigrissait son humeur, on fortisiait le ressentiment, on se préparait à l'aveuglement & à des démarches toujours dangereuses, quand elles sont l'esset d'une semblable sermentation.

Tout-à-coup cinq à fix cents porteursde-chaise, valets, gens à gages des Privilégiés, s'assemblent par rendez-vous dans le champ de Montmorin. Ils entrent ensuite en sorce & en armes dans la Ville, se rendent au lieu de consérence du Tiers-Etat, & sous prétexte d'en faire partie, troublent l'Assemblée, provoquent une rixe qui finit par l'essussion du sanga sang. On sonne l'alarme; le Peuple se réunit; on repousse l'attaque de ces forcenés jusqu'au lieu où les Etats se tiennent. Les Nobles ont l'indiscrétion d'avouer l'insulte en la protégeant; quelques-uns sortent de la salle, & sondent sur le Peuple les armes à la main. La crise devient plus violente. Chaque parti sournit des victimes de cette démence, & le sang des Citoyens coule sous le glaive des prétentions des Corps.

S'il est odieux d'imputer aux Privilégiés cette Assemblée extraordinaire d'hommes représentans la servitude, & ses essets funestes, sans en sournir des preuves convaincantes, il est également impossible de ne lui pas supposer une cause & des agens secrets; & malheureusement pour les Privilégiés, le Tiers en était l'objet, en a été la victime, & devait peut-être l'être encore davantage. Malheureusement encore pour les Privilégiés, quelques-uns de ces conjurés ont,

Tome I. M

en mourant, déclaré avoir reçu de l'argent pour cette mission, & la déclaration en a été confignée dans des procès-verbaux. De pareils faits constatés seraient sans doute la matière d'un crime capital. Car il ne reste pas même l'excuse des prétentions diverses, que fournissent généralement les tems de trouble. Personne n'ignore que la première qualité requise, dans le représentant d'un Peuple, est d'être un homme libre & indépendant; que par conféquent la classe des domestiques, depuis ceux du Roi jusqu'à ceux du dernier des Citoyens, ne pouvant avoir qu'une volonté soumise à des devoirs & à des intérêts privés, en est excluse de droit. Personne n'ignore que de l'homme servant à l'homme indépendant, il y a un intervalle bien plus grand que du Roturier an Noble. L'une est réelle, l'autre n'est qu'idéale. Ainsi, éveiller de pareilles prétentions, ne pouvait donc que couvrir le dessein d'une infulte: & pousser ces prétentions jusqu'aux voies de fait, c'était, de dessein prémédité, commander des meurtres. Assurément, chez tous les Peuples où il existe des loix, de pareils procédés seraient des crimes.

Cependant le Parlement a arrêté l'inftruction & la procédure criminelle commencée. S'il a évoqué l'affaire à lui, pour y mettre plus de suite; peut-être eût-il été plus légal & plus sage de lui laisser suivre son cours; mais si c'est pour l'ensevelir dans l'oubli, pour lui assurer l'impunité, on appellera, comme on voudra, cette conduite, ce sera toujours une prévarication, & le soupçon aura droit de faire toutes sortes de conjectures.

La paix a été rétablie par la sage conduite du Commandant; & il était tems. Déjà l'allarme s'était répandue dans la Province; quatre ou cinq cents hommes armés étaient partis de Nantes pour accourir au secours de leurs Concitoyens; & qui sait jusqu'à quel dégré l'enthousiasme se serait communiqué? La Noblesse aurait pu payer bien cher une démarche si indiscrette.

Heureux le pays où la loi, plùs puisfante que tous les intérêts particuliers en impose aux Corps, comme aux individus! C'est la faiblesse de la loi qui rend les Puissans audacieux. On ose tout, quand on peut compter sur l'impunité; mais la crainte d'une loi inexorable sorce les hommes à la justice, & prévient tous les malheurs.



Holmer mouse most fine of it

## LETTRE XXII.

## MILORD,

Le même défaut de calcul & de connaissance des hommes, qui a égaré le Gouvernement depuis les premiers Notables, a semé l'erreur sur les démarches des Corps privilégiés. Dans les discussions politiques, & les débats des prétentions diverses, il est un moment qu'il faut saisir pour comparer d'un coupd'œil les circonstances & la disposition des esprits, avec ses titres & ses moyens; savoir ensuite se décider à perdre ce qu'on ne saurait conserver, sans attendre qu'on nous l'arrache. Si le Gouvernement, lorsqu'il vit les réclamations parlementaires au sujet des Etats-Géné-

raux appuyées de la réclamation publique, si le Gouvernement eût pris d'abord son parti; si au lieu de les indiquer à un terme éloigné & douteux, il eût pris un terme prochain, il n'aurait point donné le tems à la fermentation, il se serait vu maître des formes & de l'organisation; l'ignorance même dans la Nation eût prévenu les discussions que l'on auroit brusquées, & le Peuple satisfait, enchanté de la célérité de l'exécution de la promesse, sur-tout en adoptant des bases équitables, n'aurait vu que le bienfait. Si, à leur tour, les Corps privilégiés s'étaient d'abord offerts de bonne grace à reconnaître toute exemption pécuniaire injuste, abusive, indigne même des Corps qui président une grande Nation; s'ils avaient été les premiers à dénoncer l'abus des votes incomplets; s'ils avaient dit: le Clergé & la Noblesse ne font qu'un, relativement au privilège ! le Corps du Peuple non privilégié doit donc être

en force égale, pour discuter ses intérêts, & nous demandons qu'on lui rende un droit dont il n'eût jamais dû être dépouillé. Le Peuple reconnaissant, plus frappé de ce qu'il obtenait, que de ce qu'il avait droit d'obtenir, aurait compté pour beaucoup la bonne volonté. Il n'en aurait peut-être pas tant attendu pour montrer son contentement; & les Privilégiés, en lui donnant ce qui lui appartenait, auraient encore acquis le mérite du bienfait.

Mais au lieu d'une conduite aussi sage, ils ont entamé une guerre d'intérêts & de prétentions; ils n'ont cédé le terrein que pied à pied. On les a vu intriguer, montrer l'humeur & la vengeance, regreter ce qu'ils étaient forcés d'abandonner, replier toutes leurs forces sur ce qui restait à désendre encore, & provoquer, par une conduite si peu résiéchie, des discussions, dont le résultat devait nécessairement être contre eux; ensin in-

téresser l'amour propre du Peuple à ne

Pouvaient-ils donc fe flater d'obtenir l'avantage dans une querelle en effer si inégale? A quel titre espéraient - ils l'emporter ? Mais le monde moral ou physique n'offre que deux espèces de droits; celui de la force, celui de la justice. La force n'était affurément pas de leur côté, & quarante millions de bras, contre un million, ne permettaient point d'illusion : la justice l'était encore moins; car, je crois vous l'avoir déjà dit, & ils conviennent du principe: point d'acte légal en matière d'impôt ou de législation qui ne soit consenti : point de consentement qui ne soit libre, & le vœu de tous : point de vœu général là où des Corps privilégiés ont plus de votes que la masse totale d'un grand Peuple.

Eh-bien, je conviens de tout cela, me disait le Comte de \*; mais nous avons

consenti à ce que le Tiers soit multiplié aux Etats-Généraux? Cependant il n'y a point de terme à ses prétentions. Ne voyez-vous pas que la fermentation gagne toutes les Provinces d'Etats. La Bourgogne, la Franche-Comté, le Languedoc, la Provence, par-tout l'esprit Breton a gagné; tous recusent la forme antique de leurs Etats; tous réclament cette nouvelle invention du Dauphiné. En vérité on a bien eu tort de permettre un modèle qui séduit toutes les Provinces, -- Eh! quel inconvénient trouvez-vous, mon cher Comte, à ce qu'on change une mauvaise chose en une bonne? N'est-il pas dans la nature de l'homme de desirer son bien-être, d'en saisir les moyens quand il les apperçoit? -- Oui, sans doute, mais le Peuple doit-il être l'arbitre de ces moyens, doit-il être juge en sa propre cause, opérer les changemens à sa volonté? Qu'il attende donc que les Etats-Généraux prononcent. -Ce

n'est pas moi, Comte, qui vous répondrai; c'est Montesquieu lui-même, qui sans doute se connaît en législation. Les particuliers, dit-il, ont besoin d'un Juge pour terminer leur différends. Comme ils vivent en société, leurs intérêts sont si mêlés & si confondus, il y en a de tant de fortes différentes, qu'il est nécessaire qu'un Tiers debrouille ce que la cupidité des Parties cherche à obscurcir. Mais de Peuple à Peuple, ou, ce qui est la même chose, de Peuple à Corps, il est rarement besoin d'un tiers pour juger, parce que les sujets de dispute sont presque toujours clairs & faciles à terminer. Les principes du Droit naturel sont toujours si évidens, qu'il ne faut qu'aimer la justice pour la trouver: on ne peut guère se prévenir dans sa propre cause.

Mais récusez-vous l'autorité de Montesquieu? exigez-vous un Jugement? Ehbien, ce Jugement est porté. Le Prince, en prononçant sur l'organisation des Etats-

Généraux a décidé la question, puisque ce qui est juste à Paris doit être juste à Toulouse, & que les Etats d'une Province ne different des Etats-Généraux que par le nombre. D'ailleurs ne voyez-vous pas que vouloir remettre cette décision aux Etats-Généraux est un subterfuge & un raisonnement vicieux. Si plusieurs Etats Provinciaux sont constitués d'une maniere abusive & contraire aux droits des hommes: si la Nation n'y est pas suffisamment représentée relativement au nombre des Représentans des Corps privilégiés; si le nombre de ces Membres siègent en vertu de droits achetés, & non par une élection libre; des Etats qui sont évidemment les Représentans de certains Corps ou de certains hommes, & non du Peuple, peuvent-ils avoir pour titre nommer des Députés légaux aux Etats-Généraux? & une telle Province n'aurait-elle pas le droit de réclamer contre les actes d'Etats - Généraux auxquels elle n'aucair participé, ni par soi-même, ni par des chargés de sa procuration.

Hs réclament tous l'organisation du Dauphiné, & ils la réclament avec raison; ils la réclament, parce qu'elle est fondée fur l'équité & la justice, qui ne sont autre chose que le résultat des rapports que les hommes soutiennent entre eux; ils la réclament, parce que les Etats-Généraux ne sauraient opérer efficacement sans cette réforme préalable & nécessaire. Et en effet, files pays d'Etats où l'organifation n'est pas équitable, députaient aux Etats-Généraux, ne sentez-vous pas, qu'outre que le Peuple de ces Provinces ne serait pas réellement représenté par des hommes qui ne tiendraient pas leur commission du vœu général, il serait encore lésé dans ses intérêts, en ce que ces faux Représentans, au lieu de travailler à son bien, seraient intéresses à maintenir une organisation vicieuse toute à leur avantage. Ainsi, en dernière

analyse, exiger que ces Etats d'une organisation vicieuse députent aux Etats-Géneraux, & que la question de leur organisation y soit jugée, c'est vouloir que le Peuple laisse voter sa Partie adverse

parmi ses Juges.

Quoi! me dit la Comtesse impatientée, vous Duc & Pair d'Angleterre, de cette vieille Noblesse de la conquête pouvez-vous bien trahir ainsi la cause commune? (notez que son bisayeul était valet d'un Prince) en vérité c'est parler comme un Tiers - Etat. -- Que voulezvous, Madame; nous sommes un peu finguliers dans notre isle. Nous avons le malheur de croire plus à la raison qu'aux titres. Il ne nous reste de cette fouvenance chevaleresque, que deux passions favorites, c'est de mourir pour l'Etat, & de vivre pour les Dames. Ce trait fit ma paix avec la Comtesse, qui aime qu'on vive pour elle. C'est bien gadant pour un Anglais, fut accompagné d'un de ces coups-d'œil de bienveillance.

Si ce propos était une insulte à ma nation, c'était un compliment pour moi; & comme dit Swift, il faut toujours prendre un couteau par le manche, qui ne blesse point. Je dus en être content d'ailleurs, car la Comtesse changea presque de système. Si le Comte, qui prétend descendre du Roi des Visigoths, n'eût pas été présent, je crois que c'était une conversion faite. Tant un mot électrise une femme Française!

## LETTRE XXIII.

## MILORD,

Quand je me peins encore votre pasfion pour les Poëtes dramatiques Français; quand je me rappelle votre enthousiasme pour leurs théâtres, & que je compare ce que vous disiez avec ce qui me frappe, je serais tenté de croire que vous parliez d'un Peuple éteint, comme les Grecs & les Romains; ou bien je me défierais de mon intelligence & de ma manière de sentir, si l'opinion générale des Français ne me rendait raifon de votre enthousiasme & de ma froideur. Ils ne sont plus pour le Public, ces le Kain, Brisard, Clairon & Dumese nil; noms à jamais gravés dans ma mémoire par le plaisir qu'ils vous procuraient, & dont vous m'avez si souvent entretenu. Les Poètes étaient des anges; les Acteurs en faisaient des dieux.

On retrouve encore, il est vrai, dans un petit nombre d'Actrices, ces accens vrais de la belle Nature; ce tendre abandon des passions douces, qui fait couler ces larmes qui tiennent tant au plaisir & à la douleur; ce beau délire des passions sortes, qui vous déchire & qui vous transporte. Mais combien ne paye-t-on pas quelques instans de plaisir! Le reste n'ossre que des manières là où il faut du naturel, de la déclamation au lieu de sentiment, la routine à la place de l'intelligence, & l'on recueille l'ennui là où l'on attendait de l'émotion.

Tant de différence entre une génération, & celle qui la suit; de si grands talens, remplacés par des talens si médiocres, offrent un phénomène si extraordinaire, qu'il vaut la peine peut-être d'en chercher les raisons.

Corneille & Racine régnaient sur un théâtre qu'ils avaient créé & persectionné. Leur réputation, inspirant un respect, pour ainsi dire, religieux, ne laissait à l'Acteur, que la laborieuse nécessité de les étudier & de les rendre; il se trouvait toujours entre des beautés connues, & une censure éclairée & sévère; l'amour propre éveillait le talent, & le goût du Public le persectionnait.

Voltaire vint partager la scène. Son talent nouveau éprouva des contrariétés & des chûtes; mais l'Acteur, cédant ensin à l'ascendant de son génie, s'occupa à rendre le Poëte, & non à le juger. C'est aux quarante années du règne de ce grand homme; c'est à la docilité des Acteurs, pour ses décisions & ses avis; c'est à une succession de pièces jouées au titre seul de sa réputation, que le Public dût tant d'Acteurs célèbres, dont les noms laissent encore des regrets. Si les nombreuses pièces de Voltaire eussent été présentées au théâtre sous des noms dissèrens, une moitié, à coup sûr, autait été rejettée & perdue pour le Public, le goût se serait plus promptement corrompu, & les Acteurs auraient plutôt dégénéré.

En effet, de quelle époque peut-on dater la décadence du Théâtre français, si ce n'est de la fin du règne de ce grand homme? Faut-il donc imaginer que le germe des talens se soit éteint en lui? ou n'est-il pas plus naturel de penser que l'esprit humain, offrant toujours à peuprès les mêmes résultats dans les mêmes

Tome I.

circonstances, ne doit la perte de son activité qu'aux mauvaises institutions?

Je n'en connais point de plus ridicule, de plus propre à éteindre & le génie des Poëtes, & le talent des Acteurs, que celle qui s'est établie au théâtre pour la réception des ouvrages dramatiques. Perfonne n'ignore que tous ceux qui fe vouent au théâtre, n'ont en général reçu aucune instruction. C'est à l'âge d'homme que la fureur des planches les faisit, ou que le besoin les y pousse. Un peu de physique & un organe sont les matières premières de leur talent, & l'imitation les met en œuvre. Quelquesuns trouvent, dans leur fensibilité, des moyens de perfection. Ceux-là seuls, en étudiant les accens & les inflexions diverses qui vont le mieux à chaque sentiment, en y joignant le dessein, l'attitude & les impressions qui peignent le plus chaque affection de l'ame, ceux-là seuls, dis-je, sortent de la classe des

manœuvres, & méritent le nom d'Artistes.

Mais toute cette étude, qui fait le Comédien, toute cette habitude de rendre les mouvemens extérieurs des pafsions, n'ont fourni aucune des idées, aucune des connaissances nécessaires pour juger des passions mêmes. Celle-ci tient à l'étude du cœur humain, à la vaste connaissance du moral de l'homme; celleci exige de plus cette instruction littéraire qui fournit, qui régle, qui dirige les ressources de l'éloquence, & les beautés du langage : l'une est la science de l'Architecte, qui conçoit & qui invente; l'autre est celle du maçon qui met en œuvre; tous deux coopèrent à la perfection de l'ensemble, mais tous deux aussi contribueraient à son désordre, si le dernier dirigeait le premier.

C'est précisément la faute dans laquelle on est tombé pour le théâtre. Ce sont les Comédiens qui jugent les Gens

de Lettres; c'est à des hommes nécessairement incapables d'en décider, qu'on remet le soin de fournir à la Nation des ouvrages qui ne doivent pas moins servir à son instruction, qu'à son amusement. C'est à un homme, qui souvent ne sait pas écrire, à qui on ne confierait pas le soin de faire une lettre, qu'on permet de prononcer sur le mérite des chefd'œuvres du génie. Aussi les jugemens sont des jeux de hazard, & j'aimerais mieux qu'on tirât aux dez les noms des pièces qu'on doit donner en public; il aurait au moins pour lui quelques chances, & l'expérience des années qui viennent de s'écouler, lui prouve assez que le jugement des Comédiens les tourne contre lui.

Je me figure un tel aréopage, s'armant d'abord d'une sévérité négative contre tout écrivain, quel que soit son talent, dont la réputation ne leur en impose pas; car telle est la marche de l'ignorance;

respect aveugle pour les noms, opposition stupide aux choses. Je vois, après une lecture rapide, porter un jugement décisif sur un Ouvrage dont l'ensemble a coûté peut-être six mois de travail; & c'est dans un clin-d'œil que des Comédiens prétendent saisir l'intérêt, la marche & les effets d'une grande action, la vérité caractéristique de cinq ou six personnages, les grands effets d'éloquence & d'actions, la vraisemblence des faits, les unités requises & l'exactitude des mœurs théâtrales. C'est sur ce simple apperçu que, saisissant vingt rapports différens, leur vaste conception les embrasse tous, les compare tous, & décide de ce qui doit plaire ou déplaire au Public.

L'homme le plus instruit n'aurait pas osé, dans une simple lecture d'Iphigénie ou de Zaïre, se permettre une opinion; il lui aurait fallu les relire plusieurs sois avant de s'en rendre à lui-même un compte raisonné, & après l'examen le plus réfléchi, il n'aurait encore donné son jugement que comme un apperçu; parce que le théâtre a des effets qui contredisent souvent les jugemens sormés dans une lecture. Mais le Comédien n'a pas besoin de tant de réflexions. Des qu'il est aggrégé au comité, son esprit s'illumine, & le jugement lui vient par inspiration.

Vous croirez du moins que ce comité est composé, pour chaque genre, des Acteurs les plus distingués dans ce genre; point du tout. Pour assurer davantage l'infaillibilité des jugemens, les Acteurs à réputation s'en absentent ordinairement, & laissent la décision à ce qu'on appelle la doublure, c'est-à-dire, à ce qu'il y a de moins intelligent au théâtre; & comme si ce n'était pas assez, ce sont presque toujours des Acteurs comiques qui prononcent sur une Tragédie, & vice versa: l'on prend le jugement d'indivi-

dus, qui n'ont pas même assez la méchanique de leur talent pour jouer, sans être hués du Public, dans le genre sur lequel ils

osent prononcer.

Un Auteur, déjà connu au théâtre, avait présenté une Tragédie, unanimement rejettée. Deux ans après, il la présente de nouveau sans y avoir rien changé. Elle est unanimement reçue. Ehbien, leur dit-il après; décidez vousmêmes ce que vous étiez alors, ou ce que vous êtres aujourd'hui.

En Angleterre, & plus encore en France, on remarque généralement que le Public, composé d'un grand nombre de gens instruits, saisit difficilement les beautés d'une pièce à la première représentation; que ce n'est qu'à la troisième ou quatrième que les meilleurs ouvrages ont été sentis. Cependant le Spectateur est dans une position bien plus avantageuse que l'Auditeur, comme l'a si bien dit le judicieux Horace, puisque la reprédit

N 4

sentation fait entrer le sujet dans sa tête par plusieurs sens à la fois. Comment donc imaginer que des gens, visiblement non lettrés, plus visiblement peu intelligens, faisissent, dans la lecture rapide d'un sujet inconnu, un mérite ou des défauts, qui échappent aux gens instruits dans ce même sujet débité & mis en action fous leurs yeux. La grande habitude du théâtre, dira-t-on peut-être, leur tient lieu d'instruction. Oui, pour la déclamation, pour le jeu, pour l'imitation, mais non pour la connaissance du mérite des ouvrages. Cent ans de maçonnerie n'apprendront point au maçon les règles des ordres d'architecture, ni à celui qui broye les couleurs, à juger d'un tableau de Rubens.

Je ne prétends pas dire par là, qu'il ne puisse se trouver quelques gens inftruits parmi les Comédiens. Je les juge en masse, & non isolés, puisque c'est en masse qu'ils jugent eux-mêmes les ouvrages. Qu'importe que Molé ait de l'intelligence, s'il n'est jamais au comité? Qu'importe qu'une Tragédie plaise aux talens de Saintval ou Vestris, si la fantaisie d'une Soubrette, jadis comique, ôte à l'Auteur sa gloire, & aux Actrices les

rôles qui les ont frappées.

C'est par cet enchaînement d'absurdités que le génie se desséche dans son germe, & que le Public perd à jamais les objets du plaisir & de la gloire nationale. L'énergie est l'ame du génie. C'est le sentiment de ce qu'on vaut, c'est cette noble estime de soi-même, qui rend capable des grandes choses, qui fait franchir l'intervalle qui nous fépare de la gloire; mais l'élasticité de ce ressort se perd d'abord par la rouille de l'humiliation & de la bassesse. Or, est-il une bassesse plus avilissante que celle qui livre le génie à la discrétion de l'ignorance? Est-il une humiliation plus énervante que le jugement d'un pareil comité? l'homme

qui s'y expose, après l'avoir connu, peut-il conserver dans son ame la moindre estime de lui-même?

Si c'est à cette institution absurde qu'on doit l'extinction du génie dans le grand genre, c'est à elle aussi que les Acteurs doivent leur défaut de talent. Tout Comédien, pour se perfectionner. a besoin des avis des Ecrivains & du modèle des bons Acteurs: par les uns, il acquiert l'intelligence sentie des passions; par les autres, il en saisit le ton, les gestes & l'expression. Les modèles ne sont plus; à peine même en reste-t-il quelque tradition. Il faudrait donc que le génie des Ecrivains leur en tint lieu; il faudrait que, pour ainsi dire, créateur, en échauffant, pénétrant, exaltant leur ame, il leur inspirât cette chaleur brûlante du sentiment qui sort, s'il est permis de le dire, par tous les pores, & communique au physique, comme par un mouvement électrique, le ton

qui lui est analogue. Mais pour cela il faudrait, d'un côté, du génie; de l'autre, de la docilité: du génie, on a vu s'il en peut exister d'après les institutions théâtrales: de la docilité, comment en attendre de ceux qui jugent envers ceux qui sont jugés! Le Comédien qui vient de décider si un Ouvrage était digne ou non de paraître aux yeux du Public: qui vient de juger despotiquement le génie d'autrui, se soumettra-t-il à des avis fur son propre talent de la part de l'Ecrivain? Qui peut le plus, ne doit-il pas pouvoir le moins? Et qui a mieux su si le Poëme était bon, ne saura-t-il pas comment le mieux rendre, quand furrour le dernier emploi fait sa profession?

C'est la combinaison de ces deux essets, qui a amené la décadence du théâtre. L'ineptie du tribunal Comédien a découragé, révolté, repoussé le génie. Les Comédiens ont pris l'indécente habitude de voir les gens de lettres

leur faire une cour aussi avilissante pour l'Ecrivain, que ridicule pour l'homme des planches. L'ignorance est comme l'enfance, toujours près de la licence. Les gens de théâtre ont exigé une soumission à laquelle l'homme sans génie & sans ame a seul pu se prêter; & l'impudence a été portée si loin, que l'un d'eux disait à ses camarades, en parlant d'un homme de lettres : il y a là, à la porte, un pauvre diable qui vient ici sans cesse, & dont on ne s'occupe jamais. Messieurs, en vérité, sa pièce est reçue depuis affez long-tems, songeons donc à la jouer; le malheureux meurt de faim. O talent enchanteur des Euripides & des Sophocles, dans quel état de bassesse êtes-vous descendu! Malheureux, puisque l'histrion t'appellait ainsi, ne pouvais-tu pas porter de l'eau, & gagner de quoi appaiser ta faim, sans prostituer un talent sublime, si la Nature te l'a donné? Le Comédien, livré à lui-même, fans guide, fans instruction, fans intelligence, a été sans talent, & le théâtte est devenu pour le Public une manière de tuer son tems, & non de l'employer. L'habitude du mauvais, en choquant le Public, a altéré son goût. Sans se rendre compte à lui-même de la cause, les effets le contrarient, le rendent inquiet & impatient. Il siffle presque toujours, parce que presque toujours, ce qu'on lui offre est detestable. & il ne songe pas au remède si simple, d'ordonner aux Comédiens de pourvoir à ses plaisirs par une toute autre méthode. Cet effet n'a pas échappé aux Comédiens eux-mêmes; ilsont employé. mais en vain, tous les moyens d'illu: sion. Ils ont évoqué de leur tombe des pièces enterrées depuis cent années, espérant rejetter sur les Auteurs modernes, ce qui n'est l'effet que de leur impéritie; mais l'habit à la Louis XIV n'a pu cacher leur difformité.

C'est au Public, & au Public seul, 2 juger des ouvrages qu'il croit pouvoir contribuer à ses plaisirs. Par quelle absurdité inconcevable en a-t-il abandonné l'intendance aux gens le moins en état de s'en acquitter? Pourquoi distinguer les pièces de théâtres des autres productions littéraires? Toutes celles qui sont offerres au Public, dans un genre quelconque, n'attirent-elles pas un jugement? & ce jugement, généralement équitable, ne classe-t-il pas tous les produits de l'esprit humain? Pourquoi n'en ferait-il pas de même des Ouvrages dramatiques? Pourquoi chaque Auteur ne ferait-il pas imprimer ses pièces; comme tout autre écrit ? Cette méthode une fois établie, la curiofité publique, inactive jusqu'à présent, se tournerait vers ces objets de littérature. La discussion éclairerait sur leur mérite ou leurs défauts; les talens se perfectionneroient par la censure ; le Poëte , averti de quel-

ques changemens nécessaires, rendrait fouvent parfaite une pièce, qu'une chûte anéantit faute de cet avis. Le vœu réfléchi du Public deviendrait la loi du choix des Comédiens, & le garant de leurs efforts. Quand une pièce aurait été méditée, calculée; quand les caractères auraient été saisis, les effets apperçus, le Comédien qui devrait paraître devant des Spectateurs en état d'appercevoir le moindre contre-sens d'action, d'expression & de sentiment, serait contraint d'avoir un talent réel, ou de cesser d'ennuyer le Public. Et que l'on n'imagine pas que ce qu'on perdrait en surprise à une première représentation, serait une perte pour le plaisir. L'esprit ne se tend, pour suivre le fil d'une action inconnue, qu'aux dépens des jouissances de l'ame. Ce n'est qu'à une seconde ou troisième représentation qu'on éprouve une satisfaction entière, parce qu'alors, sans gêne pour la marche, on s'abandonne

fon d'une partie des grands essets que produisent les pièces antiques; c'est parce qu'on connaît, qu'on sait même par cœur les vers de Corneille & de Racine, que les idées qu'ils renserment, sont sur le Spectateur une impression si vive; c'est ensin par cette méthode qu'on rendrait au génie son énergie, au Comédien sa modestie & son activité, & qu'on anéantirait ces cabales si fréquentes au théâtre qui, en raison des liaisons ou des antipaties, rejettent ou reçoivent presque toutes les pièces qui sont présentées.

J'ai, sous les yeux, une preuve bien frappante de cet esprit de cabale. Je relis tous les jours, avec un nouvel intérêt, une Tragédie, qu'une petite vengeance particulière a fait rejetter. Je ne porterai pas, comme les Comédiens, un jugement prématuré sur l'esset qu'elle pourrait produire; mais je dirai que lorsqu'une action neuve & grande est conduite à travers cinq

cinq actes avec un intéret, qui va sans cesse en augmentant, par une gradation d'incidens, qui font succéder la pitié à la terreur, & l'inquiétude au plaisir; je dis que, quand les caractères sont fortement prononcés, généralement soutenus, & que tout concourt au développement de l'action principale; lorsque le Poete a eu l'adresse de conduire le Spectateur, toujours inquiet sur l'événement, jusqu'à la dernière scène du cinquième acte, qui amène un développement naturel, & qu'à tout cela se joignent des effets nouveaux & frappans, une diction pure & des maximes neuves & profondes, je dis qu'il est impossible d'avancer, qu'une telle pièce ne plaira pas au Public Les vers, dont l'application a déjà piqué votre curiosité, sont tirés de cet Ouvrage; & puisque l'occasion s'en présente, je vous donnerai une idée du sujet que je regarde comme l'un des plus théatral que l'esprit humain puisse combiner.

Tome I.

Un Prince de la Maison de Léon, am, bitieux & turbulent : avait été exilé de la Cour. Cette scission de la Famille Royale forca sa fille & le fils du Roi , qui s'aimaient, de contracter un mariage clandestin Cependant, le Prince exilé forme une conjuration. Le Roi succombe & son fits n'echappe que par la fuite. Ce Prince fugitif rassemble bientôt une armée. L'usurpateur, mal affermi, appelle les Maures à son secours. C'est à leur aide qu'il défait plusieurs fois le véritable Roi, qui va ensevelir sa douleur & son infortune dans les montagnes de Biscave. Mais l'inquiétude, la vengeance & l'amour l'arrachent enfin à ces déserts. & la chaîne de ses infortunes le jette dans les mains des Maures, dont il devient l'esclave in mel milerus errov

Cependant le Tyran affermi, supporte impatiemment un tribut de cent jeunes silles, dont Abderame avait sait payer ses secours. Aussi peu sidele à ses alliés

Tome L.

qu'à son Roi, il s'en délivre par une guerre heureuse. C'est au retour de cette guerre que la pièce commence; c'est dans l'exposition de ce qui peut être avoué, que la première scène, qui se passe en public, est employée; mais dans la seconde, où il n'a plus que le consident de ses crimes, son ame machiaveliste se montre toute entière.

mon the alignatives the confidence to come

Grace à ton zèle, ami, par mon heureuse audace,
Des Princes de Léon, j'ai vu finir la race,
Sur un Trône usurpé, je me trouve affermi.
Il en coûta du sang, mais un sang ennemi.
Fuyez, vains préjugés, qu'adore le vulgaire;
La seule ambition parle à mon ame altière.
L'intérêt fait la loi; c'est l'unique ressort,
Et jamais crime heureux n'a produit de remord.
Mais tandis que par-tout le succès me couronne,
Sur ce Trône toujours le soupçon m'environne.
Tu sais que sous tes coups Alonzo seul pêrit.
Le fils sut plus heureux: arraché de son lit

Par des amis secrets, il trompa ma vengeance.

Son nom, dans tous les cœurs, réveilla l'espérance.

En vain de son trépas le bruit sut répandu;

Par-tout abandonné, je me croyais perdu.

Je l'étais en esset, quand le Maure, à ma gloire,

Par ses secours vendus, assura la victoire.

Mais Alphonse mourant frappa-t-il bien tes yeux?

As-tu bien vu périr ce rival dangereux?

Dans les assurances du confident, pour le tranquilliser, il se trouve deux beautés que je ne puis me désendre de citer; l'une, est un de ces vers d'images, si rares dans tous les Poètes, qui seul peint trois actions.

Entouré de mourans, un Héros combattait; Il frappe; il est frappé. J'accours. Il expirait.

Tous les indices constatent que c'était Alphonse, & il le consirme, par une vérité trop constante en politique.

Aurait-il pu d'ailleurs tromper ma vigilance?

Par les raisons d'Etat, quand il est poursuivi; Le malheur, sans amis, se voit bientôt trahi.

Le Tyran jouit de tous ces détails, & désormais tranquille,

Son cœur va recueillir le fruit d'un crime utile;

Mais lorsque l'ambition est satisfaite, déjà son cœur est livré à une autre passion. Il brûle.

DIEGUE.

Vous , Seigneur!

## LE TYRAN.

Ah! j'en rougis moi-même:
Mais point d'avis. Tu fais qu'en tout je suis
extrême.

Ces vers contiennent la plus profonde connaissance du cœur humain. Le Tyran ne peut soussir la contradiction; il se hâte de la prévenir dans le Consident de ses crimes; dans le seul homme, que son intérêt le force de ménager.

Cet objet qui l'a captivé, c'est la sille même d'Abdérame, & sous quel rapport? Sous celui qui seul devait plaire à un guerrier séroce, & qui peint aussi d'un trait le caractère violent d'un des principaux personnages.

Le Palais d'Abdérame offie à mon œil sévère,
Tremblantes à mes pieds, sessemmes & sa mère;
Mais mon cœur, endurci contre de vains égards,
Daigne peu rassurer leurs timides regards.
Sa fille les suivait. Ami, combien de charmes!
Son œil serme, imposant, ne verse point de larmes.
Tout gémit. Elle seule, en sa calamité,
Conserve de son sang l'indomptable sierté.
Un poignard à la main, dédaignant la faiblesse,
D'un parjure elle m'ose imputer la bassesse.
Elle brave un vainqueur. Prête à s'ôter le jour,
Je la fixe, l'admire, & je tremble à mon tour,

C'est par un esset de cette passion soudaine qu'il a rétabli le Maure sur son trône, qu'il lui a accordé une paix plus favorable qu'il n'osait l'espérer: mais son amour a exigé la Princesse en ôtage, comme caution du traité.

Par son ordre, elle est amenée devant lui avec sa suite. Il lui peint sa passion, mais avec la fierté d'un homme qui regarde l'amour comme une faiblesse. La Princesse diffimule sa haine autant que le permet la fierté de son caractère, contraint par le sentiment qui commande le plus impérieusement aux femmes. Elle aime en secret l'Esclave qui paraît à sa suite. Des qu'elle est livrée à elle-même, elle développe les secrets de cette passion sichère: elle trouve dans cet Esclave inconnu des rapports qui le rapprochent. qui le rendent digne d'elle. C'est après ce monologue qu'Almérie, fille du Tyran, & épouse d'Alphonse, douce; tendre & infortunée, vient, par l'ordre de son père, offrir son amitié à une Princesse qu'elle croit malheureuse.

# FATIME.

Votre pitié, Madame, égare votre cœur. Sans cesse la douleur suit une prisonnière; Mais vous, heureuse, jeune, & d'un trône héritière,

Ah! comment supporter les pleurs des malheureux!

Ce spectacle affligeant est peu fait pour vos yeux,

A L M É R I E.

Quand on peut l'adoucir, ce spectacle a des charmes;

Je hairais mon rang, s'il tarissait mes larmes!

Par mes propres malheurs, par mon cruel ennui, Ah! je n'appris que trop à plaindre ceux d'autrui!

Almérie reste avec sa considente, toujours inquiete, toujours déchirée par l'incertitude du sort d'un époux adoré. Sa douleur la ramène naturellement vers ce qui lui sut le plus cher. Elle veut aller pleurer sur le tombeau du père de son époux, & au nom du fils, appaiser son ombre irritée contre sa famille.

Malgré la sainte horreur qu'inspire ce séjour, Je m'y sens moins troublée à l'ombre de l'amour

Le second acte représente les tombeaux des Rois. Celui d'Alonzo se distingue. On lit son nom sur la pyramide. L'Esclave de Fatime, qui est l'infortuné Alphonse lui-même, prosite des premiers instans de sa liberté, pour aller épancher sa douleur parmi les manes de ses pères, & dans ce silence de la mort, ses plaintes peignent l'horreur de son sort.

Je viens vous visiter, ô tombeaux de mes pères! Dans quel état, ô ciel! des destins trop sévères, Sans vous avoir vengés, vous offrent-ils un fils! Ah, du crime du sort, malgré moi je rougis.

Mais que n'a-t-il pas fait pour venger leur injure? Le ciel lui-même s'est déclaré pour l'usurpateur sanguinaire, & le court récit de ses maux prouve affez ses efforts pour remplir ses devoirs.

Je respire du moins où respire Almérie...

Mais à qui consier le secret de ma vie?

Je brûle de la voir & de la consoler..,

Par-tout le crime veille, & je n'ose parler.

Ces pensées le menent à un attendrissement, dont le souvenir de la vengeance le détourne d'abord; mais l'ame, déjà remuée par un sentiment tendre, y revient aussi-tôt.

Ah! si mon cœur doit tant à la haine implacable, Hélas! lui doit-il tout & rien à ses douleurs?

D'une épouse en ces lieux, dois-je augmenter les pleurs?

Faut-il, par mon retour, plus cruel que son père,

Sacrifier l'hymen à mon devoir sévère, Pour des liens sacrés, trahir d'autres liens, Punir d'un scélérat, les forfaits par les miens? Noh, l'amour l'emporte. Il abandonnera le Tyran à ses remords; ils suiront ces lieux sunestes... Tout-à-coup ses yeux apperçoivent le nom de son père sur le tombeau. Soudain la haine se rallume; il se reproche sa faiblesse; il faut une victime.

J'en jure par le Ciel... Laisse un fils achever, C'est un devoir sacré, malheureuse Almerie! Comment vous satisfaire, arbitres de ma vie!

Déchiré, épuisé, anéanti par une situation si affreuse, il tombe sans sentiment sur l'urne de son père.

Almérie tremblante, & appuyée sur le bras de sa considente, paraît, comme elle l'a annoncé au premier Acte, dans le fond du théâtre. L'effroi saisit ses sens. Fille d'un Prince ennemi, elle ose à peine s'approcher de ces tombeaux sacrés.

Pourtant, vous le savez, malgré moi je partage

Une horrible grandeur que je hais, qui m'outrages Pourtant, vous le savez, mon cœur est innocent. Je frémis de m'asseoir près d'un trône sanglant, Et de quel sang! O ciel?.. Alonzo, je frissonne. Vois les pleurs d'Almérie, & s'il se peut, pardonne.

Aphonse est rappellé à lui-même par ces accens inattendus.

Quel son tendre & plaintif, vient de frapper mes

Le Dialogue très-coupé continue. Au nom d'Alphonse, prononcé par Almérie; il s'avance tout-à-coup. Almérie épouvantée, tombe dans les bras de la Suivante. Alphonse ému, hors de luimême, reconnaît une épouse adorée.

De ton époux chéri, reconnais les accens, Cest Alphonse; à sa voix, r'ouvre tes yeux mourans.

## ALMÉRIE.

Alphonse! O ciel! quel nom a frappé mon oreille!

Ah! répétez-le encor! je doute si je veille.

Alphonse! hélas, mes yeux ne me trompent-ils pas!

#### ALPHONSE.

Non, ton heureux époux te presse entre ses bras.

Tandis que la joie, l'amour, le defir de tout favoir, de tout entendre, remplissent une scène d'intérêt, un bruir se fait entendre. C'est la Princesse Maure. Alphonse presse Almérie d'échapper, d'éviter sa vue. Sa précipitation & ses allarmes inquiétent son épouse; il la presse davantage; il en dit trop-peu pour l'instruire, mais assez pour lui faire soupçonner la passion de Fatime.

Farimetyrannisée par un amour, que le serrail rend plus violent & moins reservé, en découvre toute l'ardeur à un Prince qui ne saurait y répondre. L'adresse avec laquelle il évite une réponse,

lui fait d'abord prendre pour un effet de respect, ou de ses infortunes, ce qui n'est qu'un resus réel. Plus elle se trompe, plus elle met son amour propre en crise; & c'est dans le moment où elle a le plus sait pour un esclave, qu'elle ne peut plus douter que son amour est dédaigné. L'indignation & la fureur s'emparent d'une ame déjap exaltée; quand tout-à-coup le Tyran paraît.

Quel trouble! & seule ici, Madame, avec Osmide.

Désespérée, furieuse, embarrassée de la situation, le transport l'égare & la vengeance seule est écoutée.

Enhardi par ces lieux, un esclave perside, and D'un insolent amour, a fait rougir mon front. Il Seigneur a mes malheurs, il manquait cet affront.

Cette accusation inattendue, fruit de l'outrage & du délire, produit un coup

de théâtre qui amene une scène du plus grand effet entre le Prince esclave & l'usurpateur.

Un esclave insolent, vil objet de mépris.

Et le Cides lais Boron TA TA

Ces noms injurieux frappent mes sens surpris.
Quoi, l'infortune ici fait-elle la bassesse!
D'une semme en sureur, Roi, redoute l'ivresse!
Garde-toi de juger avant que d'être instruit,
Et protège à ta Cour, le malheur sans appui.

LE TYRAN.

Ah! quel audacieux! vous l'entendez, Princesse; Il vous ose accuser.

Le trouber 2 2 Non que dans la

olden d'Erat. C'est in qu'Alphonse, J'excuse sa faiblesse,

Quel qu'en soit le motif que je ne veux point voir.

Mais pour toi la justice est le premier devoir.

Cell done en cester from Trage I a feu déplaire,

Devant moi, d'un esclave est-ce donc le langage!

#### ALPHONSE.

Souvent une âme grande a des fers en partage. En quelque rang qu'il soit, l'homme invoque ses droits;

Et le Ciel ta fait Roi, pour écouter sa voix.

Le Tyran furieux le fait charger de fers pour une fin funeste. Il promet à Fatime une prompte vengeance. Mais la colère s'est éteinte dans son ame. Le danger rappelle l'Amour. Son embarras est affreux. Malheureuse, désespérée, criminelle à ses propres yeux, elle va tout faire pour le sauver, dût-elle s'accuser elle-même.

Le troisième Acte se passe dans la prison d'Etat. C'est-là qu'Alphonse, chargé de fers, déplore ses malheurs.

Coupables monumens du pouvoir arbitraire!
C'est donc en ces cachots, dès qu'il a sçu déplaire,
Que le malheur gémit, & se voit oublié.
Aux soupçons d'un Tyran, tout est sacrissé.
Gusman

Gusman, le Gouverneur de la ville & de la prison d'Etat; Gusman, le consident, l'ami secret de son Roi, vient d'être instruit par Almérie de l'infortune de son époux. Il vole à son secours; il le serre dans ses bras; il ranime son courage & ses espérances. Toute sidélité n'est point éteinte dans les cœurs. De nombreux amis lui sont encore dévoués. Il va ranimer leur zèle, & préparer sa délivrance; mais il n'a pu resuser à la Princesse de lui procurer une entrevue secrete. Elle vient: qu'il se désie de sa faiblesse. Le danger est pressant. Un instant doit sussire à l'amour. Une scène de tendresse entre les époux succède.

Cependant Fatime, dans son repentir, n'a trouvé de moyens de réparer son crime, qu'en préparant une suite. Il saut le communiquer à son Esclave. Le sceau du Roi lui donne tout pouvoir. Elle s'en sert pour faire ouvrir la prison, où elle ne doute point de trouver Alphonse reconnaissant de ce qu'elle oie

Tome I.

pour le sauver. Mais à l'instant où elle se repaît de ces douces espérances, quand elle pénétre dans la prison, la Princesse, qui s'ensuit, frappe ses premiers regards. Le soupçon, la jalousie changent encore toutes les impressions de cette ame toujours extrême. La dissimulation qu'elle affecte d'abord, cède bientôt à l'impulsion violente de son caractère. Tantôt tendre, tantôt furieuse, elle employe toutes les ressources pour arracher le secret, qui semble enchaîner les réponses d'Alphonse.

D'un refus obstiné, que je ne puis comprendre, Dis le fatal secret que je brûle d'apprendre.

Mais enfin elle n'a plus de doute. Une autre passion l'engage. La démarche d'Almérie dessille ses yeux. Mais il se slate en vain. Sa fureur ne ménagera rien. Elle va les perdre tous deux. Elle va tout dévoiler.

Un Tyran pour l'amour, saura commettre un crime.

Alphonse court en vain pour l'arrêter. Le désespoir n'entend plus rien. Il voit sa perte, celle de son épouse, inévitables. Gusman, qui vient lui rendte compte de ses succès, est effrayé en apprenant ces détails. Mais il saut prositer des instans qui restent. On s'emeut, on le plaint; ses amis sont prêts à le secourir.

J'ai vu dans tous les yeux, des pleurs prêts à couler,

Signes de l'intérêt, que votre sort inspire.

De cette émotion, un pas mène au délire.

Quand la digue se rompt, le Peuple est un torrent;

Mais il faut le conduire à cet emportement.

Dans mon appartement, allons tout ménager, Et nous prendrons conseil du tems, & du danger.

L'emportement de Fatime, qui lui prépare toujours & des crimes & des repentirs, se montre le même au com-

mencement du quatrième Acte. Elle a satisfait sa vengeance, elle a sait donner au Tyran la nouvelle de l'entrevue de sa sille. Rendue à elle-même, sa conduite lui sait horreur. Elle est réduite à trembler des propres essets de son emportement. Mais quand sa considente lui en apprend le succès, quand elle lui peint la sureur du Tyran & sa décision sanguinaire; alors l'amour seul domine, elle ne voit plus que les malheurs qu'elle-même a attirés sur ce qu'elle aime.

Sa fille! je la hais. Si tu vois des allarmes, Fatme, c'est un ingrat qui m'arrache ces larmes. Son malheur est mon crime, & son horreur me suit.

Cette idée la met hors d'elle-même. Elle s'en prend à tout ce qui l'entoure, aux vils complaisans de ses fureurs; mais voyant qu'il n'est plus d'espérance, elle prend, comme il arrive toujours aux ames emportées, une résolution désespérée. Le soldat, employé pour découvrir au Tyran l'entrevue de la prison, peut encore lui être utile. Il peut faire tenir un billet à Alphonse, & lui apprendre que, ne pouvant le sauver, elle mourra du moins avec lui.

Et le trépas du moins faura nous réunir.

Quand elle quitte le théâtre, le Tyran y paraît avec ses courtisans, agité de la plus cruelle inquiétude. Quoi! sa propre fille dans la prison d'un Esclave, vouê au dernier supplice. Ce soldat n'en imposerait-il pas?

## DIEGUE.

Lui-même à la prison, il a suivi ses pas; Mais on dit plus, Seigneur; Alphonse est dans Cordoue.

Cet esclave est Chrétien, & Fatime l'avoue. Ces démarches, ces bruits couvrent la trahison. Et le crime souvent suit de près le soupçon.

### LE TYRAN.

Ma fille dira tout. Il y va de sa vie.

(à pare.)

Elle vient; écoutons. Si ton cœur ma trahi, Non, tu n'as plus de père; il est ton ennemi.

Jamais scène peut-être n'a offert une position plus terrible. C'est un pere qui voudrait trouver sa fille innocente; mais qui a le plus grand intérêt à découvrir si elle est coupable. C'est un Tyran pour qui l'ambition est le premier des intérêts. C'est une semme, épouse & fille malheureuse, qui connaît la cruauté de son père, les dangers de son époux, & qui, dans cet interrogatoire terrible, ne peut attendre rien que de funeste. Pour écarter d'elle tout soupçon, pour la conduire à ce calme, dans lequel un reproche subit surprend des impressions qu'on n'a pu déguiser; c'est d'elle-même, c'est de sa tendresse paternelle dont le

Tyran l'entretient. C'estce tendre intérêt qui l'engage à s'ouvrir à sa fille sur les dangers qu'il court.

On dit qu'Alphonse vit. Mon danger est extrême. On parle de complots. Le Maure s'est armé, Et même dans ma Cour, un parti s'est formé.

ALMÉRIE (troublée).

O ciel!

LE TYRAN.

Tu le savais peut-être....

ALMÉRIE (plus troublée).

Moi, mon père.

LE TYRAN.

On ajoutait encor que dans ce noir mystère, Ma fille avait trempé.

Almérie, frappée de l'horreur de l'accusation, & de tout l'ensemble des malheurs qu'elle prévoit, est tellement déchirée, son cœur brisé fournit à ses plaintes une expression si attendrissante, que le Tyran lui-même en est ému. Il desire la trouver innocente.

Mais enfin, pour confondre une horrible imposture,

Fais ferment qu'à tes yeux l'esclave est inconnu. Qu'en secret dans ses sers, tu ne l'as jamais vu.

ALMÉRIE (agitée).

Si je le vis, j'en jure, hélas! ce fut sans crime; D'un injuste malheur, c'était une victime.

LE TYRAN.

L'ai-je bien entendu? Ma fille, en sa prison...

ALMÉRIE.

Ah! la pitié, Seigneur, est-elle trahison?

La scène devient terrible. Il ne reste plus de doutes au Tyran. Aussi cesse-t-il toute dissimulation. Il sait tout; il sait que ce traître d'Osmide... La sille hors d'elle-même, ne doute point qu'il n'ait découvert que c'est son Prince & son époux. Leur double erreur, ce mystère, prêt à se découvrir par l'égarement de l'épouse, est d'un esset déchirant. L'épuisement de son ame la sauve ensin, en l'empêchant d'achever, & le Tyran la fait enlever, & la consigne à une garde.

Mais elle en a trop dit pour ne pas laisser les plus grands soupçons.

Alphouse, son époux! tant d'effroi, d'embarras.
Osmide déguisé! Fille trop criminelle!
Mes amis, j'ai besoin ici de votre zèle,
Et quelque grand secret se dérobe à nos yeux.

Un Officier vient confirmer les soupçons. Une grande sermentation est dans la Ville. Le nom d'Alphonse se répéte par-tout. Le Tyran ordonne à Diegue de courir étousser cette sédition, & de ne point épargner le sang des coupables. Mais, coup sur coup, de nouveaux in-

cidens exaltent son ame pour la porter au délire. L'Officier a surpris, dans les mains d'un foldat, un billet qu'on voulait introduire dans la prison. Le Tyran ne doute point qu'il ne foit de sa fille; mais la lecture lui fait une blessure nouvelle. Il est de Fatime, de cette emportée & malheureuse Fatime, qui, pour réparer ses crimes, & sauver Osmide de la fureur du Tyran, veut aller partager avec lui un breuvage fatal. Trahi par ses Sujets, trahi par la Nature, trahi par l'Amour, le Tyran est hors de luimême, sa tête se perd, & sa politique, jusqu'alors si profonde, cède à l'égarement de tant de passions outragées.

Cher Gusman, prends pitié de monaffreux délire.
Ah! sers bien ma sureur. Vas, que Fatime expire;
Qu'Osmide, au même instant reçoive aussi la mort;
Mais, avant de périr, qu'elle apprenne son sort.
De ton insâme Amant, dis-lui: voilà la tête.
Dépêche, vole...

Non, c'est trop peu. La vengeance lui fournit une idée plus satisfaisante. Il veut lui-même prendre les habits de l'Esclave, attendre Fatime, la surprendre.

C'est-la, qu'après avoir joui de son erreur, Ma main, ma propre main déchirera son cœur.

Gusman, l'ami secret d'Alphonse; Gusman, chargé de sa mort, court presser la révolution. Le Tyran, livré seul à sa fureur, quitte la scène avec cette vigueur de caractère, qui distingue les grands scélérats, & qu'il n'a jamais démentie.

Le ciel menace en vain. Sujets, Amour, Nature, Puisque tout me trahit, & contre moi conjure, Oui, je serai cruel & barbare à mon tour; La vengeance aujourd'hui commence par l'amour. O nuit, trop lente nuit pour mon impatience, Hâte-toi, je croirais que ma fureur balance. Ah! soulage mon cœur! instant d'être vengé Approche; il faut du sang à l'amour outragé.

Almérie, gardée dans le Palais, ouvre le cinquième Acte. Navrée de douleur & d'inquiétude, le bruit, qui se fait entendre au loin, vient encore augmenter fon martyre. Elle attend avec impatience sa confidente, qui seule peut la tirer de son horrible incertitude; mais la confidente ne fait que la redoubler. Au milieu des cris des combattans, tremblante, épouvantée, elle n'a rien appris que d'allarmant, & son récit ne fait qu'augmenter la situation terrible de sa maîtresse. Fatime, pâle & les cheveux épars, vient l'aggraver encore. Livrée au désespoir le plus profond, elle s'apperçoit à peine des questions que lui fait sa rivale; mais quand Almérie, déchirée par quelques mots qui lui annoncent la mort d'Alphonse, sui reproche, dans ces premiers sanglots, la mort de son époux; la surprise de Fatime fixe fon attention.

Son époux!

Oui, sans toi, sans ta fureur peut-être; Mon père eut ignoré qu'Osmide était son maître.

Subjuguée par cette découverte, qui lui montre tout son crime, Fatime raconte comment, en se rendant à la prison avec un poison destiné à sauver Osmide des mains du Tyran, elle a trouvé des soldats sanglans, la porte de la prison brisée: elle a entendu crier: c'en est fait, il n'est plus. Ce tableau porte la douleur d'Almérie au délire. Hors d'ellemême & de son caractère par l'excès de ses maux, elle se livre à l'imprécation.

O monstre que je hais, monstre qu'une surie,
Sans doute mit au jour pour tourmenter ma vie!
Puisse-tu du destin éprouver la sureur!
Puisse un époux mourant un jour briser ton cœur!
Puisse-t-il te hair! Que dis-je? c'est mon père,
Dont le séroce orgueil a comblé ma misère.
Ah! sans doute c'est lui, lui qui me sait gémir,
Lui qui commit le crime, & que je dois hair, &c.

Fatime anéantie, n'est occupée que de l'idée nouvelle qui l'a frappée. Il était son époux! Ce titre, en la rendant plus coupable, semble pourtant rapprocher leurs malheurs. Elle sent qu'Almérie ne peut survivre à une perte si affreuse, & elle lui offre de partager avec elle le poison destiné à son époux. Dans un désespoir aussi extrême, toute idée de destruction est avidement saisse:

Donne, cruelle, donne, ah! du moins de tamain, Cette faveur termine un horrible destin.

Au moment où elle va prendre le poison fatal, on entend un bruit soudain. C'est Alphonse à la tête de ses Sujets; il arrête son bras, & change tout-à-coup la situation. Almérie, transportée, passe du désespoir au bonheur; mais Fatime, jalouse d'une félicité qui ne peut être la sienne, honteuse des crimes qu'elle a commis, & privée de tout espoir, se punit de sa passion en se poignardant. L'arrivée d'une nouvelle trou-

pe de guerriers est ménagée avec art pour détourner les jeux de ce personnage dont l'intérêt cesse. C'est Gusman. l'ami fidele de son Roi. C'est par lui qu'on apprend les détails de la révolution. Chargé des ordres du Tyran, il a sauvé Alphonse, en le remettant à des amis fideles. Le Tyran, aveuglé par sa vengeance, s'est esfectivement rendu dans la prison pour attendre Fatime; mais un Peuple nombreux, à qui on a découvert le danger de son véritable Roi force la prison, d'où l'on croit le sauver. La vue du Tyran fait aisément croire qu'il est sacrifié, & la fureur du Peuple en tire vengeance sur l'usurpateur.

## ALMÉRIE.

Hélas! sa fille doit des pleurs à sa mémoire.

ALPHONSE.

Le salut de ton père aurait slaté ma gloire; Mais c'est le ciel ainsi qui voulut l'ordonner. Il m'enlève un bonheur, celui de pardonner.

Tome I.

Voilà, Milord, la Tragédie dont les Comédiens Français ont dit qu'elle n'avait ni plan, ni intérêt, ni pocsie; & moi je dis au contraire, qu'il n'est pas aisé de tracer un plan mieux suivi, de semer plus d'intérêt, de crayonner de plus beaux caractères, & d'orner le tout d'une poésie plus noble & plus tragique.

Une lettre ne m'a pas permis de m'étendre autant que je l'aurais voulu; j'ai pris les citations auhazard; mais la pièce s'imprime, & dès que je pourrai vous l'envoyer, je vous dédommagerai de ce que je vous ai fait perdre.

La Nation Française doit à ses Ecrivains célébres, presque tout l'éclat dont elle brille depuis cent cinquante ans. C'est par eux que la langue française est des venue la langue universelle de la bonne Compagnie de l'Europe. L'estime, conçue des l'enfance pour ces Auteurs, s'est naturellement étendue au Peuple qui les produisit produisit. Si l'envie qu'excite nécessairement une Nation dominante, & le ridicule qu'inspire plus nécessairement encore la fatuité des voyageurs français, a semblé attacher à leur nom la haine des autres Peuples, l'estime des hautes classes de ces mêmes Peuples en a été un dédommagement aussi honorable que lucratif; honorable, en ce qu'un sentiment éclairé est bien plus flateur que tout ce qu'y opposent des préjugés populaires; lucratif, puisque ce sentiment a sans cesse attiré à Paris un nombre confidérable d'étrangers riches de toutes les Nations, & que la dépense de ces hôtes productifs a formé à l'Etat une branche de revenu confidérable.

La poésie dramatique n'a pas peu contribué à ces grands essets. On a été curieux de voir en action, sur le premier théatre de l'Europe, des Ouvrages qui avaient fait à la lecture une impression sa agréable. Il est donc d'un intérêt pressant

Tome I. Q

pour la Nation de sauver de l'anéantissement, un genre qui lui a produit autant

de gloire que de profit réel.

Les Poetes sont l'ame de cette institution. C'est à eux qu'il faut rendre d'abord le courage & l'énergie, en les délivrant de l'état de bassesse dans lequel la morgue Comédienne éteint leur génie: euxmêmes ont le reméde; qu'ils sentent une fois leur avilissement, & ils remonteront la machine à son ton de Noblesse; qu'ils déterminent de ne plus offrir de pièces au comité; de les faire imprimer comme tout autre Ouvrage; de les soumettre au Public, qui seul en peut être un bon juge. Le sentiment généralsera la loi des Comédiens; le Poëte ne sera exposé ni aux bassesses, ni aux dangers de la faveur, ni aux refus de l'ignorance; la troupe ne suivra plus ses fantaisses; mais les décrets du Public, & si l'entêtement ou le caprice les menait à délaisser un ouvrage connu pour bon, les sifflets du

Public sauraient bientôt les ramener à la raison.

Il se trouvera peut-être des hommes à talens assez peu riches pour faire imprimer leurs pieces. Eh-bien, les gens de lettres ne seraient-ils point capables de patriotisme, & d'un patriotisme qui ferait l'avantage particulier? Pourquoi ne se réuniraient-ils pas, pourquoi tout homme, dont la pièce prospère, ne confentirait-il pas à mettre dans une bourse commune entre les mains d'un Libraire solide, le produit de la septieme représentation. Ce faible sacrifice, joint au profit de toute pièce tirée à cinq cents, mettrait grandement en état de faire imprimer toutes celles qu'un comité de gens de lettres, nommés partous les Auteurs dramatiques, jugerait pouvoir être imprimées.

Les Comédiens, désormais délivrés du blâme des pièces sans effet, & tous entiers à l'étude de leurs rôles, s'en occuperont d'autant plus, qu'ils devront paraître devant un juge déjà éclairé. Le talent se persectionnera & le plaisir du Public doublera.

Mais il est un autre moyen, non moins nécessaire pour produire cet esset, c'est la concurrence. Je m'étonne tous les jours de l'ignorance de ceux qui ont tout fait pour anéantir les bons théâtres, tandis qu'on a favorisé des théâtres bâtards & indécens, où le Public va corrompre & son goût & ses mœurs. C'est ce désordre qui a introduit tous ces Drames, tous ces Romans mis en action, toutes ces pieces sales & malhonnêtes, dont aucuns parens sensés ne voudraient permettre la lecture à leurs enfans.

Il n'est que deux genres: la représentation des grandes actions, & celle des actions ordinaires de la Société; la Tragédie & la Comédie. La Tragédie qui apprendaux hommes quels sont les essets des grandes passions sur le théâtre du monde; la Comédie qui corrige nos

mœurs par le ridicule jetté fur nos vices. Hors de la tout est de mauvais goût, puisque tout est sans but & sans objet. Sans doute, pour une Ville comme Paris, un Théâtre national n'est point assez; un Théâtre seul engourdit les talens faute de rivalité; l'Acteur, une fois reçu, compte avec trop de raison sur l'effet de l'habitude d'un Peuple, qui en est singulièrement dupe, & qui n'est point détrompé par un objet de comparaison. Il écarte par cabale tout nouveau débutant, & le Public subjugué doit, bon gré malgré, le supporter jusqu'à ce qu'il prenne la béquille. Trente mille livres par an font un appas si séducteur, qu'on ne saurait se résoudre à les abandonner. Les usages les plus confacrés au Théâtre sont violés par cette avidité. A soixante ans, on tient encore aux emplois de quinze. La Fée Urgelle y fait la Soubrette; l'antiquité du visage dément la jeunesse du rôle, & son vieux enfantillage vous fait

Q 3

grincer les dents plus que le citron le plus aigre. Trente mille livres sont-elles donc si indispensablement nécessaires à un Comédien (car le monopole ne peut avoir d'autre raison) pour qu'on sacrifie un genre de littérature si intéressant, la gloire & le plaisir National? Le Kain, Préville, &c. valaient-ils moins, quand ils gagnaient huit mille francs? Si cette grande considération de fortune comédienne pouvait se vaincre, deux Théâtres seraient indispensables à Paris, & pour la persedien de l'art, & pour l'amusement du Public.

Les Théâtres lyriques son absolument dans les mêmes cas. Les passion, en grand comme en petit, prêtent à la peinture de la musique imitative, & ce double talent produit les deux genres, Tragique & Comique. Le grand Opéra est magnifique, mais sa dépense est ruineuse, & la Nation ne jouit que rarement des plaisirs qu'il procure. Pourquoi une dépense

si excessive, & qui produit si peu d'avantages au Public. J'ouvre l'almanach, & j'y trouve à l'article Opéra, plus de pensions & de plus grosses pensions, que n'en payent quelques Souverains de l'Europe. Toutes ces charges ne seraient-elles pas un des abus du tems passé? car j'ai de la peine à concevoir, comment un Directeur a assez bien mérité de la Nation, pour lui donner, au bout des deux ou trois années de direction, huit ou dix mille francs de retraite.

Il serait un moyen de simplisser ces dépenses. L'Opéra ne joue que trois sois par semaine. Qu'on y incorpore l'Opéra comique pour jouer les quatre autres jours, mille dépenses répétées sans cesse, & doubles aux deux Théâtres, se simplisseront: salle, décorations, magasin d'étosses, & de toutes sortes d'ustensiles, enfin tous les sujets subalternes adaptés aux deux genres, diminueront de moirié les dépenses actuelles, & ce rapprochement

24

épargnera au tresor Public une somme considérable, qu'il est obligé de sacrisser au soutien du grand Opéra. On pourrait même y gagner un spectacle de plus, & deux spectacles ainsi comformés, pourraient sort bien se soutenir à Paris. Dans l'un on jouerait le tragique, tandis que l'autre représenterait le comique, & vice versa; alors on éteindrait tous ces Théâtres dignes d'un Peuple sauvage, ou d'une nation corrompue; & avec ces quatre spectacles, Paris offrirait des plaisirs plus variés & plus décens qu'aucune Ville du monde.

La Police des Théâtres est un objet qui n'est pas moins intéressant. Messieurs les Gentilshommes de la chambre du Roi en sont, à Paris, les Directeurs nés. Je ne sais comment cet usage s'est établi, & je doute qu'ils ayent d'autre droit que celui qu'ils se sont attribué. Ordonnateurs des détails relatifs aux amusemens de la Cour, ils ont cru que des Comé-

diens, qui portent le titre de Comédiens du Roi, devaient être sous leur direction; mais c'est visiblement un abus d'expression. Si la Cour, par des vues économiques, se sert des Comédiens de Paris, ils sont sans doute aux ordres des grands Officiers du Roi pour ce service particudier; mais à Paris, ils redeviennent les Comédiens de la Nation, & Messieurs les Gentilshommes n'ont point la direction de ses plaisirs. Cet usage, qui semble infignifiant au premier coup-d'œil, a pourtant des effets dangereux. Ils sont trop grands Seigneurs pour s'occuper des détails du Théâtre.Les Comédiens, livrés à eux-mêmes, sont un Peuple sans chef, & ce n'est peut-être pas le Peuple le plus docile. L'ordre est peu maintenu. On néglige ses devoirs, on court les Provinces, & le public est mal servi. D'ailleurs, à l'abri d'une si grande direction, les Comédiens ont souvent abusé. Ils fut un tems, & il est trop près pour en perdre

la mémoire, où il eut été plus dans gereux d'écrire que tel acteur avait mal joué son rôle, que de piller le trésor

public.

Si les Théâtres sont une institution, qui tient à l'ordre public, il est évident que la direction en appartient au Magistrat public. La municipalité de chaque Ville est l'espèce de magistrature qu'indique la nature même de l'institution. C'est donc à elle à préposer le juge de la discipline du Théâtre; c'est à elle à nommer un Directeur particulier de chaque Théâtre qui donne l'impulsion à tous les membres; & cette place semble appartenir de droit à l'un des Auteurs que ses succès & son mérite personnel auront le plus distingué à chaque specnoglige les devou. Luncoure l tacle.



Cornedians one follower abrief list on un

e the first good son con the Hall-gomes

## LETTRE XXIV.

## MILORD,

JE vous ai promis une analyse de l'origine & de la nature des Parlemens. Cet objet n'est pas indissérent pour un pays où l'esprit aristocratique est le danger qui menace le plus violemment la liberté de la Nation. Vous y verrez combien les corps sont dangereux; & par les prérorogatives étonnantes dont les Jugeurs s'étaient emparés, vous serez frappé de l'alternative terrible dans laquelle la Nation était pressee, entre le despotisme ministériel & le desporisme des Magistrats. Heureusement les querelles des puissans, qui ordinairement font le malheur des Peuples, ont amené pour les Français l'occasion & les moyens de fe saisir d'une sélicité dont ils étaient privés depuis si long-tems. Mais ils n'auront rien sait, si, portant toute leur attention sur le pouvoir arbitraire du Gouvernement, ils négligent les dangers du
pouvoir des Corps. Point d'arbitraire
d'aucun genre, doit être leur dévise, &
pour cela point de moyens de l'introduire. Or les Corps puissans sont peutêtre le plus dangereux de ces moyens,
& la marche parlementaire en sournira
une preuve bien convaincante.

## DES PARLEMENS.

Lorsque l'inquiétude & l'appas du butin, qui poussaient tous les Peuples du Nord vers le midi, eurent dégoûté les Francs des rivages de Hollande & de Zélande, leurs premières incursions furent dans les Gaules, où un Peuple jadis vainqueur de Rome, avait ensin cédé au génie conquérant de cette maîtresse du monde. Une Nation pauvre, courageuse & barbare disputa cette riche proye à un vainqueur amolli par ses propres conquêtes. Deux siècles de combats, de défaites & de victoires sirent ensin changer les Gaulois de maîtres, & établirent à jamais, dans ces fertiles contrées, l'empire des Français.

La forme du Gouvernement des Germains, & par conséquent des Francs, nous est transmise d'une manière bien précise par l'historien Tacite. Chez eux tout se faisait par élection. Reges ex nobilitate, Duces ex virtute sumunt. L'emploi principal de ces Chess ou Ducs, était de rendre la justice. Eliguntur in iis dem Conciliis Principes qui jura per pagos vicosque reddunt. C'était la leur fonction pendant la paix. Mais en tems de guerre ces mêmes Magistrats, ceignant l'épée, commandaient les armées, & combattaient pour leur Patrie. In pace decus, in bello præsidium. On associait

à ces Magistrats principaux des Lieutenans ou Comtes pour les soulager dans leurs fonctions. Chacun en avait un certain nombre sous ses ordres.

Cette forme de gouvernement s'altéra dans la conquête. Le système barbare de la féodalité s'établissait naturellement avec les Conquérans du Nord. Il fallait bien une récompense à l'audace, aux périls de ces brigands affociés, pour dépouiller les Nations. Mais, dans le principe, le gouvernement des Francs ne fut pas, à beaucoup près, aussi atroce qu'il le devint ensuite. Les vaincus ne furent point partagés comme un vil troupeau entre les vainqueurs; un canton ne fut point donné à un guerrier sans autre loi que sa volonté. La division de la conquête en fiefs ou bénéfices, supposait, pour le bénéficier, devoir aussi-bien qu'avantage. Ces fiefs, récompense honorable & lucrative des guerriers, étaient en même-tems une charge ou magistracontemporain des Rois de la première dynastie (1), n'ontrien conservé des mœurs barbares de leur ancienne Patrie. Ils ont adopté les loix, la police & les mœurs des Romains. Comme eux, ils ontétabli une Magistrature dans tous les siefs; & par ce bon ordre, ils ont affermi leur domination, & mis leurs ennemis hors d'état de leur résister.

Le Royaume, soit qu'on s'en tienne à l'ancienne constitution des Francs, soit qu'ils eussent adopté celle des Romains, sut donc divisé en siefs. Dans chacun sut établi un Comte chargé de rendre la justice au Peuple, & de le désendre contre l'ennemi du dehors. Douze de ces Comtes dépendaient d'un Duc, qui lui-même relevait de la Cour établie dans le Palais du Roi.

Cette Cour était présidée par le Comte

<sup>(1)</sup> Agathias.

du Palais, qui, à l'instar du Préset de Rome, jugeait en première & dernière instances les causes portées devant lui; on résormait par appel les Sentence des autres Juges du Royaume. Le Comte était assissé de Barons assesseurs, appellés Scabini Palatii.

Les anciens Historiens (1) ont laissé un ample détail de l'importance de cette première Magistrature du Royaume. Il connaissait exclusivement des affaires les plus graves, que l'on nommait pour cela Causa Palatina. Toutes celles où le Prince avait intérêt, soit pour sa personne, soit pour les intérêts des Barons & de la séodalité, distinguées par ces noms: Causa regales, Causa reipublica, vel Causa pro salute Patria & utilitate Francorum, n'étaient portées qu'à

<sup>(1)</sup> V. Adhalard, Hincmar, Arch. de R., Cap. de Charlem., de Charles-le-Chauve, de Louis-le-pieux, Vie de S. Project, Ev.

ce Tribunal. Il confirmait ou réformait les jugemens rendus dans les Provinces, lorsque les Parties s'en plaignaient. Enfin, comme il tenait son Tribunal dans le Palais, il connaissait de toutce qui s'y passait, tant pour le civil que pour le criminel.

Plusieurs historiens ont confondu l'office de ce Chef suprême de la Justice, avec celui du Maire du Palais; d'autres ont prétendu que le premier avait succédé au dernier. C'est une double erreur que tous les monumens anciens concourent à rectisier. Grégoire de Tours & Aimoin ne laissent aucun doute à ce sujet.

Le Maire était sans doute le premier Officier du Royaume. Il était dans le Palais, ce que, dans les Provinces, les Ducs étaient à l'égard des autres Comtes. Mais, attaché de si près à la personne du Prince, son premier Conseiller, son plus intime consident, les détails de la Justice surent bientôt au-dessous de sa dignité.

Tome I.

Depuis Clovis II, le trône ne fut occupé que par des enfans ou des imbécilles. Ce fut alors que le Maire du Palais, élevé par l'avilissement de la dignité royale, prit le nom de Duc des Ducs, de Prince des Français. Il recevait les Ambassadeurs, la guerre & la paix dépendaient de lui, & son pouvoir devint tel qu'il fit souvent la guerre à son Souverain, quand il rencontra quelque reste. de volonté ou d'opposition. Charles-Martel était parvenuà ce haut dégré de puissance, lorsque, sans égard pour l'usage qui voulait que le Maire fût élu par les Grands, de l'aveu du Roi, il divisa la Mairie entre ses fils, Pepin & Carloman. Celui-ci fe fit Moine, & laissa à son frère l'autorité toute entière. Pepin, plus puissant que ses prédécesseurs, plus ambitieux ou plus entreprenant peut-être, résolut de joindre à l'autorité que lui laissait son père, un titre que Charles avait daigné laisser à ses Maîtres, & pour me servir

de l'expression de Pasquier, il joua heureusement au Roi dépouillé.

Ce fut donc l'ambition des Maires du Palais qui fit abandonner au Comte l'administration absolue de la Justice. C'est dans leur conduite & leur succès qu'on trouve la raison du silence gardé à leur sujet, par les anciens monumens, pour tout ce qui concerne les affaires litigieuses, terminées dans la Cour du Palais, & sous la direction immédiate du Comte.

Les plaids (1) ou placités de cette Cour étaient, non-seulement honorés de la présence du Roi, mais encore de l'assistance des Seigneurs, ecclésiastiques & Laïcs, & des grands Officiers qui étaient auprès du Prince (2). Il nous reste une vingtaine de Jugemens portés

<sup>(1)</sup> Hincmar, cap. XXI.

<sup>(2)</sup> Tom. IV des Hift, de F.

dans ce Tribunal avant Charlemagne; tous offrent le même préambule que celui conservé par Marculphe (1). En l'audience tenue en notre Palais de.... pour entendre & juger les Causes de tous nos Sujets. Et il est essentiel de le remarquer, parce que c'est ce qui distingue d'une manière inexpugnable la Cour de Justice des Rois, autrement Cour de France, Cour Royale, Conseil, Parloir, Parlement, &c. des grands Parlemens ou Placités généraux des Assemblées de la Nation, appellés Champ de Mars ou de Mai.

Le Moine de Saint-Gal (2) confirme

<sup>(1)</sup> Ergo cùm nos in Dei nomine, ibi in Palatio nostro ad universorum causas recto judicio terminandas unà cum Dominis & Patribus nostris Episcopis vel pluribus optimatibus nostris, &c. Prolog. de reb. judic. Marculph. Lib. 2. Formul. 25.

<sup>(2)</sup> Quo cum venirent (in interioribus Pa-

encore ce fait historique dans le récit du cérémonial, observé à la réception des Ambassadeurs Grecs, envoyés à Charlemagne. Après avoir traversé plusieurs pièces, ou ils virent chacun des grands Officiers occupés des fonctions de son office, ils trouvèrent, dit-il, dans l'intérieur du Palais, le Comte tenant son audience au milieu des *Proceres*.

Les Rois de la seconde dynastie connaissaient trop le danger d'un office, aussi important que celui de la Mairie du Palais, pour le laisser subsister. C'était une arme dont ils s'étaient heureusement servis, mais qu'ils ne manquerent pas de briser, dès qu'ils n'en eurent plus besoin, & qu'elle n'ait pu que leur être funeste. Les charges subalternes

n

io f-

2.

2-

R 3

latii) videntes Comitem Palatii in medio procerum conciocinantem, Imperatorem suspicati, terra tenus sunt prostrati, &c. Mon. St. Gall. de gest. Car. magni.

s'aggrandirent nécessairement de ses débris. Aussi dans l'ouvrage fait par l'ordre de Charlemagne, & qu'a laissé Adhalard, Secrétaire & Conseiller de ce Prince, voit-on des charges & des attributions nouvelles dont la première dynastie n'offre pas même l'idée (1).

Il ne peut rester aucun doute sur la manière dont la justice était rendue, & sur les sonctions de ces grands Officiers. Adhalard en rend un compte exact & circonstancié; l'apocrisiaire, autrement appellé l'Aumônier, jugait toutes les affaires de l'Eglise & de ses Ministres (2); le Sénéchal, celles du Domaine

<sup>(1)</sup> Le nombre & l'ordre des Officiers y sont marqués d'une manière précise: Apocrisiarius, Cancellarius summus, Camerarius, Comes Ralatii, Senescallus, Baticularius, Comes Stabuli, Mansionarius, Venatores quatuor, Falconarius unus. V. Adhalard.

<sup>(2)</sup> Comitis autem Palatii inter catera penè

particulier du Roi (1), & le Comte du Palais, tous les différends des Sujets Laïcs du Royaume, soit en première instance, soit par appel.

Ainsi la Cour du Palais continue d'exister sous la même forme où elle s'offre sous la première dynastie. Mais à cette époque, la clarté des Historiens,

innumerabilia in hoc maxime sollicitudo erat, ut omnes contentiones legales, que alibi orte propter equitatem judicii Palatium aggrediebantur, juste ac rationabiliter determinaret, seu perverse judicata ad equitatis tramitem reduceret. Hincmar, ad Proc., Cap. XXI.

(1) On trouve quelques actes de cette Cour fous la première race, telle que la recherche des domaines entre la Seine & la Loire, par Bertrand, sous Thierry II, & la restitution qu'Egga sit sous Clovis II, de plusieurs terres usurpées par le domaine, sous Dagobert. Aim. Monach. de gest. Franc. V. une Chartre de Thierri III, de l'an 680, Recueil des Hist. de Fr. tom. IV.

témoins oculaires de ses procédés, jette une grande lumière sur ce Tribunal suprême de la Justice de nos Rois.

Persuadés que l'ordre était l'unique moyen de réparer les maux produits par l'anarchie, suite de la faiblesse ou de l'extinction de la Famille Royale, les Princes de la nouvelle race donnèrent tous leurs soins au rétablissement de la Justice. Charlemagne sit à ce sujet de nombreux Réglemens. Il institua des Magistrats qui, à certain tems de l'année, visitaient les Provinces, s'informaient de la conduite des Juges, & tenaient leur assise en lieu public, où chacun avait un accès libre & facile. Ces Juges où missi Dominici étaient à peu-près ce que sont, en Angleterre, les douze Juges, députés quatre fois l'an dans les Provinces.

La Cour Souveraine du Palais ne fût pas moins l'objet de ses soins. Il y présidait souvent lui-même, & rien ne pouvait en distraire son attention. Lors même qu'il était occupé dans son appartement, si le Comte du Palais lui annonçait quelque cause dont il s'était réservé la connaissance, il faisait aussi-tôt entrer les parties, & après avoir entendu luimême leurs raisons, il prononçait un

Jugement (1).

Les Princes, ses successeurs, ne s'occupèrent pas moins des séances de cette Cour souveraine de Justice. Lorsque Louis-le-Débonaire su Empereur, il sit déclarer aux Comtes & au Peuple qu'il y assisterait une sois chaque semaine (2). L'absence du Roi, hors du Royaume, ne les interrompait point. Ainsi Charles-le-Chauve laissant, pendant son voyage d'Italie, la garde des sceaux à Adhalard, son parent, Comte du Palais, lui prescrit de tenir assidument

<sup>(1)</sup> Ex vita Car. Mag. per Eginhardum scripta.

<sup>(2)</sup> Requeil des Hist. de Fr., tom. VI.

l'audience de cette Cour; & en cas d'empêchement valable, il nomme un des Barons, ses affesseurs, pour la tenir à sa place (1). Le règne de son petitfils Charles-le-simple, offre plusieurs plaids de cette Cour de Justice; un surtout en 916, où l'on trouve cinq Evêques, quatorze Comtes, & dix-sept Barons Assesseurs, ou Scabini Palatii. Les troubles du Royaume, l'usurpation de Robert & de Raoul n'en arrêtent point les fonctions. La Chronique de Saint-Bénigne de Dijon, dans l'intervalle de 925 à 936, rapporte un jugement rendu pendant que le Roi Raoul était en cette Ville, Robert, Comte du Palais, tenant son audience en préfence de Gissebert, Comte de Bourgogne.

Enfin, en 980, une Chartre de Lothaire, l'avant-dernier des Carlo-

<sup>(1)</sup> Ibid. tom. VII.

vingiens, parle d'un Héribert, qu'il appelle Comte de son Palais, son Cher & Féal.

On trouve donc, fous la seconde dynastie, la Cour du Palais tenant ses placités sans aucune interruption. Plufieurs Écrivains ont confondu ces féances avec les placités généraux des Assemblées nationales. L'abus des mêmes expressions induisit en erreur, ou plutôt servit à favoriser une opinion qu'un intérêt particulier cherchait à établir. Car la distinction est si frappante, si clairement marquée par les Historiens, qu'il est impossible de se faire de bonne-foi une illusion dissipée par le plus superficiel examen, contredite par tous les faits. Hincmar, qui a si bien décrit les Placités de la Cour du Palais, s'explique avec autant de clarté au sujet des Maltes ou Placités généraux des Affemblées nationales.

Tacite, dans la description des

Assemblées des anciens Germains, nous offre l'origine de cette forme constitutionnelle des Francs. C'était au tems de la nouvelle & de la pleine lune qu'elles se tenaient, parce qu'ils estimaient ce tems le plus heureux pour entamer les affaires. Le Roi ou Chef parlait le premier, les grands opinaient à leur tour, & étaient écoutés avec les égards que méritaient leur âge, leur noblesse, leurs exploits & leur éloquence. On déférait moins à l'autorité de la personne, qu'à ses raisons. Si l'avis déplaifait à la multitude, un murmure général exprimait le mécontentement. Lorsqu'elle le goûtait, chacun frappait fur son bouclier; éloge militaire qui, chez les Germains était le signe d'approbation le plus honorable. C'était dans cette Assemblée qu'on nommait les Chefs, chargés de rendre la justice dans chaque canton.

Cette forme convenait sans doute à

une Nation libre & guerrière, qui ne connaissait d'autre profession que celle des armes, qui n'avait d'autre richesse que le butin, fruit de ses expéditions militaires. Mais lorsque cette Nation se fut établie dans les Gaules; qu'elle fut incorporée avec un peuple depuis longtems civilisé & rompu à la Police Romaine; qu'elle fut formée à l'agriculture & aux arts, un nouvel ordre de choses amena des modifications nécessaires dans les mœurs & dans le gouvernement; produisit un changement indispensable dans la forme des Assemblées nationales, & établit les anciens Parlemens ou Assemblées générales, dont la description la plus détaillée nous a été transmise par Hincmar.

Il s'en tenait deux par an (1), l'une

<sup>(1)</sup> Consuetudo autem tunc temporis erat ut non sæpiùs, sed bis in anno, placita tenerentur. Unum quando ordinabatur status totius regni ad

en Mars qui fut ensuite transérée en Mai; l'autre, dans l'automne. On les appella Champ, ou plutôt Camp, parce

anni vertentis spatium. Propter dona generaliter danda aliud placitum cum fenioribus tantum & pracipuis Conciliariis habebatur, in quo jam futuri anni status tractari incipiebatur, si fortè talia aliqua se præmonstrabant pro quibus necesse erat prameditando ordinare, fi quid mox tranfacto anno priore incumberet pro quo anticipando aliquid statuere aut providere necessitas esset; &c. Ita tamen ut quotiescumque segregatorum voluntas esset ad eos veniret ( Rex ). Similiter quoque quanto spatio voluissent cum eis confisteret & cum omni familiaritate, qualiter fingula reperta habuissent, referebant, quantaque mutuâ hinc & indè altercatione, vel disputatione, vel amica contentione decertassent, apertiùs recitabant; donec res fingulæ, ad effectum perduex, gloriofi Principis auditui in facris ejus obtulibus exponerentur & quidquid data à Deo sapientia ejus eligeret, omnes sequerentur. Hinemar , Epifc.

que cette Assemblée se tenait dans un véritable Camp, où toute l'armée se rendait pour passer en revue. L'Assemblée d'été était proprement l'Assemblée générale; l'autre n'était composée que d'une partie des grands Vassaux & des principaux Conseillers du Roi. Celle-ci n'était destinée qu'à recevoir les dons annuels, ou revenus ordinaires du Prince; on y préparait néanmoins les matières, qui devaient se proposer au Champ de Mai; mais on n'y décidait aucune affaire importante. C'était dans le Placité général du Champ de Mai qu'on réglait l'ordre de l'État, les projets de guerre & de paix. Dans l'un & l'autre Placité, le Roi faisait proposer, parses Conseillers ou grands Officiers, les objets qui devaient faire la matière de la délibération. On examinait chaque objet séparément. Si l'on avait besoin de quelqu'éclaircissement, des Messagers portaient des Comités au Roi, & du

Roi aux Comités, les demandes & les réponses. Même si la présence du Roi était jugée nécessaire, il s'y rendait, écoutait avec bonté les avis & les débats. Quand on s'était déterminé sur chaque point, on faisait lecture au Roi de la délibération, & le Prince sanctionait ce qui lui semblait sage.

Tels étaient les anciens Parlemens ou Placités généraux de la Nation, si distincts & si disserens de la Cour Souveraine de Justice de nos anciens Rois, à laquelle présidait le Comte du Palais, & qui n'embrassait que les assaires litigieuses des Sujets. Tels étaient ces Placités généraux où les intérêts de la Nation étaient agités, où les objets étaient librement discutés, où la délibération produisait des arrêtés; & ces arrêtés, sanctionés par le Prince, devenaient des loix.

Charlemagne avait régné en grand homme. Mais l'énergie de cette famille,

si glorieuse dans trois générations, semblait s'être consumée par sa vigueur même, pour s'éteindre dans Louis-le-Débonnaire. La pufillanimité de cet Empereur, sa faiblesse pour un Ministre, Adhalard, qui abusait de sa facilité, les révoltes de ses enfans, tout servit à jetter dans les Grands les semences d'indépendance, qui éclaterent ensuire. Charles-le-Chauve & Louis-le-Begue étaient peu propres à réparer tant de maux. Aussi furent-ils au comble, quand la mort de ce dernier, l'enfance de son fils, l'indolence & l'inaptitude de Louis & de Carloman y eurent ajouté leur fatale influence. L'esprit de sédition & de révolte se montra ouvertement dans tous lesgrands Vaffaux. Louis & Carloman finirent bientôt leur inutile carrière; mais Charles était encore en bas âge. Les Normands, peuples hardis & belliqueux s'étaient emparés de la Neustrie, & infestaient le Royaume de tous côtés. Les

Tome I.

malheurs publics demandaient une réunion de moyens, & un Chef en état
de les diriger. L'esprit de sédition &
d'indépendance, égarant toutes les têtes,
ne permit point de donner au Royaume
ce Régent qui lui manquait. Chacun
voulut s'approprier une partie de cette
riche dépouille. Tandis que chaque faction se donnait un maître, ceux de la
France occidentale préparerent l'élévation de la Maison des Capets, en élisant
Roi Eudes, fils de Robert, Comte
d'Anjou, souche de la troisième dynastie.

Pendant son règne, Eudes avait rétabli, en faveur de son frère Robert, la Mairie du Palais, anéantie par le premier des Carlovingiens. Cette éminente dignité donna à cette famille un avantage décidé sur tous les concurrens au trône. Cependant Hugues Capet, qui, après la mort de Charles & de son père Robert, se trouva maître du trône, eutla modération de faire régner Louis d'Outremer, Lothaire & Louis V. Ce facrifice ne fit rien perdre à son ambition. Louis V mourut sans enfans. Hugues Capet réunit les suffrages de la Nation, & le Maire sur Roi.

Mais, malgré le choix général de la Nation, Hugues ne posséda pas sans orages (1). Les troubles, qui avaient élevé sa maison, n'avaient pas moins aggrandi celles des principaux Seigneurs du Royaume. Ils ne tardèrent pas à jalouser un maître, n'aguère leur égal, Des guerres intestines s'allumèrent. On lui disputa ce qu'on lui avait donné, & le Prince encore mal affermi, sur obligé souvent, par force ou par politique, de se prêter à l'aggrandissement de vassaux, dont il ne redoutait déjà que trop la puissance. Ils prositèrent de cet embar-

<sup>(1)</sup> Chr. du Moine Odon, ex glabro Rodulpho.

plois, qui jusqu'alors avaient été à la nomination de la couronne. Les Comtes de Champagne sur-tout, qui devaient toute leur existance aux Capets, & qui les payerent de la plus noire ingratitude, prétendirent bientôt à l'hérédité de l'office de Comte du Palais (1).

Hugues, opprimé par ces usurpations, trop mal affermi pour rétablir l'ordre par la force, eut recours aux seuls moyens que les circonstances lui permissent d'employer (2). Pour diminuer l'autorité des Comtes ou Juges des Provinces, il établit des Bailliss, ou Juges Royaux, qui, entrant en concurrence, & jugeantau nom du Suzerain, affaiblirent nécessairement le crédit des premiers. Le Comte du Palais avait été unique jusqu'alors, on le

.oddlub

<sup>(1)</sup> L'Historien de Blois. Vie de Louis-le-Gros, par Suger, acho caiolli ab and (1)

<sup>(2)</sup> Bruffel, Liv. II.

multiplia, & plusieurs, partageant ce titre, en diminuèrent l'autorité; mais le Tribunal même n'éprouva aucune altération. Lors même que le Sénéchal succéda dans cette présidence au Comte du Palais, le seul changement qui s'opéra, fut de réunir la Cour domaniale à la Cour du Palais. Ce changement s'était fait pour punir les révoltes de la Maifon de Champagne, & la dépouiller d'une Présidence qui la rendait trop dangereuse.

Mais si les Comtes du Palais avaient troublé les quatre premiers règnes des Capets, par l'abus d'une trop grande puissance, les Sénéchaux devinrent bientôt eux-mêmes trop grands pour ne pas, à leur tour, inquiéter leurs Maîtres. Le Trône, portant sur un appui unique & trop peu assujetti, avait une assiette trop précaire. Cette vérité politique autant que physique, frappa Philippe Auguste, & tout changea de face.

Le regne de Philippe Auguste est l'époque des premiers changemens importans dans l'économie judiciaire de la monarchie. Jusqu'alors, comme on l'a vu, des Comtes-Juges répartis dans les Provinces, rendaient la justice aux Peuples, & une Cour Souveraine dans le Palais des Rois, révoquait ou confirmait leurs jugemens, & connaissait des grandes affaires & des discussions séodales. L'Officier qui présidait à cette Cour, d'abord sous le nom de Comte du Palais, ensuite, en raison des révoltes de la Maison de Champagne, sous celui de Sénéchal, avait, par un pouvoir trop étendu, alarmé, souvent embarrassé les Rois. Philippe résolut d'éteindre le principe de tant de troubles. Il partait pour la Terre-Sainte, & cette extravagante guerre lui fournit l'occasion, comme elle lui en faisait une nécessité, d'asseoir l'ordre de l'Etat sur une base plus solide. sanacio mas & chira

La grande Senescallie s'éteignait dans Henri II, Roi d'Angleterre, & Philippe avait, comme il le dit lui-même dans une Ordonnance de 1190 (1), partagé sa jurisdiction entre des Bailliss qu'il établit dans ses Domaines. Mais cette Ordonnance sut bien plus importante par l'établissement d'une séance ou assis pour remplacer la Cour du Palais. Elle devait se tenir trois sois par an à Paris, pour y entendre & terminer les procès de tous les sujets, & les affaires de son Domaine. Voici le texte de cette Ordonnance.

Nous voulons (2) & ordonnons que

<sup>(</sup>i) Et in terris nostris, quæ propriis nominibus distinctæ sunt, Ballivos nostros posuimus qui in Balliviis suis singulis mensibus ponent unum diem, qui dicitur officia. Ord. ou Testament de Philip.-Aug. rec. des Ord., tom. I.p. 29.

<sup>(2)</sup> Præterea volumus & præcipimus ut cariffima mater nostra Alix Regina statuat cum cariffimo avunculo nostro & sideli Guillelmo Remensi Archiepiscopo, singulis quatuor mensibus

notre très-chere Mère la Reine Alix, avec Guillaume, Archevêque de Rheims, notre très-cher oncle & féal, assignent tous les quatre mois à Paris un jour, pour entendre les causes des hommes de notre Royaume, & les terminer pour la gloire de Dieu & l'avantage de l'Etat. Nous ordonnons en outre, qu'au même jour, se trouvent aussi devant eux les Bailliss de nos Domaines, qui tiendront assis pour rendre compte, en leur préfence, des assaires de nos terres.

Voilà deux articles frappans, dont l'un établit une Cour de judicature pour juger les causes ordinaires de tous les sujets du Roi, & le second donne à cette

ponent unum diem Parifiis, in quo audiant clamores hominum regni nostri, & ibi eos finiant ad honorem Dei & utilitatem Regni; præcipimus insuper ut eo die sint ante ipsos de singulis villis nostris & Baillivi nostri qui assissa tenebunt ut coram eis recitent negotia terra nostra. Art. III & IV de la même Ordonn.

Cour autorité sur tous les Bailliss du Domaine de la Couronne. Voilà donc le déplacement & la réunion des juris-dictions, qui constituaient & la Cour du Comte du Palais, & l'ancienne Cour domaniale.

C'est à cette séance, dit un moderne qui a fait de prosondes & de judicieuses recherches sur l'histoire de France, c'est à cette séance qu'il faut rapporter l'institution de la nouvelle sorme qui sut donnée à la souveraine Cour du Palais, & qui en a fait le Parlement de Paris (1).

Ce changement sit naître dans le Palais, de nouveaux Tribunaux, qui étaient, pour ainsi dire, des restes de la Cour du Palais. Les grands Officiers qui avaient dépendu du Comte & enfuite du Sénéchal, prositant de leur extinction, étendirent leurs droits. Le

<sup>(1)</sup> Gibert, Mém. de l'Acad. des Inscrip.

Connétable sur-tout, qui jusqu'alors n'avait joué qu'un rôle subalterne, se vit en possession d'une grande autorité, & tout les gens de guerre dépendirent de son tribunal. Mais on en vit paraître un nouveau, qui dût son existance à l'habitude, & aux circonstances. La Cour du Palais, dans laquelle les Princes se trouvaient souvent, les avait accoutumés à juger eux-mêmes les griess de leurs sujets. L'éloignement de cette Cour, laissait cet objet à remplir. Saint-Louis y pourvut par la création des Maîtres des requêtes.

Ce Prince, comme le rapporte le Sire de Joinville, ayant appris pendant son voyage de terre Sainte, que les Rois Orientaux saisaient rendre la justice à leurs sujets, à la porte de leurs Palais, trouva que cet usage pouvait remplacer pour les siens, la ressource que leur avait sourni la Cour du Palais, avant le règne de son ayeul. Il créa à cet effet trois

Officiers, qu'il qualifia Juges de la porte pour y recevoir les plaintes & les requêtes des particuliers, y faire droit si elles étaient légères, & lui en faire rapport si elles étaient de conséquence. Ce Prince ne dédaignait pas d'exercer luimême cette auguste fonction de la royauté : souventesois, dit cet Auteur comtemporain & serviteur de ce Prince, le Roi nous envoyait les Sire de Neele. de Soissons & moi, ouir les plaids de la porte, & puis il nous envoyait querir, & nous demandait comme tout se portait, & s'il y avait aucuns qu'on ne pût dépêcher sans lui : plusieurs fois, fuivant notre rapport, ilenvoyait querir les plaidoyans, & les contentait, les mettant en raison & droiture.

Cependant ces séances, ces conseils, ces parloirs au Roi, se consolidaient par l'usage. Saint-Louis les avait probablement fixés à Paris; du moins les Ordonnances de 1277, & de 1296, les y sup-

posent déjà établis ; la dénomination de Parlement leur fut bientôt affectée. & cette expression, jusqu'alors indifféremment employée pour toute espèce d'assemblée, leur resta attachée d'une manière invariable & exclusive; quoique ces Cours de Judicature n'eussent rien de commun avec les grands Parlemens, ou les Placités généraux de la Nation. Ainfi, le même mot est employé pour exprimer des choses bien différentes; ainfi, Diocese, qui signifiait Province Romaine, a été appliqué depuis aux Paroisses dirigées par un Evêque; Empereur, qui ne défignait qu'un Général, exprima depuis la première dignité du monde; & Consul, qui fut le nom du Chef de la plus grande République connue, est aujourd'hui celui d'un Marchand de Paris, qui juge des intérêts mercantilles de ses confrères. Les noms & les choses ont subi les mêmes vicissitudes.

La dénomination de Parlement une

fois fixée aux Cours de Justice pendant trois règnes, il fallut changer le nom des véritables Parlemens ou Affemblées de la Nation; & des qu'il s'offrit une occasion de les convoquer, on le fit fous le nom d'Etats Généraux, nom beaucoup plus convenable, puisqu'il exprimait à la fois les Représentans de la Nation entière, & les intérêts publics. Ce fur sous Philippe-le-Bel, perits-fils de Saint-Louis. Le Tiers-Etat fut appellé pour la première fois à ces grandes Assemblées. Car dans l'anarchie qui régna, lors de l'extinction de la seconde dynastie & le commencement de la troisième, chaque Seigneur s'était emparé de ce qu'il avait pu envahir : les villes & les campagnes avaient été réduites en servitude, & des hommes attachés à la glebe, des Bourgeois en esclavage, n'avaient pu être admis aux Affemblées de leurs Maîtres. Mais depuis Philippe - Auguste, nombre de

Bourgeois avaient acheté leur franchife. Depuis qu'ils n'étaient plus mainmortables, les habitans des Villes se livraient au négoce, & les Cités étaient devenues opulentes. Les Communes entraient des-lors aux Etats ou Parlemens d'Anglererre. Ainsi les Rois de France ne firent qu'imiter une Coutume de leurs voisins; sur quoi il faut remarquer que les Assemblées nationales en Angleterre continuèrent toujours sous le nom de Parlemens, parce que l'antique Cour du banc du Roi, qui répondait à notre Cour du Palais, conserva son nom; tandis qu'en France, la Cour du Palais, prenant le nom de Parlement lors de son déplacement, les Assemblées nationales quittèrent cette défignation pour prendre celle d'Etats-Généraux.

Ces Etats-Généraux se tinrent la première fois, sous leur nouvelle dénomination, dans l'Eglise de Notre-Dame. On

y avait élevé un trône pour le Roi; il avait auprès de lui le Comte d'Evreux son frère, le Comte d'Artois son cousin, les Ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Lorraine, les Comtes de Hainaut, de Hollande, de Luxembourg, de Saint-Pol, de Dreux, de la Marche, de Boulogne, de Nevers. C'était une Assemblée de Souverains. Les Evêques y étaient en petit nombre; ce qu'on doit attribuer sans doute à l'objet même de cette Assemblée. Il s'agiffait d'arrêter les entreprises audacieuses de Boniface VIII, qui osait menacer le Roi de le déposer; il s'agissait aussi de demander de l'argent au Peuple. Les Députés du Peuple occupaient en grand nombre un des côtés de l'Eglise. La supplique singulière, mais sage, mais loyale, qu'ils présenterent au Roi, est parvenue jusqu'à nous. C'est grande abomination, y est-il dit, d'ouir que ce Boniface entende malement, comme bougre, cette parole d'efpiritualité; ce que tu lieras en terre, sera lié au ciel; comme si cela signifiait que, s'il mettait un homme en prison temportelle, Dieu pource, le mettrait en prison.

Spirituelle.

⑻

Ce même Philippe-le-Bel, qui convoquair les grands Parlemens ou Etats-Généraux pour les affaires politiques & d'administration, consolidait en mêmetems les Cours de Justice appellées Parlemens judiciaires, Parlementa curiæ, & son Edit de l'an 1302, prouve bien que ces Tribunaux étaient uniquement érigés pour juger les procès. Voici comment s'exprime Philippe-le-Bel: pour le bien de nos sujets & expédition des procès, nous nous propofons d'ordonner qu'il se tienne deux fois l'an un Parlement à Paris, un Seacaire ou Echiquier à Rouen, de Grands Jours à Troyes, & un Parlement à Toulouse. Le même Prince créa en même-tems une Chambre des Comptes, qui fut également

également appellée Cour, Parloir & Parlement.

Tous ces Parloirs ou Parlemens étaient présidés & composés de hauts Barons; la Nation n'aurait pas souffert d'être jugée par d'autres; mais dan ces Parlemens judiciaires, il n'en était point comme des Parlemens nationaux ou Etats-Généraux. Dans ceux-ci, chaque membre s'y trouvait par le droit de la naissance, & pour discuter ses intérêts. indépendamment de la volonté du Prince; dans ceux-là, les Barons-Juzeurs étaient nommés par le Roi, ne negeaient que par son bon plaisir, recevaient cinq fols parisis par jour. Ils exerçaient une commission passagère, & souvent ceux qui avaient siégé à Pâques, n'étaient plus Juges à la Touffaint.

Cependant, comme ces Barons se piquaient autant d'ignorance que de brévoure, qu'il était rare alors de trou-Tome I.

ver un Noble qui sût lire ou écrire son nom, une nécessité indispensable fit donner à ces Juges des Adjoints propres à éclairer leurs jugemens. On fait que dans ces tems d'ignorance, on appellait Clercs tous ceux qui fréquentaient les écoles. On défignait par Clergie le Corps des gens lettrés, qu'ils fusfent ou non du Clergé; & en Angleterre, où l'on a le plus conservé les noms & les anciennes traces féodales les priviléges des Lettrés sont encore confacrés par les loix sous le nom de bé néfice de Clergie. On donna donc au Barons quelques-uns de ces Clercs ap. pellés Maîtres ou Licentiés ès loix, en qualité de Conseillers-Rapporteurs. Ils formèrent deux Chambres des Enquêtes. Ils ne jugeaient pas, mais ils préparaient, ils instruisaient les affaires, & mettaient les Barons en état de prononcer.

Ces Enquêteurs forcèrent bientôt; par leur science & leur mérite, le Mos narque à leur confier l'important miniftère de la Justice, & les Barons-Jugeurs à se conformer à leur avis. Ils firent Corps avec le Parlement Judiciaire.

Ce que leur mérite avait nécessité les circonstances le consolidèrent. Dans les horribles convulsions qui déchirèrent la France sous le règne de l'infortuné Charles VI, toutes les parties de l'administration furent également abandonnées. Au milieu des affreuses dissensions de la Famille Royale, chacun, entraîné par l'esprit de parti, inquiet pour sa propre sûreté, ne songea qu'à se défendre soi-même. Les Barons divisés, occupés de la défense de leurs foyers. abandonnèrent le Tribunal de la Justice. Les Jurisconsultes se mirent à leur place, fe continuerent eux-mêmes dans leurs fonctions, & l'on oublia même de renouveller les commissions aux Juges du Parlement Judiciaire. C'est de cette époque, qu'il faut dater l'usage qui subsista

T 2

jusqu'au règne de François I, dans la nomination des Membres de ces Cours. Le Parlement proposait trois sujets pour remplir une place vacante, le Roi nommait un des trois Candidats. Les dignités étaient alors le prix du mérite ou de

la réputation, qui le suppose.

Mais les Cours judiciaires étaient bien loin alors des prétentions qui se sont élevées depuis. Lorsque les Etats-Généraux se tinrent dans la grande Salle du Palais, aucun de leurs Membres n'y fut admis. Marcel, Prévôt de Paris, y parut à la tête du Tiers-Etat. Dans les affaires féodales, ils n'avaient pas plus d'influence. Lorsqu'Edouard III disputa la Régence avant de disputer la Couronne à Philippe de Valois, aucun des concurrens ne s'adressa au Parlement. S'agissait-il de crimes d'Etat, des délits des Barons, le Parlement n'en avait pas même alors le jugement. Il ne fut pour rien dans les proces de Jeanne de Bourgogne, femme de Philippe-le-Long, ni dans celui de Marguerite de Bourgo-gne, femme de Louis, Duc d'Alençon, toutes deux accusées d'adultère. Anguerrand de Marigni, accusé de malversations, sous Louis Hutin; Pierre Remi, Général des Finances, sous Philippe de Valois; le Comte d'Eu, Pair de France, sous le Roi Jean; Montaigu, Grand-Maître de la Maison de Charles VI, ne furent jugés, ni condamnés par le Parlement. La Chambre Criminelle du Parlement n'existait pas même alors.

Il est bien vrai que le Parlement voulut connaître des querelles de la Maison de Bourgogne avec le Dauphin, depuis Charles VII; que le premier Pair qu'il se permit de juger, sut le premier des Pairs, l'héritier nécessaire & naturel de la Couronne; qu'un Arrêt le dépouilla de ses droits, le bannit du Royaume, & livra son héritage à l'étranger. Cet excès d'égarement ne peut être attribué qu'à la demence affreuse, qui se saissit alors d'une partie de la Cour & des Grands. Tous les Gouvernemens ont éprouvé ces convulsions terribles, & l'histoire ne conserve ces actes de délire, que pour apprendre aux hommes à quels excès déshonorans peuvent porter les passions effrénées des ambitieux, qui veulent dominer par le désordre.

Enfin, dans les Etats tenus à Paris en 1484, lors de la minorité de Charles VIII; dans ceux tenus à Blois en 1577, les Parlemens ne furent point admis. Dans l'Assemblée nationale tenue dans la grande Salle du Palais, sous François I; dans les États-Généraux convoqués vers la fin de 1614, & qui furent les derniers, ils n'eurent point d'entrée.

Cependant le Parlement Judiciaire avait acquis un droit, qui a servi longtems à confondre les idées de ceux qui ne se sont pas donné la peine d'un examen réstéchi; qui a préparé, fomenté l'erreur sur l'origine & les sonctions de cette Cour de Justice, je veux dire l'enregistrement des Edits & Ordonnances des Souverains.

Un Conseiller du Parlement, nommé Jean de Montluc, avait, sous Philippele-Bel, fait pour son usage un Registre des anciens Edits, des principaux Jugemens & des choses mémorables dont il avait eu connaissance. Ce recueil parut d'une grande utilité dans un tems d'ignorance, où les Coutumes mêmes du Royaume n'étaient point écrites. Le Chartrier des Rois avait été perdu, lors des guerres de la Terre-Sainte. On fut souvent obligé de consulter le Registre de Montluc, & cette nécessité fit sentir l'avantage d'un dépôt d'archives. La Cour prit insensiblement l'usage de déposer au Greffe du Parlement ses Edits & ses Ordonnances. A mesure que l'autorité des Rois se consolida par l'abaissement des grands Vassaux; que les

grands fiefs furent réunis à la Couronne, ce dépôt devint plus nécessaire, puisque les Officiers, charges du pouvoir exécutif, étaient les dépositaires naturels & nécessaires des loix à exécuter. L'exécution leur en étant confiée, c'était donc à eux qu'il fallait adresser les nouvelles pour les vérifier, & les promulguer au nom du Souverain. Il était naturel que, dans les cas embarrassans ou douteux. le Prince prit le conseil d'Officiers éclairés & instruits. C'est ce qui était arrivé fans doute sous plusieurs Rois, & ce que fit encore Louis XI, au sujet de cette fameule pragmatique-sanction, promulguée par Charles VII & par le Clergé de France. Le Parlement présenta au Roi un Mémoire intitulé : Remontrances touchan: les Priviléges de l'Eglise Gallicane. Ce font les premières remontrances qu'offre l'Histoire de la Monarchie. Elles étaient évidemment des réponses à une consultation. Il suffit, pour s'en convaincre, de jetter les yeux sur l'exorde? En obéissant, comme de raison, au bon

plaisir du Roi notre Sire, &c.

Les Corps, comme les individus. sont toujours poussés par l'amour du pouvoir. Cette première démarche en produisit d'autres. Louis sacrifia ensuite cette pragmatique au Pape; & de son propre mouvement, le Parlement fit alors au Roi de très-fortes remontrances, dont il ne fit aucun cas, mais qui plurent à la Nation, parce qu'elles avaient pour but l'intérêt public. Cependant ces remond trances du Parlement furent rares & peu écoutées. Son Arrêt contre l'Imprimerie & ses Inventeurs, monument honteux de l'ignorance du tems & de l'imbécille amour des anciens usages, fut cassé par le Roi, qui dédommagea les Allemands de leur perte.

Les règnes de Charles VIII & de Louis XII, ne produisirent aucunes difficultés entre la Cour & le Parlement.

Les Remontrances posaient encore sur un droit trop nouveau, trop douteux, pour qu'on ofât le compromettre. Cependant le règne de Louis XII fut une époque remarquable par les grands changemens opérés dans les Cours de Justice. Ce Prince donna une nouvelle forme aux Parlemens de Normandie & de Provence. Il voulut que les grands Baillifs & les Prévôts, presque tous Chevaliers, ne pussent juger s'ils n'étaient lettrés & gradués. Cette Ordonnance les éloignant de leurs fonctions, des Lieutenans lettrés, jugerent en leur nom, & leur ravirent leur autorité. Au milieu de si grands changemens, le Parlement de Paris ne fut point consulté, & il ne crut pas avoir le droit de s'en mêler.

Mais bientôt, enhardies par les circonstances, les prétentions du Parlement se montrèrent à découvert. Les guerres désastreuses d'Italie, la disette d'argent, la révolte des Suisses pour leur solde, donnérent au Chancelier Duprat, de honteuse mémoire, l'idée de vendre les charges, & la magistrature, devenue propriété, servit de base au système de l'inamovibilité.

Du dehors les calamités vinrent bientôt tout détruire au - dedans. Près de cent années d'intrigues, de dissipations, de querelles, de massacres & d'horreurs; les révoltes, le fanatisme, la corruption de tous les ordres de l'Etat n'offrent qu'un cahos épouvantable. Dans cet intervalle d'égarement & de démence, il serait aussi ridicule de chercher des titres aux prétentions du Parlement, qu'il seroit injuste de lui reprocher les démarches déloyales, dans lesquelles la ligue l'entraîna. Une démence frénérique fut la maladie de ces temps, & personne ne fut exempt de cette affreuse épidémie.

Que conclure de cette analyse, courte & fidele, de l'histoire des grands Parlemens ou Etats-Généraux, & des Parlemens judiciaires? que jamais ils n'ont eu rien de commun, ni dans leur origine, ni dans leur constitution, ni dans leurs fonctions, ni dans leurs droits. Les grands Parlemens naquirent avec la Monarchie, ne s'occuperent que de la politique extérieure & intérieure. ne furent composés que des Représentans apparens ou réels de la Nation; apparens, lorsque le Peuple étant serf, les Barons, qui seuls avaient & propriété & volonté, représentaient la Nation, & quoique par un abus révoltant, la formaient en effet : réels, lorsque par l'affranchissement des serfs, le Tiers - Etat fut admis dans ces Afsemblées, dans la personne des ses Députés. Les Parlemens judiciaires, au contraire, furent institués par les Rois, fous la troisième dynastie; leurs membres furent nommés, continués, déplacés, payés par le Souverain; leur

conformation altérée, modifiée à sa volonté. Leur fonction fut de rendre la justice aux Peuples, & cette mission. énoncée dans toutes les Ordonnances relatives à leur existence, était tellement reconnue des Magistrats, que le Premier Président de la Vaquerie répondait au nom du Parlement, au Duc d'Orléans, qui sous la minorité de Charles VIII, vouloit engager ce corps à des démarches fausses : Le Parlement est pour rendre la justice au Peuple; les finances, la guerre, le gouvernement du Roi ne sont point de son ressort. Comment donc le gouvernement du Roi & ses finances font-ils devenus du ressort des Parlemens? Quel monument de notre histoire annonce & érablit ce droit? Le tire-t-on de l'origine de la Monarchie? Mais les Parlemens judiciaires n'ont existé que depuis la troisième race. Philippe - Auguste les créa; Saint-Louis les rendit sédentaires.

Philippe-le-Bel leur donna un nom & une forme déterminée, Charles VIII les incorpora; Louis XII les modifia; François I fit de leurs charges des propriétés, & Louis XV les supprima; mais aucun Prince n'en sit ses tuteurs & ses adjoints. Etablit-on ce droit sur l'usage, mais l'usage n'offre que les tentatives, presque toujours infructueu ses, d'un corps qui veut s'aggrandir.

Il est bien vrai que les premiers Etats de Blois voulurent, non que les Parlemens sussent des Etats-Généraux au petit-pied; mais qu'ils pussent modifier, suspendre, ou resuser les Edits; Voici les propres termes de leur instruction: Il faut que tous les Edits soient vérisiés & comme contrôlés ès Cours de Parlement, lesquelles combien qu'elles ne soient qu'une forme des trois Etats, raccourcie au petit-pied, ont pouvoir de suspendre, modifier & resuser ser les dits.

Mais ces Etats, les seuls qui ayent attribué au Parlement un droit si contraire à ceux du Roi & du Peuple; fi propre à faire de la France une ariftocratie; ces Etats étaient convoqués par un Prince, esclave de la ligue: ils étaient dominés par un chef de parti tout-puissant, le Duc de Guise, qui voulait avilir son maître & flatter le Parlement, dont il croyait avoir besoin. Un acte fait au milieu des troubles & des factions les plus terribles, qui ayent déchiré & déshonoré un Etat ne doit-il pas être aussi vicieux, que les circonstances qui le firent naître? D'ailleurs les Etats eux - mêmes pouvaient-ils déléguer un pareil pouvoir ? un Représentant peut-il se faire représenter lui-même sans l'aveu de ses commettans? Peut - il communiquer à ses délégués sans titre des pouvoirs, qui survivent aux effets & au terme de sa -propre procuration. La politique des

Guises avait imaginé ce moyen d'ôter toute ressource à Henri III, de chasser Henri IV du Trône, & de s'en frayer la route.

Par quel étrange abus & des mots & des choses, est-on souvent obligé d'étayer ses systèmes! Sous la première race, disent les remontrances du 11 Avril, le Roi avait, comme à présent, sa Cour; le Peuple, ses champs de Mars. Le Peuple consentait ou demandait la loi, le Roi la présentait ou l'accordait, & cette loi obtenue ou consentie par le Peuple, la Cour du Roi la consirmait.

Il est difficile de trouver dans ces assertions rien qui ressemble à l'ancienne constitution. Les Rois avaient sous les deux premières dynasties, leur Cour du Palais; elle étoit présidée par le Comte du Palais, formée de Hauts-Barons; elle jugeair les procès des Sujets, & n'avait rien de commun avec la politique intérieure ou extérieure de l'E-

tat.

tat. Quant aux affaires d'Etat, elles étaient proposées par le Roi au champ de Mai, discutées par la Nation, accordées ou rejetées.

Sur quelle autorité a-t-on donc avancé que la Loi, présentée par le Roi, consentie par le Peuple, était consirmée par la Cour? Quel Historien, quel monument antique a pu donner une idée aussi extraordinaire? Quoi! la Cour du Palais, un Tribunal de justice: le Comte du Palais, un Officier particulier du Prince, auraient eu le droit de consirmer des Loix déja consenties & approuvées par la Nation & le Prince!

La Loi, dit un Capitulaire, (c'est encore les Remontrances qui parlent); la Loi se fait par le consentement du Peuple, & la constitution du Roi; reportée dans sa Cour au placité général, elle y recevoit sa dernière forme pour être insérée parmi les Capitulaires : celui de Tome L.

Vorms, daté de 803 monument précieux, échappé aux ravages des tems, définit clairement les droits du Roi, du Peuple & du Placité général; du Roi, pour accorder ou composer la Loi; du Peuple, pour la demander ou la consentir; du Placité général, pour l'approuver ou la maintenir.

Tout ce paragraphe est tellement démenti par l'histoire, par l'autorité même dont on s'appuie, qu'on ne saurait se désendre d'y appercevoir une erreur volontaire. C'est toujours la suite du principe posé plus haut, des trois pouvoirs essentiels pour la confection des Loix.

Pour ne pas nous égarer, ne perdons point de vue l'ordre établi dans les tems anciens, détaillé par Adhalard, Secrétaire de Charlemagne, & Hincmar, Archevêque de Reims. La Cour du Palais, présidée par le Comte, l'un des Officiers du Prince, jugeait les proces en première instance, & par appel des Cours des provinces. Les champs de Mars ou de Mai, ou ceux d'Automne, c'est-à-dire, les grands Parlemens, les Assemblées Nationales; les Placités généraux délibéraient sur les grands intérêts de la Nation, sur l'ordre intérieur de l'Etat, la guerre, la paix, & les dons annuels qui tenaient lieu d'impôt; & le Roi; après avoir entendu les avis & la délibération, décidait. La Cour du Palais était pour la distribution de la justice; & le champ de Mai, ou Placité général, était pour l'administration politique du Royaume. L'un était le conseiller, le coopérateur du Prince pour la confection des Loix : l'autre l'exécuteur de ces mêmes Loix; celui-ci était membre du pouvoir exécutif; celui-là du pouvoir législatif, & leurs fonctions étaient aussi distinctes par le droit que par le fait. Aussi, pour me servir de l'autorité même dont

ır

n

es

V 2

le paragraphe s'appuie: La Loi se fait par le consentement du Peuple & la constitution du Roi: l'on ne voit point dans cette constitution des Loix aucune coopération de la Cour du Palais. Le Peuple, dit le Capitulaire, consent la Loi, & le Roi la constitue; c'est-à-dire, y donne la force & la sanction, & cette décision est absolument consorme à ce que nous disent Adhalard & Hincmar.

Sur quoi donc appuye-t-on l'assertion que la Loi, consentie par le Peuple, & constituée par le Roi, était reportée en sa Cour ou Placité général, pour recevoir sa dernière forme? Quel étrange abus d'expressions! Mais cette Cour n'était qu'une institution civile, faite pour juger les dissérens des Sujets; mais cette Cour n'était point un Placité général. Le Placité général était le champ de Mai, ou d'Automne; cette Assémblée même de la Nation ou la Loi avait été consentie. Il n'existait donc point trois espèces de droits disférens; ceux du Roi, du Peuple & du Placité général; puisque le Peuple & le Placité général n'étaient qu'une seule & même chose, comme le porte l'expression même.

Non, il n'existair que deux pouvoirs quant à la confection des Loix, celui du Roi & celui du Peuple; du Roi pour proposer & approuver la Loi; de la Nation, pour la discuter & la confentir. La Loi était alors revêtue de tous les caractères qui faisaient sa force ; alors elle était inférée dans les Capitulaires. Pour la promulguer, elle était revêtue de la fignature du Comte, ou du Sénéchal, & quelquefois d'un nombre indéterminé de grands Officiers de la Couronne; mais cette fignature était un simple témoignage de l'authenticité de la Loi, & non pas une approbation. C'est ainsi que le Secrétaire d'Etat signe les ordres du Roi, pour les faire.

connaître, mais non pour rien ajouter au caractère d'autorité qu'ils ne tiennent que du Prince. D'après des faits si opposés aux principes, adoptés par les Cours de justice, comment se rendre compte de leur prétentions? La génération des idées, mères de tant de démarches hazardées, ne saurait pourtant échapper à l'observateur attentis. L'amour du pouvoir en est le premier foyer.

Prenez les Remontrances du 11 Avril, & examinez le principe fondamental du système. Le Peuple demandait ou consentait la loi : le Roi la présentait ou l'accordait; & cette loi, obtenue ou consentie par le Peuple, la Cour du Roi la consirmait. Pour ne laisser aucun doute sur le vrai sens de cette prétention, ajoutez ce qu'on y lit encore. La simple volonté du Roi n'est point une loi complette. Sa simple expression n'est point une forme nationale. Il faut que cette volonté,

pour être obligatoire, soit publiée légalement, qu'elle ait été librement vérisiée. La liberté des vérisications est devenue le droit public du Royaume, & le droit de suffrage, celui des Magistrats. — Le droit de vérisier les loix, n'est pas celui de les faire. Mais si l'autorité, qui fait la loi, pouvait encore suppléer ou opérer la vérisication, celle-ci n'étant plus qu'une préeaution dérisoire, ou qu'une vaine formalité, la volonté de l'homme pourrait remplacer la volonté publique, & l'Etat tomberait sous la main du despotisme.

Ce qui, en moins de mots, se réduit à ceci: le Souverain a le droit de faire ou de proposer la loi: nous avons celui de la confirmer. Sa volonté simple est la volonté de l'homme: notre confirmation en fait la volonté publiqu e.

Voilà donc la prétention bien clairement exprimée du droit de coopérer à la législation, d'en être une partie essentielle & indispensable. Voilà la Nation entièrement oubliée, le Prince mis à sa place, & les Magistrats à la place du Prince. Ces principes offrent-ils autre chose qu'une Aristocratie pure & simple.

Au moins en Angleterre les trois pouvoirs forment un Gouvernement légal. Les Communes, comme délégués & représentans la Nation; le Roi, comme son chef; les Pairs, comme représentans les anciens Barons, & admis pour servir de balancier à ces deux pouvoirs. Mais en France, la Magistrature, hors de l'administration de la Justice, n'est déléguée par personne. Elle ne l'est point par le Roi qui la récuse; elle ne l'est point par le Peuple qui ne la ni choisie, ni nommée. Elle ne forme donc qu'une corporation sans titre ni commission pour tout ce qui n'est point Justice distributive. S'ils n'ont ni titre, ni procuration pour les intérêts politiques de l'Etat, en eux l'exercice de

ce pouvoir ne peut poser que sur une Aristocratie abusive.

Or, de tous les Gouvernemens, l'Aristocratie est le plus terrible, le plus destructeur de la félicité publique. L'Aristocratie, en formant un grand Corps, qui attire à lui tout le suc nourricier de l'Etat, pese sur le reste de la Nation, l'énerve & l'anéantit. L'Aristocratie est un Etat contre nature, qui donne à un petit nombre d'hommes, ce qui appartient à tous; qui ne peut se former que par l'abus de la force; se maintenir que par la vexation & la misere des Peuples, & qui se détruit infailliblement par leur désespoir. L'Aristocratie enfin, est un Gouvernement où un certain nombre d'individus, sous prétexte d'inamovibilité de leur rang ou de leur place, exercent un pouvoir usurpé sans délégation & sans titre.

Dans tout Gouvernement bien ordonné, le pouvoir légissatif & la puissance exécutive doivent être séparés & distincts, autrement le despotisme ou la licence jettent le désordre dans l'Etat. Le despotisme, si le législateur exécute; la licence, si la puissance exécutive devient elle-même législative, & les raisons en sont évidentes.

En effet tout dans l'ordre moral, comme dans l'ordre physique, se dénature & se vicie. Tout pouvoir tend à s'aggrandir & à abuser. La puissance exécutive, pour se maintenir dans les bornes que lui tracent les loix, doit avoir une censure & un frein. Si elle était en même-tems puissance législative, quelle licence desastreuse ne pourrait pas en être la suite?

Les Magistrats sentent si bien euxmêmes la nécessité politique de cette division des puissances législative & exécutive! Ils ont fait de si vives représentations contre l'usage des lettres clauses; ce qui n'est que l'application du principe que j'ai posé. Comment se sait-il, qu'ayant saisi ce principe sous un rapport, ils ne l'ayent pas apperçu sous l'autre; que, craignant l'arbitraire de l'exécution judiciaire entre les mains du Prince, ils n'ayent pas été frappés de la licence inévitable du pouvoir législatif entre les mains des Magistrats; qu'ensin ils ayent réclamé si vivement contre un abus, en posant en principe l'abus opposé, un abus mille sois plus dangereux encore?

Cette distinction de la puissance législative est d'autant plus importante, que c'est dans cette grande maxime politique que la véritable définition de la Monarchie est contenue. Montesquieu lui-même, n'en a donné qu'une idée peu satisfaisante, & cette définition d'un Etat où un seul régne par les loix, ne sournit point la matière d'un jugement sixe & déterminé. Car l'esprit sait naturellement cette question. Mais qui sait les loix? & quand ce grand Publiciste répond que c'est le Monarque, il vous fait tourner dans un cercle vicieux, qui vous ramène à la définition du des-

potisme.

En effet, si le Prince régne par la loi, & s'il est en même-tems l'auteur de la loi, la loi n'étant alors que l'expression de sa volonté, c'est donc sa volonté qui gouverne, & le despotisme n'est pas autre chose. Mais la distinction des Puissances législative & exécutive désigne & classe, d'une manière claire & précise, ces deux Gouvernemens. Là où ces deux pouvoirs sont consondus, le despotisme régne.

Dans tout l'Orient il existe bien des mœurs, des usages, des traditions, des maximes religieuses qui empêchent le despote d'être toujours un animal séroce. Mais l'organisation même de la machine politique, qui ne meut que par un ressort unique, la réunion de deux pour

voirs, qui doivent être séparés, constituent le despotisme. C'est alors la volonté de l'homme qui dispose de tout. Entre le despote & le bourreau, il n'y a point d'intermédiaire, & le Peuple, si près du jeu des passions du maître ou de ses suppôts, en est sans cesse la victime. Mais dans tout Gouvernement où la puissance législative est séparée de la puissance exécutive, le Peuple n'est point exposé à cette situation dangereuse. La loi, étant la volonté de tous, par conféquent motivée, réfléchie, écrite, dégagée de toutes passions, & limée par les formes, n'a pour but que l'intérêt général, que l'avantage bien entendu du Monarque & des Citoyens. Telles sont les différences essentielles & caractéristiques de la monarchie & du despotisme. A Dieu ne plaise, qu'en confondant ce principe on brise les digues qui défendent du despotisme & de l'aristocratie, qui est le despotisme à cent têtes.

## LETTRE XXV.

## MILORD,

QUAND Montesquieu a dit, que les grands Corps étaient utiles à la liberté dans une Monarchie; je lui en demande pardon; mais il a avancé une grande erreur en politique. Par une méprise trop fréquente chez ce grand homme, il n'a point analysé la Monarchie d'après ces vrais principes, mais il a pris ses principes dans une Monarchie mal ordonnée. Frappé de ce qu'il voyait, il a mis ce qui était, à la place de ce qui doit être; & cette confusion d'idées ne pouvait sournir qu'un résultat vicieux.

Les idées d'Etats-Généraux, de confentement du Peuple à ses Loix, étaient si loin de la dernière race des Français,

qu'il n'entrait pas même dans les têtes. de les citer comme moyens politiques praticables. Un pareil argument eût été assimilé au rêve de l'Abbé de Saint-Pierre. Le Gouvernement tout - à - fait arbitraire, n'offrait plus à la liberté qu'une terre étrangère. Et s'occupe-t-on? a-t-on intérêt de s'occuper de la culture naturelle d'une plante exotique & fragile? On court alors aux moyens factices pour l'empêcher de périr. C'est avec des serres, du fumier, des fourneaux qu'on cherche à remplacer les fucs de sa terre natale, & l'influence heureuse d'un climat & d'un soleil bien-faifant. L'écrivain était ce cultivateur dévoyé par la nécessité; la liberté desséchée, flétrie par le pouvoir arbitraire, ne pouvait conserver un reste de vie qu'à l'abri d'une protection quelconque. Or, du mal même naît quelquefois un bien. Des Corps puissans & dangereux dans une Monarchie bien ordonnée

produisaient au moins, dans le désordre actuel, un avantage pour la liberté. La réunion de leurs intérêts offrait la seule masse capable de s'opposer avec succès à l'action violente d'un pouvoir sans bornes. Cette résistance fructueuse garantissoit la liberté des Corps, & la vue de cette liberté partielle, empêchait que le Peuple n'en perdit entièrement l'idée.

Si donc, Montesquieu avait dit : quand dans une Monarchie le pouvoir est devenu arbitraire, il est avantageux qu'il s'y forme des Corps puissans, ou la réunion des moyens, présente à l'autorité une masse de résistance, propre à lui servir de digue. La liberté résugiée dans ces Corps, est au moins encore existante. Si, d'un côté, on court le nouveau risque des dangers d'une aristocratie; si dans les querelles des Puissans, le Peuple est souvent la victime; de l'autre, dans le choc des intérêts des gouvernans,

gouvernans, une Nation peut quelque fois, par le poids dont elle devient, se ressouvenir de ses droits, & renaître.

Mais de ce qu'il est avantageux que le despotisme n'air pas tout envahi, tout anéanti; c'est-à-dire, qu'un mal ne soit pas porté à son dernier degré de malignité: de ce qu'un antiputride actif est utile à tout individu menacé d'une gangrene; faut-il établir en principe, que tout homme sain doive prendre le quinquina?

Dans tout Etat bien ordonné, le premier principe conservateur de la liberté, est la plus grande égalité possible entre les Citoyens. Il est aisé d'en sentir les raisons. Toute prépondérance domine nécessairement; & comme l'homme est toujours poussé par l'amour du pouvoir, qui lui promet de plus grandes jouissances; celui ou ceux qui auront cette prépondérance, s'en serviront pour dépouiller les autres. Les dis-

Tome I. X

férences de talens & de fortune, ne fournissent déja que trop d'occasions à une prépondérance toujours dangereuse. C'est assez pour une Nation, d'avoir à se défendre de celle qui est inévitable, qui tient à la marche nécessaire des choses, sans en établir elle-même de factices, & multiplier le nombre de ses ennemis & de ses dangers.

Quand une Nation consent ses loix; quand, par des assemblées permanentes ou périodiques, elle vote l'impôt & surveille l'exécution de ses Loix; elle forme alors elle-même le plus puissant moyen de conservation pour sa liberté. Si celui-là était insuffisant, où en trouverait-on un autre valide; & une saible partie d'un tout peut-il quelque chose, là où le tout même ne peut rien? En politique, il n'est d'autre protection pour une Nation que sa constitution; il n'est d'autre garant de cette constitution que la Nation même. Un Corps quelconque, iso-

e

é

pu

lé dans l'État, ne peut donc être d'aucune utilité au droit légissatif d'un peuple. Le serait-il au pouvoir exécutif?

Dans une Monarchie, le Prince est revêtu de la plénitude du pouvoir exécutif. Si la législation a besoin de discussion pour ses délibérations, de maturité pour ses décisions; il faut, au contraire, à l'exécution, une célérité active & jamais contestée. Des que les résultats arrêtés par la Nation & sanctionnés par le Prince ont acquis force de Loix, l'exécution ne doit alors rencontrer ni opposition ni obstacle. Les jugeurs, organes de cette Loi, renfermés dans l'exercice de son application aux actions des Citoyens, ne peuvent ni en arrêter la marche, ni en contrarier les dispositions. Il est donc également inutile pour l'exécution de la Loi, qu'elle soit confiée à des Corps puissans.

Mais si les Corps puissans ne sont

d'aucune utilité dans une Monarchie bien ordonnée, leur existance n'est pas à beaucoup près un objet indifférent. Ils rompent l'égalité politique, qu'il est si essentiel de maintenir entre les Citoyens. Tout Corps forme bientôt des prétentions, qui constituent ensuite l'esprit de Corps. Cet esprit devient une chaîne qui lie tous les memà des préjugés, à des opinions, qui doivent dominer à la fin ; puisque ce faisceau d'opinions rencontre toutes les autres isolées & les détruit aisément. Or, à combien de dangers une telle prépondérance dans les Assemblées nationales ne peut-elle pas donner lieu? Les prétentions des individus, versatiles & passagères comme eux, n'ont qu'une durée circonscrite; mais les prétentions des Corps ne meurent jamais, travaillent fans cesse & sourdement. C'est la goutte d'eau dont la chûte continuelle perce enfin la pierre, sur laquelle eût roulé un torrent sans l'endommager.

Les opinions ne doivent leur force qu'à la réunion d'un grand nombre d'hommes. Un Corps nombreux & puiffant, les établira donc conformes à ses prétentions & à ses intérêts. Ces opinions prendront peu-à-peu racine, parce qu'elles seront entretenues par un Corps qui ne meurt jamais; & elles finiront par devenir l'opinion générale. Il seroit bien difficile d'en prévoir ou d'en calculer tous les effets. Les Loix elles-mêmes, ne feront point à l'abri d'une rouille qui ronge sans cesse. Une erreur sera défendue par l'amourpropre, maintenue par l'usage & la volonté du Corps prendra la place de la Loi. S'il fallait des faits à l'appui de cetté théorie, j'en trouverais mille dans l'ordre judiciaire du pays même qui nous occupe. La Loi regle, de la manière la plus positive, les épices du Juge, & ses vacations. Dans les petits Tribunaux, le Juge transgresse

i

e

S

t.

le

a-

?

es

ne

ns

nt

te

ce

ılé

X 3

peu; mais le Rapporteur d'un Parlement triple, quadruple ce qu'a impérieusement prononcé la Loi. Si elle lui accorde trois louis pour ses épices & qu'il en prenne quinze, à quel titre en obtient-il douze de plus? En est-il d'autre que l'abus de la force légale dont il est revêtu? L'esset d'un abus légal, ou d'un abus de la force physique, n'est-il pas absolument le même? & que ce soit un voleur ou un Huissier qui m'arrache ce que je ne dois point, n'est-ce pas pour moi la même chose? ou n'est-ce pas pire encore?

On s'étonne, on s'indigne d'entendre les praticiens répéter sans cesse; la Loi l'a bien ainsi ordonné, mais l'usage de la Cour le veut autrement. Des infractions si positives des Loix, peuventelles être attribuées à autre chose, qu'à cette puissance dangereuse des grands Corps, qui tendent toujours à augmenter leurs droits, dont l'effort continu 1 2

subjugue la Loi elle-même; & met à la fin l'arbitraire à la place de la Justice. On corrigerait envain les deux Codes; on en ferait envain l'ouvrage le plus parfait; si l'exécution en est consiée à un Corps puissant, l'abus se glissera insensiblement. Les grands intérêts détourneront l'attention de l'Assemblée Nationale. On n'y reportera les yeux, que lorsque ces abus seront assez robustes pour opposer à la Nation même mille obstacles; & le changement des Loix, n'aura procuré que des embarras sans cesse répétés.



#### LETTRE XXVI.

## MILORD,

Parmi tant de systèmes, enfantés pour le bien de l'humanité, je m'étonne toujours de n'en point trouver un, qui pourtant me paraît le plus naturel, le plus simple, le plus juste de tous. Quand les pauvres ont bien voulu qu'il y eût des riches, dit J. J. Rousseau; les riches ont promis de nourrir tous ceux qui n'auraient pas de quoi vivre, ni par leur bien, ni par leur travail. Voilà la grande vérité qui en fait la base; vérité apperçue par le seul J. Jacques, mais trop peu développée, & qui, présentée dans ce style concis, n'a paru qu'un paradoxe philosophique.

Lorsque les hommes réunirent leurs intérêts & formèrent la société, il se présentait à choisir de deux moyens de propriété, ou que tout sut à tous, ou que ce tout sut divisé en autant de parties que de membres. C'était là la base du contrat social; sans cela, le pacte eût été injuste; & si un certain nombre de confédérés eût dit aux autres: nous aurons tout & vous n'aurez rien; le contrat ne se sut assurée jamais fait.

Or, si le premier vœu des hommes, en se réunissant, était de s'assurer la subsistance; si c'était la condition nécessaire de l'association, pourquoi cette obligation absolue & rigoureuse, pour la première race confédérée, n'obligerait-elle pas également les races suivantes? Si nos pères ont pris pour nous un engagement, ce ne put être qu'avec les mêmes avantages que pour euxmêmes. Ils n'ont pu dire: nous formerons un ordre social avantageux pour nous seuls, & nous abandonnerons une partie de nos descendans à un malheur

inévitable. Nous ferons notre bonheur aux dépens des races à venir. Autrement, les races suivantes auraient dit avec raison: nous brisons un pacte d'iniquité; nous usons des droits imprescriptibles de la nature; nous renonçons à un ordre social, conçu sans prévoyance, établi sans notre aveu & pour notre malheur.

Les hommes, en se réunissant, établirent un ordre de propriété qui ne lésa d'abord personne. La courte vue de ces premiers associés n'allait pas assez loin pour prévoir les inconvéniens. Ils surent les effets nécessaires de l'ignorance & de l'inexpérience des sociétés naissantes.

La différence des moyens physiques & moraux mît bientôt une disproportion sensible dans les fortunes. Les propriétés s'accumulerent dans une seule main, aux dépens de plusieurs. Bientôt naquit l'inégalité des conditions, pro-

duit du besoin de l'un & du supersu de l'autre. On vendit ses bras pour alimenter son corps. Celui qui payait, acquit des égards, de la supériorité, des respects. Il se crut bientôt d'un ordre supérieur. Les Chess des Nations, avides d'usurpation, favorisèrent cette opinion, s'en servirent pour se faire des moyens d'aggrandissement. Puis vinrent les honneurs, les dignités, les titres; puis le luxe, la misère & l'esclavage.

L'on n'avait pas prévu cette chaîne de maux, lors de l'établissement des societés, & on sut pris au dépourvu. Mais les circonstances maîtrisant les choses & les hommes; le plus puissant l'emporta, & les Loix surent toutes faites en sa faveur. De-là, tant d'institutions sociales dont l'injustice est si révoltante. De-là, le riche est compté pour tout, & le peuple pour rien. De-là ensin, la dissiculté de ramener les loix,

modele a diver pour toures les

qui gouvernent les Peuples; aux pre

miers principes de l'ordre focial.

Mais c'était cette difficulté même qui devait inspirer un projet propre à rectifier les abus qui s'étaient introduits. Si l'on avait senti, dans le principe, que, par une nécessité dépendante de l'ordre de succession, les fortunes s'arrêteraient dans de certains canaux ; que dans d'autres elles se diviseraient, se subdiviseraient au point de se réduire à rien, on aurait sans doute pourvu au fort des races futures que l'essence même de l'institution devait dépouiller un jour. Mais quand on fut averti du mal par le mal même, dumoins fallait-il y remédier, en fournissant à la classe indigente de la Société, un faible dédommagement pour sa propriété perdue.

Moise en avait donné l'idée. Son institution de la dîme pour la tribu de Lévi, qui était sans propriété, appliquée non aux Prêtres, mais aux indigens, était un modèle à suivre pour toutes les

Sociétés. Ce nouvel ordre politique eut réparé les maux causés par l'abus de la propriété; il eut fourni au Peuple une certitude pour sa subsistance, mais en même-tems calculée par sa modicité pour le forcer à l'activité.

Car il ne faut pas croire qu'une pareille institution dût produire dans le Peuple cette paresse, que les largesses du Sénat & des Grands inspirerent au Peuple Romain. Rome était un gouffre où venaient se fondre toutes les richesses du monde. On distribuait les dépouilles des Nations vaincues à la populace efféminée d'une grande Ville. Les Grands allaient ravager l'univers, pour venir à Rome achever de corrompre ce Peuple avide, en se disputant sa faveur à prix d'or. Maître de nommer l'homme qui devait commander au monde, toujours vendu ou prêt à l'être, le Romain se trouvait dans la position la plus propre à produire & fomenter tous les vices.

Mais il en serait bien autrement d'un Peuple qui recevrait en denrées de première nécessité, de quoi échapper à l'urgence des premiers besoins. Cette ressource limitée n'enchaînerait point l'activité. Le desir du bonheur est le premier mobile de l'homme. Il aurait toujours sous ses yeux les jouissances du riche, & il voudrait se les procurer. Rome ne fut vicieuse, que quand elle fut la maîtresse du monde; son Peuple ne fut corrompu, que quand les largesses y devinrent profusion, parce qu'elles étaient le prix du facrifice de l'intérêt public. Mais les distributions de grain dans les premiers tems de la République, n'avilirent point la Nation. Ce fut alors qu'elle fut active, laborieuse & qu'elle prépara cette grandeur qui nous éblouit encore.

L'Angleterre est le seul pays qui se soit rapproché de ce système aussi juste qu'humain; & la taxe des pauvres équivaut presque à cette dîme. Outre cet impôt si considérable, une générosité, rare ailleurs, y multiplie les moyens de secours pour la portion indigente de la Nation, & la charité semble être un des plaisirs publics de la Nation. C'est que la liberté est la source de toutes les vertus sociales.

Un homme libre, accoutumé à voir tous les hommes ses égaux, qui, s'il domine sur le Peuple, dit sans cesse, entend sans cesse, qu'il n'est que le Représentant de ce Peuple; qu'à sa volonté tombera son importance empruntée, est nécessité à toutes les vertus. Il ne peut somentér dans son ame toutes les petites passions qui endurcissent le cœur. Les liens qui l'unissent à ses Concitoyens se resserrent. Il s'identifie avec eux. Son cœur, plus voisin d'eux, s'émeut plus aisément sur leur sort, & une charité plus compatissante, est le produit de cette insluence politique.

Mais dans un Gouvernement arbitraire, où l'importance du sujet ne vient que de la faveur du maître, l'ambition éteint les vertus sociales. On s'alliéne de son égal, dont on craint la concurrence; on suit son inférieur, qui ne peut qu'être à charge; les liens se rompent; les hommes se repoussent; le cœur s'endurcit. On oublie ce qu'on doit à ses semblables. Le pauvre prend la dénomination offensante de canaille, & cette canaille vaut-elle la peine qu'on s'occupe d'elle?



### LETTRE XXVII.

# MILORD,

Si une Nation était assez peu nombreuse pour agir par elle-même, elle n'aurait pas besoin de Représentans, & toutes les dissicultés disparaîtraient. Car chacun ayant droit de suffrage, leur majorité seule déciderait chaque question. Mais un grand Peuple ne saurait se réunir, & l'impossibilité physique d'une pareille Assemblée établit la nécessité de le réunir par Députés ou Représentans. Mais comment déterminer cette représentation? C'est une question simple en apparence, & qui se complique en raison des préjugés & des prétentions des classes diverses de la Société.

En Angleterre, où la machine politique s'est simplissée, la constitution ne

Tome I. Y

connaît que deux classes de Citoyens, la Noblesse & les Communes: la Noblesse, sixée par la loi dans les seuls aînés des familles nobles; les Communes, qui comprennent généralement tous les autres Citoyens. L'Assemblée n'est donc strictement composée que de la Nation & du Prince; la Noblesse n'y est admise que comme moyen d'équilibre, entre les deux forces politiques.

En Suède, la machine est plus compliquée. La Noblesse héréditaire dans tous les membres des familles nobles, le Clergé, les Bourgeois & les Paysans y forment quatre Ordres séparés. Les inconvéniens détaillés dans l'histoire de la dernière révolution, montrent combien vicieuse était cette organisation. La perte de la liberté publique de cette Nation consirme la théorie.

Dans l'origine de la Nation Française l'Assemblée Nationale (le Champ de

Mai) était composée de tous les Francs.

La distinction, accordée à la valeur & l'expérience, était une Noblesse personnelle. Leur avis avait une valeur particulière, parce qu'il valait en esset; mais non une valeur héréditaire & nominale, encore que par lui-même il ne sût point de poids. Cette valeur factice ne s'établit que lors des malheurs de la seconde race. Les sies donnés à titre de récompense du mérite personnel, devinrent héréditaires par usurpation. Le Peuple sut dépouillé & asservi, & une Noblesse héréditaire sortit de l'hérédité des investitures.

Le Clergé avait profité des mêmes circonstances. Il était le foyer des seuls rayons de lumière qui restassent parmi les hommes. Fort de l'ignorance publique, ilsacrissa les maximes de sa croyance à l'acquisition de ce pouvoir, après lequel soupirent tous les hommes.

Par cette corruption totale de l'ordre social, on vit sous la puissance faible & vacillante des premiers Rois de la troi-

sième dynastie, on vit des Assemblées, qu'il serait ridicule d'appeller nationales, modélées sur ce monument de barbarie, qui, en Pologne, étonne encore le reste de l'Europe. Ces Assemblées n'étaient composées que des Barons & du Clergé, jusqu'à ce que l'intérêt des Princes, affranchissant leur vassaux, leur rendit dans les Assemblées la place qu'ils n'auraient jamais du perdre. Mais le Peuple y sur long-tems un convalescent, sortant d'une maladie cruelle, & à qui ses forces languissantes ne permettaient aucun acte d'énergie ou de vigueur.

Ce fut cet abus barbare de la féodalité qui prépara; ce furent cette inertie & cet épuisement des Communes, qui ensuite laissérent se consolider les erreurs, qui sont aujourd'hui l'objet des réclamations publiques. C'est par ces, moyens que la Noblesse & le Clergé, ayant long-tems dominé seuls, se virent ensuite forcés de composer avec le Couvernement devenu dominant. Ils cherchèrent à gagner, d'un côté, ce qu'ils perdaient de l'autre. Des priviléges, qui rejettaient sur le Peuple les charges qu'ils auraient dû partager, leur servi-

rent de dédommagement.

Mais ces priviléges avaient-ils d'autre titre qu'un abus révoltant? Quel est l'objet de toute Société en établissant une force publique! de préserver la propriété des attaques extérieures & des usurpations intérieures. Qui doit donc alimenter la force publique? la propriété sans doute, puisqu'elle est créée pour elle, & que c'est elle qui en tire tout l'avantage. Or la propriété n'est point en masse; elle est divisée & répartie entre les Membres de l'association. Chaque propriétaire doit donc un contingent relatif à sa portion, par conséquent à la protection dont il jouit.

D'un autre coté, la force publique ne peut exiger que ce qui est indispensable-

ment nécessaire à son maintien. Tout emploi des fonds publics, qui serait détourné pour un objet étranger, deviendrait un crime à la charge de ceux qui seraient préposés à l'exercice de la force publique. Aussi aucun Membre de la Société ne peut s'exempter de payer le contingent qu'il doit à son maintien. Car il faudrait de deux choses l'une: ou que la force publique manquât d'aliment, & faute de ces moyens la chose publique serait en danger: ou que ce contingent fût réparti sur les autres, & ce serait un vol manifeste, puisque, dans l'affociation, chacun est strictement au titre de ses droits. Le Magistrat public ne peut lui-même donner ces exemptions; car alors il trahirait l'Etat, en se privant des forces qui lui sont nécessaires pour remplir son emploi; & il pourrait encore moins faire supporter aux autres Membres cette exemption illégale, puisqu'il est délégué pour exercer la force publique destinée au maintien de la propriété, & non pas pour l'envahir lui-même.

Si rien ne peut exempter le Citoyen de payer à la force publique, le contingent dû par sa propriété; combien absurde & inconséquent ne serait-il pas, d'attribuer à des corps, les moyens d'établir en Loi cette exemption coupable! Or, n'est-ce pas précisément la monstruosité que présente l'ancienne organisation, défendue avec tant d'acharnement par les corps privilégiés, & dont la simple lumière de la raison dissipe le prestige ?

Les Etats-Généraux sont composés en France de trois Ordres; Clergé, Noblesse & Tiers-Etat, c'est-à-dire, la Nation. Les deux premiers Ordres jouissent de ces mêmes exemptions, qui retombent à la charge du Peuple. Si l'on convient de l'injustice des exemptions, n'est-il pas évident qu'il faut

abolir les moyens de les perpétuer? Or, en est-il, en peut-il être d'autre, que l'égalité de suffrages entre le privilégié

& le non-privilégié ?

La Noblesse, il est vrai, ne s'est pas resusée au partage proportionnel de l'impôt. Elle convenait desa justice; mais elle aurait voulu n'avoir pas l'air d'y être forcée. Eh, les délicatesses de l'amour propre ne sont-elles pas de fausses délicatesses en politique? Les droits sont stricts, & veulent être traités de même. La force publique ne doit point vivre de générosités; mais d'un contingent d'autant plus obligatoire, que de-là dépend le salut de tous.



## LETTRE XXVIII.

## MILORD,

SI l'égalité de suffrages entre les privilégiés & les non-privilégiés, paraît un article arrêté & convenu, il n'en est pas de même de celui de voter par Ordre ou par tête. On ne cède le terrein que pied à pied; au lieu de consulter l'équité, on n'écoute que le préjugé & l'usage. On ne se désend qu'avec ces armes faibles qui se brisent toujours à l'approche de la discussion & de la raison.

C'est une erreur bien singulière de l'esprit humain, de désendre des abus par leur antiquité. La morale & la politique ne sont-elles pas comme les autres sciences, le résultat de l'expérience ? Le Médecin qui se déclarerait contre la circulation du sang, parce qu'avant Hervey on n'y croyait pas. Celui qui nierait les Antipodes, parce que cette vérité fut jadis méconnue; le Parlement enfin, qui argumenterait de leur antiquité, pour soutenir la bonté des épreuves de l'eau, du seu, & des jugemens de Dieu, seraient sans doute l'objet du ridicule Public. Les abus politiques n'exposent-ils pas leurs désenseurs à la même absurdité, & la science du Gouvernement, sujette comme toute autre à l'erreur, ne doit-elle pas s'en dégager enfin à la lumière d'une raison éclairée?

Si la parité de suffrages est le droit inaliénable de tous les Citoyens, le moyen le plus sûr d'établir & de maintenir ce droit, en est une conséquence nécessaire. En vain cherche-t-on dans l'antiquité des argumens, qu'on ne peut trouver bons que dans le droit & la raison. Le droit naturel veut que tous les Citoyens ayent une voix égale dans la décision des intérêts publics, & la raison commande de choisir le moyen le plus propre à s'assurer du vœu général. Or,

quel sera le moyen le plus sûr d'y parvenir, ou en délibérant par Ordre, ou

en délibérant par tête ?

On délibère par Ordre en Angleterre, & la raison en est simple. Comme il n'y a que deux Ordres, c'est le seul moyen d'établir entre eux une égalité de suffrages, puisqu'en votant par tête, les Communes seraient toujours à portée, par le nombre, de rendre illusoire le droit de délibérer des Pairs.

Mais là où les Etats sont composés de trois Ordres: là ou deux de ces Ordres sont liés par des priviléges & des exemptions communs contre le troisième: là ensin, où la Nation a le même nombre de Députés que les deux Ordres réunis, le cas est bien distérent. Y vote-t-on par tête? Quelle que soit la matière en délibération, on est aussi sûr, qu'il est possible de l'être, de connaître toujours le vœu général, en comptant les voix; la majorité est décisive. Si l'on suppose que les Ordre

privilégiés puissent corrompre quelques membres du Tiers, pour leur sacrisser ses intérêts, on est en droit de supposer aussi dans les Ordres privilégiés des êtres justes & amis du bien général, qui batanceront par la force de l'honneur, la force de l'intrigue, & sacrisseront l'esprit de corps à l'esprit national. D'ailleurs, c'est au Tiers-Etat à prendre les mesures pour contenir ses Députés dans les bornes de leur devoir.

Mais en votant par Ordre, n'est-ce pas anéantir positivement tout le bien, dont on est convenu; rendre illusoire la parité des suffrages, & livrer de nouveau le Peuple à l'esclavage? Vingt-quatre millions d'hommes ont réclamé le droit d'avoir autant de Représentans, qu'environ un million qui composent les Privilégiés. Ils auraient pu porter plus loin leurs prétentions. Ils l'auraient pu, parce qu'ils sont vingt-quatre contre un; ils l'auraient pu, parce que leur nombre comprend plus d'intérêts politi-

ques & civils; ils l'auraient pu, parce que la masse de leurs richesses soncières & mobiliaires surpasse celle des Privilégiés; parce qu'enfin ils sont le corps de la Nation, & que les autres n'en sont que des membres. Ils avaient donc tous les titres possibles; mais ils se sont renfermés dans l'égalité. La force de la raison a entraîné l'opinion des Privilégiés, eux-mêmes; mais par un subterfuge aussi. ridicule qu'absurde, on nie la conséquence d'un principe avoué. Car, qu'inporterait au Peuple d'avoir autant de Députés que la Noblesse & le Clergé, d'avoir trois Députés contre trois, si l'on décide que ces trois ne font qu'un? cette composition mystique peut convenir aux abstractions, mais non à la représentation réelle d'un grand Peuple.

En matière d'impôts, les Privilégiés consentiraient peut-être aux suffrages par tête. Mais en fait de législation, ils montrent l'opposition la plus opiniatre. Comme si la législation ne prêtait

pas également aux abus; comme si le Peuple n'avait pas un intérêt égal à sa siberté, à sa sûreté, à son honneur, qu'à sa propriété. Vous voulez opiner par Ordre, en matière de législation; mais ne voyez-vous pas que deux Ordres réunis pourront toujours promulguer des loix destructives du bonheur du troisième; que cette réunion doit naturellement s'opérer là où les liens du fang, des interêts & des préjugés lient davantage les hommes, & que le Tiers devra nécessairement en être la victime.

La barbarie absurde de votre Code pénal va vous sorcer à le changer. N'aurez-vous pas, en votant par Ordre, tous les moyens d'établir des distinctions odieuses, toutes à votre avantage, toutes à la honte du reste de la Nation, de gagner d'un côté ce que vous aurez perdu de l'autre? Les moyens qui sûrent vous soustraire à l'impôt, ne pourront-ils pas vous soustraire à la loi?

Vous allez réformer un Code civil,

dont les abus sont la honte de la raison. Qui vous empêchera d'y insérer des loix, qui attirent successivement à vous toutes les richesses de la Nation? Il ne saut pour cela qu'une loi, qui favorise les mariages des Nobles avec les silles roturières: qu'une seconde, qui établisse des substitutions éternelles pour tous les biens de la Noblesse: qu'une troissème ensin, déjà mise en pratique par l'esprit aristocratique, qui livre exclusivement à la Noblesse tous les emplois honorables & lucratiss; & toutes ces loix n'aurezvous pas deux voix contre une pour les emporter?

Mais ce n'est pas tout encore. En votant par Ordre, vous ouvrirez la porte au désordre le plus dangereux en politique; puisque vos loix pourront avoir l'apparence du vœu général, lors même qu'elles auront été passées contre l'avis de la majorité la plus décisive. Car, par exemple, supposons qu'un Ordre entier

rejette une mesure: qu'elle soit adoptée des deux autres par une majorité de cinq ou fix voix: n'arrivera-t-il pas alors qu'une demi-douzaine de voix l'emportera fur un Ordre entier? & pour rapprocher l'hypothèse d'une Assemblée de douze cents personnes, organisée comme les Etats actuels : soient les six cents Députés du Peuple contre une loi; plus cent quarante-sept Nobles, & cent quarante-sept Eclésiastiques : soient le reste pour la loi. Il arrivera donc qu'une loi passera de l'avis de trois cents-six Membres, contre huit cents quatre - vingtquatorze.

Ainsi, soit par jalousie, soit même par ignorance, deux Ordres pourront faire des loix absolument destructives d'un troisième; ainsi, par exemple, la Noblesse qui méprise le commerce, le Clergé qui n'y prend aucun intérêt , tous deux, qui en général en ignorent les premiers élémens, pourront passer des actes

actes essentiellement ruineux pour cet objet, quoique négativés par la moitié de ces Ordres mêmes, & unanimement

rejettés par un Ordre entier.

Serait-ce donc bien, en le fachant; que l'égoisme des Corps voudrait introduire une forme aussi injuste, aussi absurde, aussi destructive du bonheur & de l'union nationale? Non, j'aime mieux croire que c'est ignorance pure. En discutant ces matières, la Noblesse. qui déjà s'est présentée d'elle-même à la juste répartition de l'impôt, adoptera sans doute le seul moyen de faire des loix équitables, dès qu'elle appercevra le danger de ses prétentions. Défendre l'erreur qu'on ne connaît pas, est un malheur: la soutenir, après qu'on l'a connue, devient un crime. Cette vérité la frappera enfin, & elle sera la première à proposer, que sur toutes les matières, on délibere par Ordre, si l'on veut, pour s'éclairer, & qu'on vote par tête pour arrêter. Tome I.

### LETTRE XXIX.

# MILORD,

RIEN, selon moi, ne propage plus l'erreur, ne sert davantage à vicier les idées des hommes, que toutes ces abstractions dont le signe n'est pas positivement déterminé; j'en prends pour exemple le mot politesse. La politesse d'un Anglais ne ressemble point à celle d'un Français, d'un Allemand, d'un Espagnol? Pourquoi la même expression, si la chose est dissérente? l'abus du même signe ne doit-il pas fournir des idées sausses?

La politesse est ce commerce de bons offices & d'égards minutieux qu'une grande civilisation introduit entre les hommes; elle porte sur la considéra tion mutuelle que tous les Citoyens ont les uns pour les autres. Elle suppose par conséquent la liberté établie; car l'homme n'a d'abord d'égards pour l'homme, que ceux qu'il est tenu d'avoir. Cette obligation, qui tient aux Loix, s'étend ensuite aux mœurs, & l'opinion, qui les gouverne, force à la politesse par la crainte du ridicule. La politesse, strictement parlant, n'appartient donc qu'à un peuple libre, qu'à des hommes qui se respectent, & au pays ou un individu tient sa considération de sa qualité de Citoyen, & non des préjugés ou des distinctions sictives ou abusives.

La politesse d'un Peuple esclave est celle des manières. Elle consiste dans les révérences, la bassesse du langage, les protestations fausses, & le mensonge continuel de toute l'habitude du corps. Comme on craint toujours les abus du puissant, on est vil envers ceux qu'on connaît comme tels, & envers ceux

e

S

1

S

qui en offrent l'apparence; mais tout homme connu pour faible ou qui en a les dehors, n'obtient que du mépris; parce que la considération n'étant point personnelle à l'homme, mais au pouvoir, on n'a point d'intérêt de se déguiser, & le masque des manières devient inutile. C'est ce qui fait que chez un tel Peuple, au premier coup-d'œil tous les rangs paraissent consondus. Un luxe à charge & ruineux règne dans les classes inférieures: on pare souvent le corps aux dépens de l'estomac, & l'on achète les égards momentanés des inconnus par des privations habituelles.

Il est une troisième espèce de politesse, dont je n'avais pas soupçonné l'existance, c'est la politesse Française, qui tient peut-être de l'une & de l'autre; mais qui pourtant n'est ni l'une ni l'autre. Il est aisé de sentir que la politesse des manières est la politesse constitutionnelle de la Nation; mais elle admet tant d'exceptions, tant de modifications, que sa nature en paraît souvent altérée, & semble exiger une dénomination particulière.

La phisionomie de la Nation présente en général une hardiesse insultante & peu de politesse. Dans les endroits publics, l'homme mesure d'un coup-d'œil de supériorité celui qui est à côté de lui : la semme promène sur sa voissine un regard dédaigneux. Chacun à l'air de dire : Quel est ton nom, ta fortune ? la présomption n'est pas en ta faveur.

En Angleterre ou règne la politesse d'actions, le regard est mesuré, il semble dire, c'est un Citoyen; je lui dois des égards. En Portugal, en Italie, où règne décidément la politesse des manières, le coup-d'œil est mal assuré; on croit y lire: je me recommande à la sur protezionne. Mais en France, il porte toujours quelque chose d'ofsen-

Z 3

sant. Il offre l'empreinte d'une opinion défavorable. On dirait que tout Français n'est susceptible d'estime que pour lui-même.

Mais voyez le lendemain ce même homme, s'il est d'une classe médiocre, chez un grand ou chez un Financier; voyez-le, s'il est un homme de rang, à la Cour ou chez un Ministre. Son œil humble peut à peine soutenir l'éclat du préjugé; la politesse des manières la plus souple & la plus soumise, dément bientôt l'orgueil révoltant de la veille.

Des endroits publics passez-vous dans un sallon où l'égalité rend la politesse plus nécessaire, vous n'y trouvez que l'étiquette ou une aisance indiscrete. Vous parlez, on vous interrompt. Vous avancez un fait, on le nie sans saçon; tout le monde sinit par parler ensemble; & vous vous sauvez en disant: où donc trouver cette politesse si vantée? Ce n'est que dans les semmes envers les hommes; au moins n'est-ce que la où je l'aie remarquée. Leur premier coup-d'œil en porte toujours le caractère bienveillant. Il semble vous dire: je vois votre surprise, ô étranger! approchez avec consiance; l'exercice de la politesse nationale nous est consié. Si les hommes ne vous offrent pas même la politesse des manières, leurs semmes vous en dédommageront par celle des actions.

Si l'on ne trouve pas chez les Français l'espèce de politesse, qui semblerait devoir leur être propre, j'en trouve plusieurs raisons satisfaisantes.

La chevalerie, toute dévouée à la valeur & au beau sexe, avait créé des préjugés d'honneur, qui établirent la politesse la plus stricte, & la plus scrupuleuse. Cette politesse n'était point nationale, car les villains, sans titre, pour obtenir des égards, ne participaient

point aux effets. C'était la politesse de la Cour & des Nobles; politesse d'autant plus rigide, que chacun en était le censeur, & que le glaive en punissait les moindres écarts.

Ce phantôme d'honneur dégénéra bientôt en esprit de querelles, quand les dissensions, les guerres civiles, les combats éternels des tyrans entre eux prirent la place des Loix de la Chevalerie,

On ne conserva que la prétention de la valeur, & cette fantaisse inquiete & soupçonneuse, établit une étiquette minutieuse & barbare; mais la crainte des dangers entretenait toujours quelque égards réciproques.

La paix que Henri IV avait ramenée; ses Loix contre cet esprit de querelles & de combats; la considération que les richesses procurent au corps de la Nation, communiquèrent bien aux

mœurs plus de douceur & de moëlleux, mais n'éteignirent point ce phantôme d'honneur, enfant de la chevalerie, qui faisait souvent s'égorger pour un

coup-d'œil.

Ces Scenes sanglantes étaient si répétées qu'on crut nécessaire de faire la loi, trop sévère, contre les duels, Le préjugé lutta d'abord long - temps contre elle; il lutta avec d'autant plus d'avantages, que sa sévérité même forçait souvent à l'inexécution. Cependant cette loi opérait insensiblement; & quand, d'un autre côté, l'argent devenait le principe d'activité nationale, qu'il attirait toutes les attentions, qu'il obtenait tout les respects, le caractère de la Nation éprouvait un grand changement; le préjugé d'honneur s'éteignit prefqu'entiérement, & comme il avait été l'unique auteur des égards mutuels, ou de la politesse nationale, l'esset cessa avec la cause.

Tel est l'esset nécessaire des institutions vicieuses & des mœurs, qui ne sont pas des résultats de l'influence des Loix. Jamais la véritable politesse ne s'établira que chez un Peuple où tout homme tiendra de la constitution une considération égale à celle de son Citoyen.

Les Français en ont sous les yeux une preuve frappante & journalière; c'est dans les galeries de Versailles. Comme tout y est éclipsé par la majesté du Trône, que le Prince est tout, & le reste n'est rien; vous seriez surpris de la politesse maniérée & attentive de tout ces riens étoilés, pomponés, qui se croisent, se saluent, se montrent toutes sortes d'égards. Mais tout cela disparaît bientôt, dès qu'éloignés du point qui les nivelait tous, ils sont rendus à la morgue des préjugés! Le Prince est l'image de la Loi; dès qu'elle aura mis de niveau tous les rapports

principaux des Citoyens, des égards mutuels, & une politesse d'actions, seront les essets précieux de ce rétablissement de l'ordre.

Fin du premier Volume.

afre!



